

LE TEMPS

Carrières

Deux jours dédiés à la formation continue. Nos offres d'emploi

Air du Temps

Les mille astuces écolos des viticulteurs néo-zélandais. Reportage Page 28

Economie & Finance

En Chine, l'incroyable succès du vendeur de montres suisses Hengdeli Page 17

Vendredi 26 août 2011 | N° 4086

MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

CHF 3.20, France €2.40

Les leçons d'un été hors norme



Un début d'année exceptionnellement sec, suivi de pluies torrentielles en juillet et d'une canicule au mois d'août. Dans quel état se trouvent nos lacs et rivières avec cette météo en dents de scie? Les bassins des barrages sont au plus bas depuis cinq ans. Mais l'agriculture et le tourisme semblent tirer leur épingle du jeu. Enquête. ► Page 3

Secret bancaire: la Suisse acculée à livrer des noms au fisc américain

► **Evasion** Des banques helvétiques accusées des mêmes fautes qu'UBS

Editorial

Bis repetita

Par François Modoux

La Suisse se réjouit de l'accord fiscal qu'elle vient de signer avec la Grande-Bretagne après celui passé avec l'Allemagne. Ces accords concrétisent la stratégie chère à la place financière et au Conseil fédéral: l'imposition à la source des fortunes étrangères

pour éviter la transmission automatique de données fiscales sur les détenteurs de ces capitaux déposés en Suisse. La généralisation de cette solution n'est pourtant pas d'actualité. Les Etats-Unis, qui la refusent, ont d'ailleurs ouvert un nouveau front contre

la Suisse. L'on découvre les contours d'une crise similaire à celle qui a opposé Berne à Washington après que le fisc américain eut réuni des informations accablantes sur les pratiques illégales d'UBS. D'autres banques helvétiques actives sur le sol américain

sont à leur tour accusées d'avoir aidé des clients à frauder le fisc américain. Washington réclame des noms de clients. Le Conseil fédéral est poussé à négocier un nouvel accord. Il cherche une solution dans le respect du cadre législatif suisse. ► Page 15

La Suisse est de nouveau sur la défensive, entraînée par les Etats-Unis dans un bras de fer qui rappelle furieusement celui qui précéda le pénible sauvetage d'UBS prise en flagrant délit d'assistance à l'évasion fiscale.

Il y a deux ans, le 18 août 2009, l'accord extrajudiciaire entre Washington et Berne évitait à UBS un procès qui risquait de l'ensevelir. En position de faiblesse après les fautes graves commises par la banque, la Suisse acceptait que quelque 5000 noms de clients d'UBS soient livrés au fisc américain. Une brèche béante était ouverte dans le secret bancaire pour régler une situation que l'on disait extraordinaire. La Suisse respirait un petit peu, elle essayait de se convaincre qu'UBS était le mouton noir égaré d'un troupeau d'agneaux blancs comme neige. On pressentait déjà la fragilité du tableau; et que ce précédent exposerait la Suisse à des demandes ultérieures.

Or le fisc américain a réuni des informations sensibles qui le portent à accuser des banques helvétiques d'avoir aidé leurs clients américains à ne pas déclarer leur fortune placée en Suisse. Washington réclame à nouveau des noms de clients. Pour l'exemple. Pour dissuader les fraudeurs et montrer que la Suisse n'est plus un refuge fiscal sûr.

L'administration Obama est d'ailleurs cohérente: elle n'a aucun intérêt pour l'imposition à la source, pierre angulaire des accords fiscaux que la Suisse vient de passer avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Convaincu que l'anonymat favorise la dissimulation, Washington refuse un système dans lequel le contribuable imposé à la source en Suisse reste inconnu de son fisc national.

Le Conseil fédéral a-t-il le choix? Il peut difficilement dénier à Washington la légitimité de ses prétentions, surtout s'il est patent que des banques suisses ont renié leurs propres engagements. Déjà, les plus intransigeants défenseurs de la souveraineté suisse hurlent à la trahison des intérêts nationaux. Cette pression intérieure, accentuée par le contexte électoral, complique la tâche du gouvernement. Cette épreuve rappelle la nécessité de solder le passé et l'urgence de trouver les moyens de respecter le nouvel objectif fixé par le Conseil fédéral: la fin de l'argent non déclaré.

L'essentiel

International

«Indignés» chiliens

Au deuxième jour d'une grève nationale, des manifestations massives ont paralysé le centre de Santiago. En jeu: un système éducatif inégalitaire, hérité de Pinochet. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement du président de droite Sebastian Piñera est confronté à sa plus dure épreuve sociale. Page 5

Suisse

Retour cathodique

Roger Schawinski, 66 ans, et Filippo Leutenegger, 59 ans, tentent un retour dans le monde télévisuel alémanique. Si le premier pourrait faire remonter les taux d'audience, le second ravive le malaise quant à son rôle de politicien. Page 6

Série d'été

L'empire Murdoch menacé

Après la presse, le scandale gagne le cœur du modèle d'affaires de l'empire Murdoch. Le vieux magnat s'en relèvera-t-il? Notre dernière série de l'été se clôt sur les affaires d'écoutes et de piratage qui font vaciller News Corp. depuis le mois de juillet. Page 10

Culture

7e art africain

Le Festival Cinémas d'Afrique ouvre ses portes à Lausanne. Coup de projecteur sur sa sixième édition avec Alain Bottarel, initiateur du projet. Page 27

Baryshnikov, confidences d'un apprenti acteur

Trente-sept ans après être passé à l'Ouest, Mikhaïl Baryshnikov retrouve sa langue russe natale. Le danseur étoile, fasciné par le travail du metteur en scène Dmitry Krymov, se lance sous son égide dans une expérience théâtrale. Dès le 8 septembre à Paris, il interprétera un ancien général de l'Armée blanche. Interview. ► Page 25



NEW YORK, 2009 / JURGEN FRANK / CORBIS

Secrets d'un astéroïde

De façon inespérée, la sonde Hayabusa avait livré en 2010 de petits grains rocheux en provenance d'un astéroïde, une première. Cet échantillon vient d'être analysé par plusieurs laboratoires, qui livrent aujourd'hui leurs résultats. Cette réussite constitue les prémices de nouvelles missions vers d'autres cailloux célestes. ► Page 14

Kadhafi appelle à résister

Alors que les combats ont continué jeudi à Tripoli, la chaîne loyaliste Al-Orouba a diffusé un nouveau message sonore du colonel Kadhafi en détresse. Il appelle les tribus à combattre «l'intervention étrangère» et ses partisans à sortir de leur maison pour «libérer» Tripoli. Dans la traque de la famille Kadhafi, les rebelles peuvent compter sur l'aide de l'OTAN, en

matière de renseignement et de reconnaissance. Des Français et des Britanniques opérant en civil étaient aussi visibles sur le front est, aux alentours de Zuwaytinah. Sur le terrain, le bilan humanitaire est difficile à établir. Les hôpitaux sont surchargés de blessés. Les civils libyens doivent aussi affronter un danger sournois: les mines anti-personnel. ► Page 4

Police genevoise hostile

Davantage de policiers dans la rue dans les quartiers sensibles: il faudra beaucoup de détermination au Conseil d'Etat genevois pour traduire ses intentions sur le terrain. Le lendemain de l'annonce de son plan qui répond aux doléances de la Confédération, le gouvernement a pu mesurer les réticences, voire l'hostilité, de son personnel policier. La mobilisation d'une réserve de

200 à 300 hommes ne sera pas une mince affaire. A ceux qui prétendent que Genève est devenue aussi dangereuse que le Bronx, l'historien Michel Porret fait remarquer que la ville de Calvin est bien plus sûre qu'elle ne le fut par le passé. Il observe que la prédation immobilière et le délitement du lien social sont aujourd'hui de puissants facteurs d'insécurité. ► Pages 7, 11



L'œil du sport

Quand la famille du foot est en goguette à Monaco

Simon Meier MONACO

Dans une réunion de famille, il y a de grandes émotions et de petits faux-semblants, qu'on soit chez les Ducommun ou parmi les huiles du football européen. Entre jeudi et vendredi, l'UEFA et ses amis font mousser la saison nouvelle à Monaco. Le clou du spectacle, c'est ce soir avec la Supercoupe d'Europe entre l'étrincelant Barcelone et le valeureux Porto. Avant ça, on devise au bord de la piscine, on serre des paluches dans les couloirs et on tire des boules au Forum Grimaldi, histoire de donner un visage à la Ligue des champions qui s'annonce.

Dicté par des mains aussi prestigieuses que celles de Paul Breitner, Luis Figo, Bobby Charlton, Ruud Gullit ou Lothar Matthäus, sous vos applaudissements ladies and gentlemen, le sort ne s'est révélé ni très clément ni franchement cruel pour le FC Bâle, unique représentant helvétique en attendant le tirage de la petite sœur Europa League vendredi. Pour voir plus loin, les Rhénans devront se coltiner Manchester United, Benfica et les Roumains du FC Otelul Galati. La troisième place - qualificative pour l'Europa League - est accessible, voire plus si affinités lisboètes. Pour respecter la tradition, il fallait un groupe «de la mort». Le F (Arsenal, Marseille, Olympiakos, Dort-

mund) aurait pu postuler. On opte pour le A: Bayern Munich, Villarreal, Manchester City, Naples.

Mais la famille a d'autres préoccupations: «Tous unis, nous pouvons et nous allons gagner le combat contre les matches truqués», a clamé Gianni Infantino, secrétaire

général de l'UEFA. Plus tôt dans la journée, Pierluigi Collina, responsable des arbitres, avait présenté le nouveau concept qui permettra aux hommes en noir de se montrer plus blancs que jamais: contrôle technique, suivi nutritionnel et poursuite de l'expérience à cinq têtes.

«Notre but est de protéger les footballeurs avant qu'il n'y ait des jambes cassées et de protéger les arbitres, qui sont souvent mis sous pression par les joueurs», résume l'ex-grand sifflet italien. La vidéo en guise d'assistance? Oui, mais non. Tout ira bien.

Ne restait plus qu'à élire le meilleur joueur européen de la saison écoulée: Lionel Messi. Les deux autres nominés, Xavi le coéquipier du Barça et Cristiano Ronaldo le rival du Real, ont applaudi. Mais pas avec la même chaleur. Chaque famille a ses brouilles.



Luis Figo tire le Bayern Munich. Avec Villarreal, Manchester City et Naples, les Bavarois forment le groupe dit «de la mort». MONACO, 25 AOÛT 2011

AU FIL DU SPORT

Notre rendez-vous, du lundi au vendredi

>> Sur Internet
www.letemps.ch/sports

Panorama

Football

Fin de la grève en Liga

La grève des Espagnols a pris fin. La 2e journée de Liga, ce week-end, aura bien lieu, a annoncé le syndicat des joueurs AFE. «Le comité de grève de l'AFE et la Ligue professionnelle ont passé un accord qui garantit les salaires des footballeurs de différentes façons», a expliqué l'Association des footballeurs espagnols. (AFP)

Credit Suisse quitte Xamax

Credit Suisse se retire de la loge à 200 000 francs par année qu'il louait à la Maladière. Il s'agit du 4e sponsor à quitter Neuchâtel Xamax depuis le rachat du club par Bulat Chagaev, lequel cherche de nouveaux partenaires jusqu'au Qatar, via une lettre bourrée de fautes d'orthographe... (LT)

Tennis

Les Suisses bien lotis

Le tirage au sort du 1er tour de l'US Open, qui débute lundi, n'a pas été méchant envers les Suisses. Roger Federer (No 3) rencontrera le Colombien Santiago Giraldo (ATP 56), tandis que Stanislas Wawrinka (No 14) se mesurera à l'Argentin Maximo Gonzalez (ATP 105). (LT)

Athlétisme

Powell forfait sur 100 m

Une voie royale s'ouvre devant Usain Bolt aux Mondiaux de Daegu, avec l'annonce du forfait pour le 100 m de ce week-end de son compatriote et rival numéro un, Asafa Powell. Homme le plus rapide cette saison avec ses 9"78 de Lausanne à fin juin, Powell n'est pas remis d'une blessure aux adducteurs. (SI)

L'aérodrome lausannois fut ouvert en 1911

Le premier avion qui atterrit à la Blécherette, il y a cent ans

«A sept heures trente ce matin, un coup de téléphone de Genève nous avisait que Taddeoli, un des concurrents du prochain meeting d'aviation de Lausanne, avait quitté l'aérodrome de Viry à 6 h 55, se dirigeant sur Lausanne.

Quelques minutes plus tard, nous apercevions le grand oiseau passer dans un vol magnifique de régularité et d'élégance à une grande hauteur au-dessus de Lausanne, suivant la direction sud-est-nord-ouest, puis, rectifiant son vol, descendre lentement dans la direction de la caserne et des Plaines-du-Loup, où il atterrit tout près de la Blécherette en un superbe vol plané, à 7 h 55.

Le public ignorant le départ de Taddeoli, quelques rares personnes assistaient à l'arrivée de l'homme-oiseau, parmi lesquelles Mme Taddeoli, la femme de l'aviateur, partie à 5 heures du matin de Genève en automobile avec MM. Küstner, directeur, et Sordet, employé de la Moto-Rêve, et les recrues de la 2e école qui faisaient l'exercice sur le futur champ d'aviation.

Vingt minutes plus tard, grâce à l'obligeance [...] du garage Addor et Cie à Ouchy, qui mit aimablement une auto à notre disposition, nous étions devant le hangar où l'élégant oiseau était déjà remis. Taddeoli était là, entouré par une trentaine de curieux.

Il ne paraît nullement étonné de son exploit. Très aimablement, et avec une modestie qui l'honore, il nous donne quelques détails sur sa matinale randonnée. [...]

- C'est une belle réclame que vous avez faite au futur meeting

ARCHIVES HISTORIQUES

>> Sur Internet

www.letempsarchives.ch



d'aviation de Lausanne, disons-nous à Taddeoli.

- Ce n'est pas pour cela que je suis venu par la voie des airs, répond-il, mais ça m'embêtait de démonter mon appareil à Viry et de le remonter à Lausanne!

Le moyen est plus pratique, en effet; encore faut-il avoir l'audace de l'employer! En ce faisant, Taddeoli s'est classé premier, et bon premier, de tous les aviateurs suisses, et son exploit de ce matin est d'un heureux présage pour les journées lausannoises d'aviation.

L'appareil avec lequel Taddeoli est venu à Lausanne est un monoplan Morane, d'une extrême élégance et d'un fini achevé, muni

d'un moteur Gnôme de 50 chevaux. [...]

Ajoutons que Taddeoli, qui est âgé de 33 ans, est le type du sportsman accompli. Il commença par faire de la motocyclette et de l'automobile, puis, l'aviation l'attirant, il fit son apprentissage à Mourmelon-le-Grand.

Dans son vol d'aujourd'hui, Taddeoli s'est maintenu constamment à une altitude 700 à 800 mètres et a marché à plus de 110 kilomètres à l'heure. [...]

En terminant, nous exprimons encore une fois à Taddeoli nos plus sincères félicitations.»

Signé: E. J.
GAZETTE DE LAUSANNE, 31 MAI 1911

EN EXCLUSIVITÉ SUR NOTRE SITE:

● Découvrez l'étonnant parcours de Rupert Murdoch, homme d'affaires affaibli par le scandale «News of the World». Les événements clés de l'affaire dans notre infographie animée.

● Tous les mercredis, retrouvez les prises de position des acteurs de l'économie sur notre nouvelle page Forum économique.

● La chronique vie numérique. Cette semaine, Jonas Pulver s'intéresse à YouTube ou comment le site de partage de musique et de vidéos a permis aux exclus de l'industrie du disque de devenir des stars.

>> Seulement sur Internet sur www.letemps.ch

PUBLICITÉ

TISSOT, LEADER DE LA TECHNOLOGIE TACTILE
HORLOGÈRE DEPUIS 1999

T+
TISSOT
SWISS WATCHES SINCE 1853
INNOVATORS BY TRADITION

T TOUCH EXPERT™
TECHNOLOGIE TACTILE

Touchez la glace et vivez une expérience unique avec ses
15 fonctions tactiles dont un **baromètre**,
un **altimètre** et une **boussole**. 1125 CHF*

IN TOUCH WITH YOUR TIME

Experience more at www.t-touch.com



*Prix public conseillé





KEVSTONE

Un orage sur les Grisons. Après des mois exceptionnellement secs, des semaines extraordinairement pluvieuses. TRIN MULIN, 5 AOÛT 2011

Gagnants et perdants d'un été pourri

> Météorologie
Après un début d'année très sec, les fortes précipitations du mois de juillet ont ramené les lacs et les cours d'eau à un niveau plus habituel

> Le bilan de la période est très variable d'un secteur économique à l'autre

Etienne Dubuis

La Suisse a finalement limité la casse. Avec la sécheresse de ce printemps, le risque était devenu grand qu'elle subisse une longue période de canicule et que ses secteurs économiques les plus dépendants de l'eau passent un très mauvais été. Or, grâce aux bonnes

pluies de juin et aux fortes précipitations de juillet, la situation hydrique du pays a commencé à se rétablir. Au grand profit des agriculteurs et des producteurs d'électricité mais au détriment de certains professionnels du tourisme. Retour sur une période météorologique folle.

L'année 2011 a très mal débuté sur le front des précipitations. Après un bon mois de décembre, les mois de janvier, février et mars ont été très secs, puisqu'ils n'ont eu droit dans la plupart des régions qu'à une petite moitié des pluies et des neiges habituelles. En janvier, Jussy (GE) n'a ainsi reçu que 39,3 mm de précipitations contre 72 mm de moyenne annuelle et Sierre 18,6 contre 65. En février, le déficit a persisté: Lausanne n'a ainsi recueilli que 38,5 mm de précipitations contre 78 d'habitude et Neuchâtel 28,6 contre 69. Et l'écart à la norme s'est encore creusé en mars: Fribourg, par exemple, n'a bénéficié que de 23,5 mm contre 75 d'ordinaire et Delémont 30 contre 63.

L'alerte a été donnée dans les semaines qui ont suivi, quand le début du printemps s'est révélé pire que l'hiver. Le mois d'avril a été calamiteux, avec une pluviosité tombant pratiquement partout au tiers de ses valeurs habituelles, quand elle ne s'effondrait

«La quantité d'eau nécessaire au rétablissement des niveaux habituels est difficile à déterminer»

pas comme à Neuchâtel (avec 8,7 mm contre 63 normalement). Résultat: malgré de bonnes pluies courant juin, les précipitations tombées durant le premier semestre de l'année ne représentaient toujours en Suisse romande qu'un faible pourcentage de leur valeur coutumière, entre 42% à Sierre et 65% à Château-d'Œx.

Nombre de lacs et de rivières en ont rapidement subi les consé-

quences. Certains cours d'eau ont enregistré dès la mi-février des niveaux inférieurs à la moyenne, tandis que d'autres ont conservé leurs niveaux habituels jusqu'à la fin de l'hiver grâce à la fonte précoce des neiges, avant de baisser à leur tour. Et d'atteindre dès le mois d'avril des cotes minimales record, notamment dans les lacs du pied du Jura, dans l'Aar (en aval du lac de Biemme) et dans le Rhin (en aval du lac de Constance).

Les eaux souterraines n'ont pas échappé à la règle. Sous la double influence de cette pluviosité rare et d'une fonte des neiges peu abondante, elles sont également descendues à des niveaux inhabituellement bas. Et ce aussi bien dans le Jura et les Préalpes que sur le Plateau.

C'est alors que tout a basculé. Autant les six premiers mois de l'année ont été secs, autant juillet a été pluvieux. A l'exception de l'Engadine et du val Münster (dans l'est des Grisons), le territoire suisse a connu partout davantage de précipitations que d'habitude. Et souvent même bien

d'avantage. En Romandie, le phénomène a été particulièrement marqué dans le bassin lémanique et le long du Jura. Selon MétéoSuisse, Jussy a reçu 188% de ses précipitations moyennes, Delémont 160%, Lausanne 146% et Neuchâtel 137%. Sierre et Fribourg suivent avec respectivement 120% et 116%.

«D'un point de vue purement météorologique, il restait fin juillet un déficit hydrique compris entre 48% à Sierre et 22% à Delémont», précise Christophe Salamin, prévisionniste à MétéoSuisse.

Il n'empêche: les effets de plusieurs semaines de précipitations ne se sont pas fait attendre. «Le niveau des eaux est remonté sensiblement dans la plupart des lacs et des rivières pour approcher, et même parfois retrouver, leurs valeurs normales», indique Edith Oosenbrug, hydrologue à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Les cours d'eau qui gardent des débits inhabituellement faibles sont ceux qui dépendent le plus des glaciers et souffrent des

faibles chutes de neige de l'hiver dernier.»

Quant aux eaux souterraines, elles ont récupéré une partie significative de leur déficit dans la majeure partie de la Suisse, assure l'hydrologue. Les régions où le mouvement se révèle le plus lent présentent des configurations géologiques particulières, comme l'éloignement des cours d'eau ou la profondeur des nappes.

Alors, beaucoup d'inquiétudes pour rien? «La période des plus basses eaux, l'étiage, se présente généralement en septembre ou en octobre et intéresse peu de monde», explique Edith Oosenbrug. Cette année, elle avait de quoi attirer l'attention du fait qu'elle survenait au printemps, à une époque où la nature a le plus besoin de boire. Et puis nous ne pouvions prédire ni la force ni les effets des pluies du mois de juillet. La quantité d'eau nécessaire au rétablissement des valeurs habituelles est difficile à déterminer. Elle dépend de l'état du système hydrique en général, un mécanisme complexe s'il en est.»

L'agriculture saine et sauve

> La pluie est revenue à point pour assurer d'excellentes récoltes

La sécheresse de ce printemps a causé plus de peur que de mal dans les milieux agricoles. Les pluies de juin et juillet ont rétabli la situation au meilleur moment. Ce qui permet à Sandra Helfenstein, responsable des médias à l'Union suisse des paysans d'affirmer que, sauf gros accident de dernière minute, 2011 restera dans les annales comme une «bonne année». Et ce pour les céréales comme pour les fruits et les légumes.

«La sécheresse vaut mieux qu'un excès d'humidité», explique Sandra Helfenstein. La nature se régénère très vite après avoir manqué d'eau. En revanche, ce que la pluie a pourri n'est pas récupérable.»

Le monde restant imparfait, certains agriculteurs ont dû – ou devront – tout de même affronter quelques problèmes spécifiques.

Ainsi, les maraîchers ont commencé à produire en pleine période de canicule, ce qui les a contraints d'arroser davantage qu'à l'accoutumée et de s'imposer des frais supplémentaires. De leur côté, les producteurs de fruits ont vu – ou verront – leurs récoltes avancées. Dans ce cas, les fruits sont cueillis plus mûrs qu'à l'ordinaire, signale Danilo Christen, chef de groupe de recherche en arboriculture à l'antenne de Conthey de l'Agroscope Changins-Wädenswil. Il est dès lors impératif de prêter une attention toute particulière à leur séjour en frigo.

Sol mince et gravier

Les seuls paysans à avoir réellement souffert de la sécheresse en Suisse romande sont les producteurs de céréales du pied du Jura. La faute à leurs terres au sol mince (60 à 80 centimètres) et au substrat de gravier ou de sable, à travers lequel l'eau s'infiltrait très rapidement pour disparaître en profondeur. Tout déficit d'eau est là plus difficile à rattraper. **E. D.**

Perte sèche pour l'énergie

> Jamais depuis 2006 les bassins des barrages n'ont été aussi peu remplis

Les propriétaires de centrales hydrauliques s'en sont moins bien sortis que les agriculteurs. Jamais depuis 2006, les bassins d'accumulation des barrages n'ont été aussi peu remplis. Et les dernières pluies n'ont toujours pas compensé la sécheresse du printemps.

L'année s'est d'emblée mal présentée selon les statistiques de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Début janvier déjà, les bassins d'accumulation contenaient à peine plus de 50% de leur capacité. Et ils ont plongé à moins de 15% au début du printemps. L'exercice 2011 n'est pas le seul à connaître ce genre de proportions mais il est le moins bon de ces six dernières années. Il se situe même loin derrière les autres depuis deux mois et demi.

Groupe E, numéro un de la distribution d'électricité en Suisse ro-

mande, confirme le problème. La production de ses ouvrages hydrauliques est largement inférieure à ce qu'elle a été par le passé. Selon son porte-parole Laurent Widmer, les apports d'eau ont représenté au cours des sept derniers mois 68% de leur valeur moyenne sur ces dix dernières années.

Barrages arrêtés

«Entre la mi-avril et début juin, nous avons dû arrêter les turbines sur deux barrages, dont celui de Rossens, alors que cette période de l'année est normalement la plus active», raconte Laurent Widmer. D'habitude, nous devons faire de la place pour accueillir l'eau qui nous arrive.» Résultat: Groupe E a dû alors acheter sur les marchés l'électricité que ses clients attendaient de lui.

Durant le seul mois de juillet, les apports d'eau ont atteint 86%. Et pas plus. Les pluies ont bien fini par arriver mais elles sont restées moins abondantes dans le bassin de la Sarine que dans d'autres régions du pays. **E. D.**

Le tourisme au forceps

> Un contexte très difficile a contraint chacun à se battre

Le secteur du tourisme a connu un mois de juillet délicat, au cours duquel il a dû affronter parallèlement le mauvais temps et un envol du franc suisse. Or le bilan de l'exercice paraît plutôt positif, étant entendu qu'un bilan à la mi-août s'appuie davantage sur des impressions que sur des statistiques non encore publiées.

«Il s'agit de distinguer les résultats des villes de ceux des destinations de montagne», explique Véronique Kanel, porte-parole de Suisse Tourisme. Les premières souffrent moins de l'impact du mauvais temps que les secondes, dans la mesure où elles ont toutes sortes d'attractions sous toit et qu'elles dépendent plus du tourisme d'affaires, sur lequel les conditions météorologiques du moment ont une moindre influence.»

Autre distinction importante: les séjours de longue durée ne réa-

gissent pas au mauvais temps comme le tourisme à la journée. Ils sont réservés longtemps à l'avance, souvent par des étrangers venant de pays lointains, et ne se reportent pas facilement. Les brèves excursions suivies d'une soirée au restaurant, elles, sont beaucoup plus susceptibles de s'annuler. Et les sociétés de transport en ont à l'évidence souffert.

Toutes armes dehors

«Le secteur du tourisme n'a pas été spécialement affecté par la météo à Lausanne», assure Cindy Queloz, chef de presse à l'Office du tourisme vaudois. Et Yverdon paraît même avoir été avantagé par le mauvais temps grâce à la panoplie de châteaux, de grottes et de musées que recèle sa région.» Même une station comme Villars, où le tourisme de proximité est susceptible de peser lourd, paraît s'en être bien sortie. Elle aurait même réalisé 10% de nuitées de plus que l'an dernier. Par quel miracle? L'organisation de plusieurs grands événements. **E. D.**

Des mensonges jusque dans les hôpitaux

> **Libye** Dans l'hôpital général de Tripoli, on apprend que la fille adoptive de Kadhafi, prétendument morte lors des raids américains de 1986, est bien vivante

Jean-Louis Le Touzet TRIPOLI

Des rues rectilignes, des montagnes de sacs-poubelle, l'appel à la prière de 16 heures, des rideaux de fer baissés, des rumeurs, dont la dernière qui laisse entendre que l'eau courante a été empoisonnée, des 4x4 chargés de missiles Milan qui foncent vers le quartier Abou Salim où seraient réfugiés des proches de Kadhafi.

Un couple à la fenêtre dans le quartier des ambassades, totalement désert, regarde en agitant la main le départ de véhicules bourrés de munitions. Lui, la soixantaine, ingénieur agronome. Elle, Vénézuélienne, chercheur en agronomie. Lila Delgado n'est pas sortie depuis samedi soir. Elle dit: «Avant, disons jusqu'à la semaine dernière, je n'avais aucun problème à dire

«J'en connais deux au moins dans l'immeuble qui étaient des supporters du régime. Ils ont disparu dimanche»

que j'étais Vénézuélienne. Tout le monde aimait Chavez dans l'immeuble... jusqu'à la semaine dernière. Chavez était l'ami indéfectible de Kadhafi. Mais depuis dimanche je dis que je suis Equatorienne. Ça passe mieux...» sourit-elle un peu gênée dans son trois pièces meublé joliment. Ils se sont connus il y a une trentaine d'années sur un campus californien où ils achevaient leurs études d'agronomie. Elle reste «chaviste de cœur», mais insiste: «Kadhafi est un inglé et ne peut être comparé à Chavez.»

Lila aurait beaucoup à dire sur les ralliements de dernière minute à la rébellion dans le quartier: «J'en connais deux au moins dans l'immeuble qui étaient jusqu'à samedi des supporters du régime. Ils ont disparu dimanche.» Elle dit cela en regardant de sa fenêtre un nouveau converti entreprendre des journalistes «sur une cour qui doit juger les criminels aux ordres de Kadhafi, [car] ce sont eux qui ont pillé le pays». Il se dit ingénieur, porte au poignet une montre à 2500 euros, et en appelle sur le trottoir «à enfin

un pays dirigé par le droit». Elle lève les yeux au ciel et dit: «Ici c'est le pays du mensonge.»

Question mensonges, à 3 kilomètres du port de commerce, à l'Hôpital général, des chirurgiens en racontent de gros. L'un dure depuis 1986, et ils en parlent d'autant plus aisément que «le fantôme» est parti samedi en toute hâte en tenue de chirurgien sous l'escorte de deux gardes. Le régime a toujours prétendu que l'une des filles du «Guide», Hana, avait été tuée dans le bombardement de Bab al-Aziya en 1986 par l'aviation américaine. C'est même depuis 25 ans la version officielle.

Fille adoptive du colonel, elle était alors âgée de 1 an. En fait, elle dirigeait jusqu'à samedi l'Hôpital général, avec le titre simplement de chirurgien junior. «Tout le monde le savait [ndlr: certains journaux allemands avaient parlé de la supercherie l'an passé sans pouvoir la démontrer]. Elle ne s'en est jamais cachée: elle nous parlait de son père tous les jours, qu'il faisait ceci, cela, de ses frères. On disait oui bien sûr, puis on repartait travailler», raconte le médecin chef Abdel Jibril. Il marque une pause et reprend: «Plus le mensonge est gros, plus il passe: c'est toute l'histoire de la Libye à travers cette histoire de fille morte qui, 25 ans plus tard, dirige la médecine de Tripoli sans en avoir les capacités. Disons que tout le monde craignait Hana jusqu'à samedi», termine le médecin Abdel Jibril. Pour le docteur Asharif, 35 ans, diplômé du Royal College of Surgeons, «Hana avait tout pouvoir sur nous sans en avoir vraiment les capacités. Je comprends que ça doit faire tout drôle de voir la fille de Kadhafi, qu'on disait morte, diriger le plus grand hôpital de Tripoli...»

Hana était, selon les témoignages de quatre médecins, «attentive aux patients, sans expérience aucune, mais froide avec ses collègues». Attentive aux patients, disons qu'il faut vite le dire. Quand les premiers rebelles ont été admis, avant l'offensive finale du dimanche, elle aurait, selon les témoignages recueillis hier, foulé aux pieds les serments d'Hippocrate. «Elle nous disait: pas de poches de sang pour ces rats de rebelles! Pour eux il n'y avait rien, si bien que certains se



Un soldat pro-Kadhafi blessé abandonné dans un hôpital après la prise d'une ville de l'Ouest libyen par les rebelles. Le CICR s'inquiète des difficultés «très sérieuses» pour accéder aux blessés et aux «très nombreuses» personnes arrêtées durant les derniers jours de combat. ZAWIYAH, 21 AOÛT 2011

sont vidés de leur sang dans les couloirs d'admission», dit le docteur Rajab al-Lasta. Hana, qui portait toujours un joli foulard, raconte à son tour le docteur Jibril, était toujours «bien habillée et avec soin». Quand elle a reçu son diplôme, l'an dernier, elle s'est installée au troisième étage de l'hôpital dans un bureau climatisé avec du mobilier en cuir fauve. Elle en est partie en laissant un sac plastique avec dix car-

touches de café Nespresso, une paire de chaussettes roses avec des motifs de papillons et deux éventails. Sur le bureau, une tête de cheval en bronze sert de presse-papier. Les tiroirs sont vides. Pas un dictionnaire médical. Juste un pot de crème de jour Dior.

Dans la salle commune de chirurgie, un rebelle a reçu une balle hier. Elle lui a traversé la cuisse et se balade dans son estomac. Il était

vendeur dans un take away à Manchester, dit sa maman. Il avait quitté Manchester la semaine dernière pour se battre: «C'est mon jeune fils et c'est un martyr. Dieu saura le remettre sur pied.» Sur un lit mitoyen, séparé par un rideau en toile, le jeune Ahmed, un soldat de Kadhafi, naguère garçon de ferme, âgé de 20 ans, a la main droite réduite en bouillie par un éclat d'obus. «Kadhafi va être puni», lan-

ce-t-il. En face un combattant montre la balle sous la troisième intercostale en agitant sa radio, la repose et brandit sur un téléphone la vidéo du type qui lui a tiré dessus. Le type est tombé hier criblé de balles, dont une lui a ouvert le crâne: «Je ne m'en lasse pas! Ça me rend tellement heureux!» Sur le littoral, la mer est mate comme l'étaient alors que les tirs crépitaient toujours dans la capitale.

La poursuite des combats complique l'accès humanitaire

> **L'UE et le CICR redoutent une prolongation des hostilités**

La face cachée de la chute du régime Kadhafi se lit, jour après jour, dans les bilans opérationnels du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Fort de quatre délégations en Libye (Tripoli, Benghazi, Misrata et Djadou, dans le Djebel Nefoussa), l'organisation basée à Genève s'inquiète des difficultés «très sérieuses» rencontrées par ses équipes pour accéder aux blessés et aux «très nombreuses» personnes arrêtées durant les derniers jours de combat. Bien que toujours en contact avec les troupes kadhafistes, lesquelles l'ont autorisée mercredi à évacuer les journalistes retenus à l'hôtel Rixos, le CICR redoute une aggravation de la situation humanitaire en raison de la poursuite des combats.

«Le conflit bouge toujours et

complique énormément notre tâche d'assistance», explique Steven Anderson, porte-parole pour l'opération en Libye. Autorisé par le gouvernement déchu à s'installer à Tripoli depuis le 31 mars, le CICR compte plus de 60 personnes dans la capitale, dont une vingtaine d'expatriés. Entre six et dix véhicules flanqués de l'emblème sillonnent les quartiers et portent secours aux hôpitaux et dispensaires, dont l'hôpital Al-Zawiya, débordé par l'afflux de blessés. Lors d'une réunion hier à Bruxelles avec la plateforme de crise du Service européen d'action extérieure (SEAE), Médecins sans frontières a estimé que les structures médicales de la capitale «doivent être renforcées d'urgence». Beaucoup de médecins et d'infirmières libyens n'ont pas pu accéder à leurs lieux de travail depuis le début des combats. Le fuel et les bouteilles d'oxygène manquent. La pénurie de fixateurs externes, indispensables pour les fractures, est problématique.

L'UE a confirmé que des cargaisons médicales étaient prêtes à être acheminées depuis des entrepôts basés à Malte. A condition que les navires puissent accoster. Les hostilités qui perdurent à Syrte ou dans la périphérie de Misrata compliquent aussi la donne.

Zones d'ombre

Affairé à sécuriser son nouveau pouvoir, le Conseil national de transition (CNT) s'est, lui, surtout exprimé hier pour réclamer à la communauté internationale des soutiens financiers urgents. Les nouvelles autorités, reconnues par plus de 45 pays, espèrent obtenir le déblocage immédiat d'environ 2,5 milliards de dollars lors de la réunion prévue ce vendredi à New York aux Nations unies. L'homme fort du CNT, Moustapha Abdeljalil, a même déjà promis de favoriser, lors de la reconstruction, les pays ayant soutenu la rébellion. Un empressement pas toujours bien vu à Bruxelles: «La Li-

bye est un pays riche, mais l'impératif est d'abord de restaurer la paix, d'assister les populations et de parvenir à une solution politique», a rappelé Agostino Miozzo, coordinateur de l'UE pour les crises.

Preuve aussi des zones d'ombre problématiques du conflit, le CICR exige d'avoir accès aux très nombreux combattants ou cadres de l'ancien régime capturés ces derniers jours. Leur transfert dans des lieux de détention appropriés et dûment identifiés est une autre priorité de l'organisation à Tripoli. «La confusion actuelle est aussi entretenue par certaines factions rebelles, soit pour couvrir les pillages, soit pour étendre au maximum leur autorité sur certaines zones», juge un humanitaire qui en revient. L'UE aurait par exemple insisté auprès du CNT pour que ses troupes paient les produits prélevés dans les magasins et stoppent les «réquisitions» incontrôlées.

Richard Werly BRUXELLES

Sur le fil

● **Mouammar Kadhafi**, dont la tête a été mise à prix et qui reste introuvable, a appelé jeudi à la résistance. «Il faut résister contre ces rats d'ennemis, qui seront vaincus grâce à la lutte armée», a déclaré le colonel dans l'enregistrement diffusé par la chaîne satellitaire Arrai basée en Syrie. «Sortez de chez vous, libérez Tripoli», a-t-il ajouté.

● **Sur le terrain**, les rebelles combattent les pro-Kadhafi encore présents à Tripoli. D'intenses échanges de tirs ont eu lieu autour de l'hôtel Corinthia, situé près de la vieille ville. Les rebelles tentent aussi sur le front est de progresser vers Syrte, un fief kadhafiste.

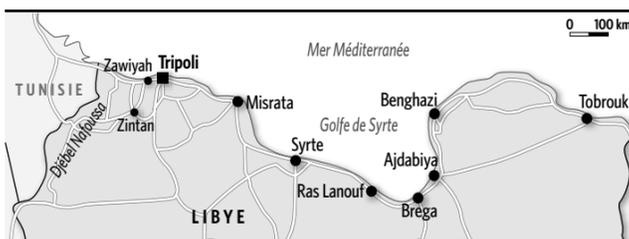
● **Mahmoud Jibril**, numéro deux de la rébellion, a demandé «une aide urgente» pour son pays, à l'issue d'une rencontre à Milan avec le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi. **AFP**

Les Libyens doivent faire face à un autre fléau: les mines antipersonnel

> **Au moins six régions infestées d'engins posés par les forces pro-Kadhafi**

Alors que la chute du clan Kadhafi se précise, la Libye doit faire face à un autre fléau: à Misrata et dans l'ouest du pays, plusieurs terrains sont infestés de mines, un véritable poison pour les civils. «Les derniers rapports militaires indiquent que des mines ont été installées sur des terres agricoles à Zintan, au sud ouest de Tripoli», explique Sean Sutton, porte-parole de l'organisation internationale Mines Advisory Group. Une information confirmée par Human Rights Watch (HRW). Fin juin, l'organisation a trouvé au nord de Zintan, dans les montagnes du Jebel Nafoussa, au moins trois champs mis en place par l'armée libyenne.

Plusieurs régions du pays ont ainsi été minées par les forces de Mouammar Kadhafi. Selon HRW, cinq types de mines sont déployés



dans six endroits du pays, y compris les mines antipersonnel et antichar dans la banlieue d'Ajdabiya, une ville de 100 000 habitants. Même l'enclave rebelle de Misrata est touchée. En mai dernier, des chercheurs d'Amnesty International ont documenté l'utilisation de ces engins explosifs à deux endroits dans le quartier de Tammina, une zone résidentielle située au sud-est du centre de Misrata. Plus d'une vingtaine ont été désamorçées par les rebelles après qu'un bus ait explosé.

Les mines sont de production brésilienne et chinoise. «Celles fa-

briquées au Brésil étaient très petites, presque entièrement en plastique et difficile à repérer avec des détecteurs de métaux, analyse Mark Hiznay de HRW. Mais aujourd'hui elles ne sont plus disponibles parce que le Brésil a signé la Convention sur l'interdiction des mines terrestres. Le pays n'en fabrique plus et n'en vend plus depuis 1989. En revanche, l'apparition en grande quantité de mines chinoises s'annonce très inquiétante car Pékin n'a pas signé ces conventions. Espérons que des mesures soient prises dans le cadre du Traité sur le commerce des armes qui visent à en réglermen-

ter la vente à des régimes qui ne respectent pas les droits humains.»

La Libye est l'un des 37 pays qui n'a pas signé la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Le Conseil national de transition (rébellion) s'est quant à lui formellement engagé le 28 avril dernier à ne pas faire usage de mines antipersonnel ni antichar et à détruire toutes celles qui se trouvent en sa possession.

Bombes à fragmentation

Autre menace pour les civils, les bombes à fragmentation de l'armée. «En cas d'explosion, ces engins peuvent se transformer en 2000 bombes plus petites et faire d'importants dégâts dans les zones densément peuplées sans aucune distinction entre cibles militaires et les populations civiles», précise Laura Cheeseman, directrice de la Cluster Munition Coalition (CMC).

Par ailleurs, beaucoup n'explodent pas immédiatement, ce qui en fait de facto des mines antiperson-

nel qui peuvent tuer ou mutiler des personnes longtemps après la fin du conflit. A peine âgé de 15 ans, Mohammed habite à Misrata. Il a perdu en avril dernier sa main gauche et souffre toujours de blessures à l'abdomen. «C'est une grenade à détonation rapportée à la maison qui a fait ces dégâts, explique Sean Sutton. Ses frères ont même joué pendant quelques jours avec, mais le troisième jour la grenade a explosé alors qu'il était en train de la ramasser. Il a de la chance d'avoir survécu.»

Depuis fin mars, près de 6000 missions de bombardement en Libye ont été effectuées par l'OTAN, dont 382 contre des dépôts de munitions. «Ces missions augmentent les risques pour la population, estime Mark Hiznay, parce que les munitions sont dispersées dans les environs.» Même après la fin du conflit, le nombre de victimes civiles risque de s'alourdir, fauchés par les mines et les bombes qui traînent à travers le pays.

Simba Rousseau/InfoSud LE CAIRE

Roskosmos suspend les vols Soyouz après plusieurs ratages

> Russie Deux revers en une semaine pour l'agence spatiale russe

> Le lancement par Soyouz d'un satellite Galileo depuis Kourou est toujours prévu

Emmanuel Grynszpan MOSCOU

Rien ne va plus dans l'industrie spatiale russe. Les uns après les autres, les lanceurs sont cloués au sol après de spectaculaires ratages. Mercredi soir, une fusée Soyouz portant un vaisseau cargo Progress M12-M a dévié de sa trajectoire au bout de cinq minutes de vol puis s'est écrasée à 1850 km de sa rampe de lancement à Baïkonour, au Kazakhstan. Le vaisseau cargo Progress et ses trois tonnes de vivres et de carburant destinées à la Station spatiale internationale (ISS) s'est abattu dans un boucan infernal sur les forêts de l'Altaï, une région montagneuse au sud de la Sibérie. «L'explosion fut si forte qu'à 100 km de l'impact, les vitres ont presque été soufflées», relatait jeudi Alexander Borissou, chef de l'administration de Chouïski dans des propos rapportés par l'agence RIA-Novosti. Les autorités ont interdit aux locaux d'approcher les débris de l'appareil, qui pourrait contenir des substances toxiques.

Le 18 août, le satellite de communication Express AM4 embarqué à

bord du lanceur lourd Proton avait dévié de sa trajectoire et est depuis considéré comme perdu. Ce satellite d'une importance stratégique et d'une valeur de 300 millions de dollars, avait une capacité correspondant à un tiers de tous les satellites de télécommunication russes. Au-delà de la valeur du satellite, cette perte signifie aussi un retard de deux à trois ans pour l'agence spatiale russe Roskosmos. Quant au lanceur Proton, il est cloué au sol jusqu'à nouvel ordre.

Roskosmos indique qu'il est trop tôt pour expliquer les raisons des échecs. Mais en attendant, des sources officieuses assurent que les lancements opérés par la fusée Soyouz sont suspendus jusqu'à la conclusion de l'enquête sur l'échec de mercredi. La procurature générale de Moscou a aussi lancé une enquête sur le personnel de Baïkonour.

De son côté, le PDG d'Arianespace, Jean-Yves Le Gall, a assuré que le lancement par Soyouz d'un satellite Galileo depuis Kourou, en Guyane française, est toujours prévu pour le 20 octobre, car le lanceur serait légèrement différent.

Jusqu'ici, le couple lanceur Soyouz et vaisseau cargo Progress s'était avéré d'une grande fiabilité. Les 43 livraisons effectuées au cours de la dernière décennie avaient toutes réussi. Plus globalement, le lanceur Soyouz a effectué 748 lancements réussis contre 20 échecs, un score très correct pour l'industrie. «Je pense que cet échec résulte de défauts de construction et non pas de problèmes systémiques», veut rassurer Viatcheslav Rodine, ingénieur spatial auprès de l'Académie des

sciences russes. «C'est un problème de compétence des personnes qui ont construit le lanceur», conclut-il.

Pourtant, Moscou avait décidé de rebattre les cartes en avril dernier, après une autre série d'échecs sur le système de satellites Glonass (con-

«Le départ des militaires de Baïkonour et leur remplacement par Roskosmos ont pesé sur la qualité des lancements»

current du système de navigation américain GPS) et le ratage coup sur coup du lancement de deux satellites géodésiques Kosmos 2470 (GeoIK-2). Le patron de l'agence d'Etat Roskosmos avait été limogé et remplacé par Vladimir Popovkine. Ce dernier favorise les vols non habités, car moins coûteux et les lancements de satellites de communications, commercialement plus rentables.

Mais sa stratégie est d'ores et déjà critiquée. «J'estime que les vols habités ont toujours de l'avenir», dit Viatcheslav Rodine, qui ajoute que l'orientation prônée par Vladimir Popovkine «est probablement une erreur». Certains accusent Roskosmos d'avoir évincé l'armée de Baïkonour et de porter par conséquent entièrement la responsabilité des échecs. Le quotidien *Gazeta.ru* cite Vladimir Berdnitchenko, un ancien responsable du programme spatial russe, affirmant que «le départ des militaires de Baïkonour et leur remplacement par Roskosmos ont pesé sur la qualité des lancements».

Historiquement, le domaine spatial russe se trouvait sous l'emprise exclusive des militaires. Le patron de Roskosmos, Vladimir Popovkine, est d'ailleurs lui-même un ancien général des «forces armées spatiales». Civils ou militaires, les Russes ne sont plus d'humeur festive alors qu'ils viennent tout juste de célébrer le 50e anniversaire du premier vol habité de l'histoire par Youri Gagarine.

Panorama

Europe

Autriche: filles violées par leur père pendant 40 ans

Un Autrichien de 80 ans a été arrêté, soupçonné d'avoir pendant plus de quarante ans abusé sexuellement de ses deux filles, restées pratiquement enfermées toute leur vie dans la maison familiale, a annoncé jeudi la police de la province de Haute-Autriche. Les deux femmes sont aujourd'hui âgées de 53 et 45 ans. La mère de famille, décédée en 2008, aurait également été victime de sévices. (AFP)

DSK a récupéré son passeport

Dominique Strauss-Kahn a récupéré son passeport, a déclaré jeudi l'un de ses avocats, deux jours après l'abandon des poursuites contre l'ancien directeur général du FMI. (AFP)

Proche-Orient

Syrie: caricaturiste tabassé

Une femme a été tuée et un célèbre caricaturiste a été tabassé jeudi par les forces de sécurité en Syrie, ont indiqué des militants des droits de l'homme, au lendemain d'une journée de violence qui a fait une dizaine de morts parmi les civils et 8 dans l'armée. (AFP)

Gaza: reprise des violences

Le Jihad islamique palestinien a affirmé jeudi qu'il stopperait ses tirs contre le territoire israélien «si Israël stoppe ses attaques», après une nouvelle flambée de violence qui a fait onze tués palestiniens dont deux jeudi soir. (AFP)

Afrique

Famine: l'Afrique mobilisée

L'Afrique a mobilisé jeudi plus de 350 millions de dollars au profit des victimes d'une sécheresse d'ampleur historique dans l'est du continent, lors d'une conférence à Addis-Abeba cependant boudée par la plupart des chefs d'Etat du continent. (AFP)

Sri Lanka: état d'urgence levé

Le Sri Lanka a annoncé jeudi la levée de l'état d'urgence, instauré en 1983 en raison du conflit avec la guérilla séparatiste tamoule, une décision prise deux ans après la victoire de Colombo. (AFP)

Amérique

«Irene» balaille les Bahamas

L'ouragan Irene, qui a fait au moins quatre morts dans les Caraïbes, balayait jeudi les Bahamas et menaçait de se renforcer avant de rejoindre la côte Est des Etats-Unis. (AFP)

Une grève contre le système éducatif hérité de Pinochet

> Chili Deux jours de manifestations réprimées

Des manifestations qui se suivent depuis le début de l'année, des saccages de quartiers, des arrestations par centaines, des dizaines de policiers blessés: le Chili n'avait pas connu une telle rébellion contre un gouvernement depuis les protestations populaires qui ont mis fin au régime d'Augusto Pinochet il y a vingt et un ans. Une révolte qui aura eu son point d'orgue mercredi et jeudi avec une grève nationale de deux jours. Une grève commencée avec des concerts de casseroles dans tous les pays puis par des manifestations rapidement réprimées dans la violence.

Mercredi, plus de 300 personnes ont été arrêtées et les services sanitaires comptaient des dizaines de blessés dont de nombreux policiers. Même scénario hier matin dans plusieurs villes. Santiago revit des heures sombres de son histoire avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau sur les principales avenues de la capitale.

Education gratuite

En toile de fond, les réclamations des étudiants pour une prise en charge par l'Etat d'une éducation publique et gratuite d'une part et pour la suppression de la notion de profit dans l'enseignement d'autre part. En effet, dès 1980, Augusto Pinochet supprime l'éducation gratuite après l'école obligatoire, transfère aux communes la gestion des écoles publiques et autorise les écoles secondaires et les universités à faire des bénéfices. L'éducation devient alors un marché, les bonnes écoles sont chères et situées dans les quartiers riches. Les taxes universitaires sont inaccessibles pour la classe moyenne, et la plupart des jeunes qui veulent entamer une carrière académique doivent demander un crédit. En 2011, plus de

70% des Chiliens inscrits dans une université sont endettés.

La grogne des Chiliens contre leur système d'éducation n'est pas nouvelle. Déjà en 2006 la présidente Michelle Bachelet avait dû faire face au même genre de revendications. La présidente la plus populaire de l'histoire du pays promit de mieux financer les écoles les plus pauvres, sans toutefois réformer le système en profondeur.

En janvier dernier, le ministre de l'Education, Joaquín Lavín, membre de l'Union démocratique indépendante, un parti qui a toujours soutenu le régime de Pinochet, accentue la privatisation de l'éducation. C'était le geste de trop. Les étudiants descendent dans la rue pour crier leur colère. Ils sont rapidement soutenus par une immense majorité de la société chilienne, comme l'a prouvé au mois de juin un défilé réunissant étudiants et mineurs sous le slogan «nationalisation des mines de cuivre pour une éducation de qualité». Un mot d'ordre qui n'a jamais fait partie du programme de la Concertation, le gouvernement issu de l'alliance entre la démocratie chrétienne et le Parti socialiste, au pouvoir entre 1990 et 2010.

Actuellement seuls 25% du financement de l'éducation est prise en charge par l'Etat, et selon Raul Irrazabal, du Centre d'études sociales, «ce n'est pas l'argent qui manque, le prix record du cuivre permettrait de réformer le système. Non, le problème est idéologique». L'expert en éducation précise que les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, préfèrent maintenir la logique néolibérale qui a enrichi le Chili et laisser au marché le soin de réguler le secteur éducatif. Une politique que feu Augusto Pinochet ne renierait pas. **Pierre Bratschi** BUENOS AIRES

PUBLICITÉ



APRÈS PLUS D'UN SIÈCLE, LE GOLF FAIT SON RETOUR AUX JEUX OLYMPIQUES

En 2016, à Rio de Janeiro, les meilleurs golfeurs de la planète s'affronteront pour décrocher la récompense sportive la plus convoitée: l'Or Olympique. OMEGA salue le retour de cette discipline sur la scène olympique.



Genève • Zürich • Luzern • Interlaken • Bern





L'émission de Roger Schawinski vue par Anton Schaller, spécialiste en communication: «C'est plutôt déplorable de voir que des anciens présentateurs en mal de visibilité ont encore leur place.»

SFDRS

Le retour sans mordant de deux dompteurs de débat

> Médias Filippo Leutenegger et Roger Schawinski font leur retour à l'écran

> Les critiques de leurs nouvelles émissions politiques sont plutôt sévères

Anne Fournie ZÜRICH

Impression après quelques secondes d'antenne: le téléspectateur assiste à un clone de l'émission politique «Arena», de la chaîne publique alémanique (SF). Décor similaire, même parterre d'invités et surtout même présentateur, certes plus grisonnant que lors du lancement de «son» Arena en 1993. Filippo Leutenegger, ancien animateur de SF, conseiller national libéral-radical, a lancé, mercredi soir sur

Sat1 Schweiz, une série de huit débats à l'aube des élections fédérales. Thème: le franc fort. Invités: Christoph Blocher (UDC), Fulvio Pelli (PLR) et la conseillère nationale Hildegard Fässler (PS).

Ce retour à l'antenne intervient en même temps qu'une autre réapparition télévisuelle très attendue, sur SF cette fois-ci: celle de Roger Schawinski, personnalité forte du paysage médiatique, absent de la SSR depuis 36 ans. Depuis lundi, il anime un tête-à-tête hebdomadaire de trente minutes. Premier invité: le banquier privé Konrad Hummler.

Au-delà de la renommée des présentateurs, ces deux renaissances interviennent dans un contexte particulier, et où les attentes sont fortes. Dans le cas de Roger Schawinski, les taux d'audience de la chaîne publique, qui frisent difficilement les 30%, mettant sous pression leur directeur, Roger de Weck. Dans le cas de Filippo Leutenegger, sa candidature dans le cadre de la cam-

pagne des élections fédérales d'octobre.

A respectivement 66 et 59 ans, Roger Schawinski et Filippo Leutenegger renouent ainsi avec leur premier amour. L'intitulé de leur nouvelle émission respective donne le ton: «Schawinski» et «Filippo Politarena». Elles existent par et pour eux: la nouveauté est leur come-back. Car en Suisse alémanique, ces deux animateurs ont, chacun à leur manière, marqué les esprits. Même si leurs interventions de cette semaine ont laissé sur leur faim une grande partie des observateurs.

«Ce genre d'émission a surtout l'avantage d'être bon marché»

Pionnier de la radio et de la TV locale à la fin des années 70, Roger Schawinski a toujours été en combat avec le monopole de la SSR. C'était David contre Goliath. Le cu-

lotté contre l'établi. Rusé pour les uns, opportuniste pour les autres, doué d'un instinct hors norme, il polarise en Suisse alémanique comme seuls certains politiciens savent le faire, lui-même se défendant de toute attache partisane. Dans les années 80, son langage direct est inédit sur les chaînes télé. En 2001, il doit, pour raisons économiques, interrompre après trois ans les émissions de Tele 24, mettant fin à la seule expérience de télévision privée alémanique. Il vend pour 90 millions Tele Züri et Radio 24 à Tamedia. Deux ans plus tard, il est nommé à la tête de la chaîne allemande Sat1, devenant à 58 ans l'un des Suisses les plus en vue chez le grand voisin.

On attendait donc avec impatience son légendaire sens de la pointe et de la provocation. Lundi soir, 115 000 téléspectateurs ont suivi sa nouvelle émission, soit une part de marché de 18,1%, résultat jugé flatteur à 23 h. Mais les spectateurs devront encore patienter pour un réel échange de légende.

Le jugement est sévère du côté d'Anton Schaller, spécialiste en communication et ancien journaliste, même s'il applaudit le sens de la discussion et l'assurance, «rars en Suisse», d'un Roger Schawinski. «L'une et l'autre émissions sont un plagiat de leur ancien moment de gloire. Il n'y a rien de neuf. C'est plutôt déplorable de voir que des anciens présentateurs en mal de visibilité ont encore leur place. Ce genre d'émission a surtout l'avantage d'être bon marché.»

Au lendemain de sa première sur Sat1 Schweiz, Filippo Leutenegger laisse l'image d'un commentateur très généreux en temps de parole avec Christoph Blocher, auquel il a promis son soutien pour l'élection aux Etats. De quoi raviver le malaise sur son double rôle de parlementaire bourgeois et de présentateur. Il confirme avec cette émission qu'il est davantage remarquable dans le débat sur l'aéroport. «Il sert surtout sa visibilité sans

vraiment faire le bonheur de son parti», note Anton Schaller.

Lancée en 1993, «son» Arena, qu'il a abandonnée en 1999, était vite devenue le lieu de combat gauche-droite par excellence où, selon le mythe, se jouait l'issue d'une votation. En 1996, elle attire en moyenne 350 000 téléspectateurs pour une part de marché de 37,4%. Ces trois dernières années, elle oscille autour de 25%.

«Même si la nouvelle émission de Filippo Leutenegger est une copie d'Arena, il est difficile d'estimer son impact sur l'opinion. Le contexte médiatique a changé depuis les années 90, l'information passe par d'autres canaux et il est plus dur d'être pris au sérieux surtout avec le problème d'éthique que constitue la réapparition de l'émission», estime Martin Puppis, chercheur à l'Institut de journalisme de l'Université de Zurich. Dans les rangs politiques, on rappelle pourtant qu'à l'approche d'élections, la visibilité compte pour beaucoup. Indépendamment du contenu.



L'émission de Filippo Leutenegger vue par Martin Puppis, de l'Institut de journalisme de l'Université de Zurich: «Même si sa nouvelle émission est une copie d'«Arena», il est difficile d'estimer son impact sur l'opinion.»

SAT1

Polémique autour des statuts de l'UDC suisse

> Constitution Un livre dénonce les menaces d'exclusion qui pèsent sur les élus du parti

Même si elles peuvent choquer, les menaces d'exclusion contenues dans les statuts de l'UDC ne justifient pas une intervention du président de l'Assemblée fédérale. C'est en substance ce que Jean-René Germanier, président du Conseil national, compte répondre à la lettre ouverte envoyée par l'ancien vice-chancelier Oswald Sigg et le journaliste Viktor Parma (LT du 25.08.2011).

«Les statuts des partis politiques relèvent du droit privé et sont soumis au Code civil. La Constitution garantit la liberté d'opinion des élus. Or les statuts de l'UDC ne contiennent aucune obligation con-

trainte de vote», constate le Valaisan. Ces statuts, qu'Oswald Sigg et Viktor Parma jugent anticonstitutionnels dans le livre *Die käufliche Schweiz* («La Suisse vénale») présenté jeudi, disent que les parlementaires qui accepteraient d'être élus au Conseil fédéral contre l'avis du parti ou porteraient gravement atteinte aux intérêts de l'UDC ou du groupe sont menacés d'exclusion. Mais cela n'interdit pas aux membres du groupe de voter comme bon leur semble. Certains juristes partagent cette analyse, mais d'autres ont fait savoir à Oswald Sigg qu'ils trouvaient son point de vue «intéressant».

Ce qui est piquant dans la mise d'Oswald Sigg et de Viktor Parma, c'est qu'elle a aussi été adressée au vice-président du Conseil national, l'UDC Hansjörg Walter. Celui-là même qui avait failli être élu à la place d'Ueli Maurer contre l'avis du parti en 2008. Et c'est ce même Hansjörg Walter qui présidera l'Assemblée fédérale le 14 décembre prochain, jour de l'élection quadriennale du Conseil fédéral.

La consigne de vote sur UBS

Cette parenthèse fermée, Jean-René Germanier tient à préciser que, à titre personnel, il consi-

dère que «la menace d'exclusion du parti contenue dans les statuts de l'UDC est contraire à l'esprit des institutions et de la politique suisses».

L'UDC est d'ailleurs déjà allée plus loin, lorsque, en juin 2010, les membres du groupe ont trouvé sur leur pupitre une feuille indiquant comment il fallait voter à propos de l'accord UBS. Le livre d'Oswald Sigg et de Viktor Parma s'intéresse au pouvoir de l'argent et notamment à la stratégie et aux moyens financiers de l'UDC, qu'ils soupçonnent de vouloir conquérir la majorité absolue en Suisse.

Bernard Wuthrich BERNE

«Talibans allemands»: les excuses de Doris Leuthard

> Aéroport de Zurich Mea culpa accepté

La conseillère fédérale Doris Leuthard a présenté jeudi ses excuses pour avoir comparé les autorités du sud de l'Allemagne aux talibans dans le conflit autour de l'aéroport de Zurich. Le terme à remettre dans le contexte de l'ardeur du débat était inapproprié, a admis la ministre en marge des «Radio Days» à Zurich. Toujours est-il que la comparaison lui a valu une attention redoublée dans le débat sur l'aéroport.

La cheffe du Département fédéral des transports a envoyé une lettre aux autorités de Waldshut, dans

le Bade-Wurtemberg, dans laquelle elle dit regretter le terme. Elle souligne pourtant que l'Allemagne doit aussi faire preuve d'une «attitude constructive» pour résoudre le différend.

C'est lundi, lors d'un débat organisé par son parti et en présence de Volker Kauder, chef du groupe CDU/CSU au Bundestag, que la conseillère fédérale a usé de la métaphore problématique, choquant surtout les esprits dans le Bade-Wurtemberg. Les excuses ont été acceptées. **LT/ATS**

Sécurité: Conseil d'Etat à l'épreuve

> **Genève** La création d'une réserve de policiers braque les gendarmes

> **Isabel Rochat** aura fort à faire pour convaincre

Sandra Moro

C'est une course contre la montre semée d'embûches qui s'amorce pour le Conseil d'Etat genevois. Le collègue, qui a annoncé mercredi la mise en place au début de septembre d'une «réserve opérationnelle» de policiers destinée à sécuriser les rues aux heures et aux endroits critiques, se heurte d'ores et déjà à l'hostilité du syndicat de la gendarmerie (UPCP). Un écueil de taille, car le syndicat n'a guère l'habitude de se montrer accommodant avec les autorités politiques. Dans les rangs du parlement, l'annonce du Conseil d'Etat est globalement mieux accueillie. Nombreux sont les députés qui saluent le geste, mais qui expriment aussi des doutes sur la faisabilité du projet. La ministre PLR Isabel Rochat, à la tête

du Département de la sécurité, aura fort à faire pour convaincre.

C'est Monica Bonfanti, la cheffe de la police, qui a été chargée de mettre sur pied la réserve, qui pourrait compter 200 à 300 agents. Elle devra puiser dans les effectifs existants de 1300 policiers et 400 assistants administratifs. Mais les gendarmes n'ont pas attendu qu'elle rende sa copie pour réagir: «Nous n'avons pas les moyens de créer cette réserve, martèle Christian Antoniotti, président de l'UPCP. Au-delà de la surprise, les collaborateurs sont en colère. Mme Rochat ne nous a pas consultés. En plus, le personnel est sur les rotules après un été difficile. Avec le printemps arabe, nous avons été engagés dans le cadre de 48 manifestations non programmées.» Pour le gendarme, le projet de réserve n'est «pas réalisable avant un ou deux ans, car il demande de la concertation, de l'organisation, et des effectifs que nous n'avons pas». Pour Christian Antoniotti, la démarche gouvernementale traduit une réaction précipitée: «Le Conseil d'Etat est dans l'émotionnel, les élus sont un peu paniqués, ils subissent des pressions de Berne, mais ils n'ont pas à nous les mettre sur le dos. Il faut prendre du recul.»

Les gendarmes, qui s'étaient lancés en février dernier dans une grève

du rasoir et de l'uniforme, notamment parce qu'ils réclamaient «le respect» des autorités, envisagent-ils une action de protestation? «Pas pour le moment, nous n'allons pas ouvrir un front pour rien, assure Christian Antoniotti. Nous allons discuter avec Mme Rochat.»

«Au-delà de l'effet de surprise, les collaborateurs sont en colère»

Parmi les députés, le MCG Mauro Poggia est lui aussi consterné par la proposition du Conseil d'Etat: «A moins de cloner des policiers, je ne vois pas comment cette réserve pourra être créée. On peut sans doute améliorer l'organisation actuelle, mais trouver 200 à 300 personnes me paraît irréaliste. C'est un effet d'annonce.» La socialiste Loly Bolay se dit sceptique: «Il est normal que le ministre de la Justice réponde aux craintes de la population, mais il faut s'en donner les moyens. Et cela me paraît illusoire de faire davantage avec les mêmes effectifs.»

Le PDC Fabiano Forte, lui, attend

«de connaître les détails, car le projet me paraît difficile à mettre sur pied sur le plan opérationnel, à moins de mettre chaque gendarme en congé en piquet perpétuel. Mais j'accueille positivement l'idée. Il était temps qu'on réagisse face aux problèmes de sécurité.» Un avis partagé par le Vert Christian Bavare: «Cette démarche est une bonne chose. La population genevoise avait besoin d'une réaction politique forte. Maintenant, au niveau pratique, il faudra voir.» Pour le PLR Olivier Jornot, il s'agit de faire des choix: «Ce qui est faisable, c'est ce que l'on décide de faire. Vu l'effectif total de la police, on doit être capable de déployer plus d'agents que les quelques patrouilles qui circulent la nuit. Il s'agit de répondre à une menace spécifique: celle de la violence contre les personnes en milieu urbain. Cela doit être une priorité, et cela peut impliquer que d'autres missions passent au second plan.»

Et, au-delà de la Versoix et de la Sarine, que pense le Département fédéral des affaires étrangères des mesures annoncées, lui qui s'inquiétait il y a dix jours de la «détérioration des conditions de sécurité à Genève»? Moins disert jeudi, le DFAE faisait savoir qu'il ne commenterait pas les mesures prises par le gouvernement genevois. ► Page 11

Ambassadeur cambriolé

> Le chef de la mission suisse à Genève a été victime de la vague de vols survenue en juillet



Dante Martinelli. Il a remercié la police pour son travail.

Parmi les diplomates touchés par l'insécurité à Genève figure aussi le représentant suisse auprès des organisations internationales, Dante Martinelli, dont la résidence a été cambriolée début juillet. L'incident a été largement commenté cette semaine par les ambassadeurs helvétiques, réunis à Lucerne pour leur conférence annuelle.

«La police est intervenue très rapidement, le chef de mission a écrit au Conseil d'Etat pour saluer l'excellent travail fourni par les policiers et leur comportement exemplaire», précise-t-on au Département fédéral des affaires étrangères.

Ce n'est donc pas à cause de la mésaventure dont a été victime «son» ambassadeur que Micheline Calmy-Rey a écrit aux autorités genevoises pour s'inquiéter de la détérioration de la sécurité dans la ville internationale. Ce sont d'autres effractions visant directement des missions étrangères, dont celle d'Inde, rue du Valais, quelques jours après, ainsi que

l'agression du fils d'un diplomate américain, qui auraient poussé Berne à intervenir. «C'est la série qui a déclenché notre intervention, pas le fait qu'un diplomate suisse ait été touché», insiste-t-on de même source.

Chez les ambassadeurs, même si l'incident suscite une certaine indignation, on relativise sa gravité: «Chez nous, on a l'habitude des pays dangereux et des problèmes qui vont avec, explique un fonctionnaire. Ce n'est pas un cambriolage qui va nous empêcher de dormir.» Il se dit d'ailleurs que Dante Martinelli dormait lorsque les voleurs sont entrés chez lui. Et que leur raid nocturne ne l'a pas réveillé. Sylvain Besson

«Tout sauf Baettig», le mot d'ordre des Jurassiens

> **Fédérales** Pour faire barrage, le PLR refuse de s'apparenter à l'UDC, le PCSI de se présenter

Pour être réélu au Conseil national, Dominique Baettig ne peut compter que sur lui-même et son parti, l'UDC, dont la force électorale s'est hissée à 9,5% lors des élections cantonales de 2010, et à 13,7% aux fédérales de 2007. Cela risque d'être insuffisant dans un canton qui ne dispose que de deux sièges à la Chambre du peuple.

Dominique Baettig n'a plus d'ami politique. Même de circonstance, comme en 2007, lorsqu'il a été élu grâce à la complicité involontaire du reste de la classe politique. Il a d'abord pu compter sur le PLR, avec qui l'UDC était apparentée. A la surprise générale, pour 142 suffrages, l'UDC a dépassé le PLR, 13,7% contre 13,4% - une première dans le Jura.

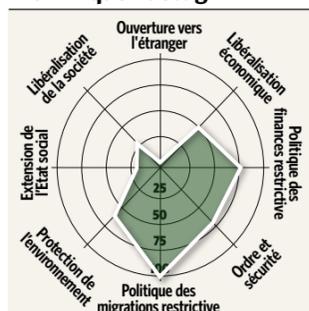
L'UDC a bénéficié de la passivité du PDC, dont la faible liste unique n'avait engrangé que 25%. Troisième facteur externe favorable à l'UDC: alors qu'il n'avait aucune chance d'avoir un élu, le Parti chrétien-social indépendant (PCSI) s'est lancé dans la course, provoquant un éparpillement des suffrages. Au final, le psychiatre delémontain précédait son colistier, l'agriculteur ajoutait Claude Gerber, de 75 voix.

Un tel concours de circonstances ne se reproduira pas le 23 octobre. Le PLR a formellement décidé de ne pas répéter l'erreur stratégique de s'apparenter à l'UDC. Ce qui lui interdit d'espérer décrocher un siège. Qu'à cela ne tienne! Mieux vaut perdre seul que d'y laisser son âme et sa crédibilité, semble penser le parti.

«Il faut barrer la route à cet individu»

En phase de restructuration après l'éviction de Laurent Schaffter du gouvernement jurassien en novembre 2010 - il envisage un rapprochement avec les Verts libéraux -, le PCSI renonce aux élections fédérales. Avec un faible 11%, l'expérience de 2007 n'a pas été concluante. Le PCSI justifie également son «sacrifice» électoral afin de «tout mettre en œuvre pour que Dominique Baettig ne soit pas réélu, affirme sa présidente, Géraldine Beuchat. Il faut à tout prix barrer la route à cet individu qui ne défend pas les intérêts du

Dominique Baettig



Le profil Smartvote de Dominique Baettig, candidat à sa réélection au Conseil national, recèle une surprise de taille: le psychiatre a une fibre écologique insolite pour un UDC, avec un score de 61 sur 100 sur l'axe «protection de l'environnement». La moyenne dans son parti n'est que de 27, celle du PDC est à 57.

canton du Jura à Berne». Le parlementaire UDC a ainsi voté pour l'attribution aux agglomérations du supplément d'argent injecté dans la péréquation intercantonale, en privant ainsi son canton.

Tout indique que les deux sièges jurassiens au Conseil national (comme aux Etats, où les sortants Claude Hêche, PS, et Anne Seydoux, PDC, sont candidats à un nouveau mandat) reviendront au PS et au PDC, et à leurs têtes de liste Pierre-Alain Fridez et Jean-Paul Gschwind.

Après avoir subi un revers personnel lors des élections cantonales de 2010 où il brigua un fauteuil gouvernemental (un modeste 11e rang avec seulement 15,8%), Dominique Baettig tente pourtant un baroud d'honneur. Il est très présent dans *Le Quotidien jurassien*, qui annonce, par exemple ce jeudi, que l'élu s'est envolé pour l'Abkhazie en tant qu'observateur des élections présidentielles. Depuis le printemps, il multiplie les tribunes politiques, dans lesquelles il fait l'apologie de sa vision identitaire de la société, dénonce le «politiquement correct» et la «vision monocole naïve du monde», s'en prend aux «ravages par homogénéisation vers le bas de la libre circulation», affirme après le massacre d'Oslo que «la réponse au terrorisme est [...] le maintien de frontières, le droit de regard et de contrôle sur la migration et le niveau d'intégration exigé». Serge Jubin

PUBLICITÉ

La Suisse à 8 millions d'habitants se profile

> **Démographie** Le recensement de la population 2010 indique une hausse continue

ATS
A fin 2010, la population de la Suisse s'élevait à 7 870 100 habitants, 84 300 de plus qu'en 2009. Un quart des personnes résidant en Suisse sont des immigrants, et un habitant sur huit vit à Zurich, Genève, Bâle, Lausanne ou Berne.

La hausse de 1,1% en 2010 est comparable à celles des années 2007 et 2009, mais inférieure à la croissance record de 2008 (+1,4%), précise l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ce dernier a publié jeudi les premiers résultats définitifs du nouveau recensement de la population. Ce chiffre de 7,87 millions comprend les Suisses et les étrangers titulaires d'autorisations de séjour d'au moins douze mois.

Pour la première fois, les requérants d'asile se trouvant en Suisse depuis au moins une année y sont intégrés. Les autres, soit 70 800 personnes, n'y figurent pas.

1,77 million d'étrangers

A fin 2010, le nombre d'étrangers séjournant de manière permanente en Suisse s'élevait à 1 766 300 personnes (52 300 de plus qu'à fin 2009), soit 22,4% de la population résidente permanente totale, contre 22% en 2009. La majorité d'entre eux sont originaires des pays membres de l'UE/AELE (62,4%).

Parmi les nationalités les plus représentées figurent les Italiens (16,3%) et les Allemands (14,9%), suivis des Portugais (12%) et des Serbes (6,9%).

La statistique de la population et des ménages (STATPOP) fournit, pour la première fois depuis le recensement de l'an 2000, des informations sur le lieu de naissance. Ainsi, à fin 2010, 73,6% de la population est née en Suisse. Parmi ces habitants, 93,6% sont de nationalité suisse; 369 700 personnes, soit 6,4%, possèdent un passeport étranger et appartiennent ainsi à la deuxième ou à la troisième génération d'étrangers.

Panorama

Suisse

Election du Conseil fédéral: l'initiative aboutit

Les Suisses diront probablement s'ils souhaitent élire eux-mêmes le Conseil fédéral à la place du parlement. L'initiative populaire de l'UDC a formellement abouti: elle a recueilli 108 826 signatures valables, a annoncé jeudi la Chancellerie fédérale. (ATS)

Producteurs de porcs inquiets

Confrontés à une baisse massive des prix, à une surproduction en partie saisonnière et aux consommateurs partant faire leurs achats de viande à l'étranger, les éleveurs suisses de porcs veulent réagir. Ils entendent notamment réduire la production de 10%. Le prix du porc de boucherie a chuté de 37% entre 2008 et 2011 pour s'établir actuellement à 3,20 francs/kilo, celui des gorettes de 53%, a déclaré jeudi à Berne devant la presse Ulrich Feitknecht, président de Suisseporcs. La part revenant au paysan baisse également, et les éleveurs sont confrontés à une chute estivale des prix qui rogne drastiquement leurs marges. (ATS)

Financement hospitalier: le choix de l'ordonnance

Le Conseil fédéral réglera les derniers problèmes d'application du nouveau financement hospitalier par voie d'ordonnance. Didier Burkhalter s'est entendu jeudi avec les cantons sur cette procédure, après le rejet par les hôpitaux des modalités d'introduction du système de forfaits par cas. (ATS)

Un total de 2 075 200 personnes (26,4%) sont nées à l'étranger et ont immigré en Suisse. Parmi elles, 32,7% possèdent la nationalité suisse et 67,3% ont un passeport étranger.

La population réside dans 2 584 communes politiques de tailles fort différentes. Si la plus grande, Zurich, comptait 372 900 personnes au 31 décembre 2010, la plus petite, Corippo (TI), avait 12 habitants seulement.

139 communes de plus de 10 000 habitants

Lors du recensement de la population de 2000, on comptait 119 villes de plus de 10 000 habitants. Fin 2010, on en recense 139. Ces communes comprennent à elles seules 3 501 100 personnes, soit 44,5% de la population.

Une personne sur huit (975 700) vit dans l'une des cinq grandes villes que sont Zurich, Genève, Bâle, Lausanne et Berne. Elles comptent entre 372 900 (Zurich) et 124 400 habitants (Berne). Passant la barre des 100 000 habitants, Winterthur (ZH) se classe sixième ville de Suisse avec 101 300 personnes.

La STATPOP permet aussi de chiffrer la population selon son domicile secondaire. On parle de domicile secondaire lorsque la personne séjourne hors de sa commune d'établissement pour une durée d'au moins trois mois consécutifs ou répartis sur une même année.

A fin 2010, 1 353 300 personnes disposaient d'au moins un domicile secondaire. Il s'agit principalement de communes où la personne réside pour y fréquenter une école ou une université, pour séjourner dans un home, un hôpital ou une maison de détention. Deux groupes distincts en ressortent: d'une part, 65 300 hommes et femmes âgés d'entre 15 et 29 ans – soit 48,3% des personnes ayant un domicile secondaire – et, d'autre part, 16 500 personnes de 80 ans ou plus (12,2%).

Succession Beyeler: Michael Lauber sera auditionné

Avant que le parlement ne se prononce, Michael Lauber, unique candidat au poste de procureur général de la Confédération, devra se soumettre aux questions des partis. Plusieurs groupes parlementaires prévoient de l'auditionner durant la première semaine de la session parlementaire, à partir du 12 septembre. (ATS)

Valais

L'agglomération de Sierre avorte

Le projet d'agglomération Sierre/Crans-Montana est abandonné. La décision, prise jeudi, fait suite au retrait de Crans-Montana à quatre mois du dépôt du dossier final à Berne, en décembre prochain. (ATS)

Berne

Budget 2012 dans le rouge
Malgré des mesures d'économies, le budget 2012 du canton de Berne présente un déficit de 156 millions, le premier depuis 1997. Et la situation ne va pas s'améliorer. Le gouvernement prévoit des déficits jusqu'à 200 millions entre 2013 et 2015. Ces déficits au compte de fonctionnement pour les prochaines années ont malgré tout pu être réduits de plusieurs centaines de millions grâce à des mesures d'austérité. Le gouvernement estime maintenant que toute nouvelle mesure d'économie pénaliserait la population ainsi que l'activité économique bernoise. (ATS)

«La Blécherette a prouvé son utilité pour l'économie régionale»



L'aéroport lausannois de la Blécherette réalise la moitié de ses recettes grâce aux vols d'affaires. ARCHIVES

> Aviation L'aéroport lausannois fête ses 100 ans

> Questions à Patrick de Preux, l'un de ses sauveteurs

Yelmarc Roulet

La Blécherette célèbre ce week-end son centenaire. Condamné par la municipalité de Lausanne en 1986, sauvé par une votation populaire en 1992, l'aéroport lausannois joue depuis son rôle dans l'essor de la région lémanique. «A l'époque, c'est moi qui ai créé le comité de soutien, se souvient Patrick de Preux. Passionné d'aviation, je ne faisais pas encore de politique. Je voulais sauver cet outil, alors que l'exécutif n'y voyait qu'un joujou pour les nantis.» Notaire, ancien député libéral, conseiller municipal à Buchillon (VD), Patrick de Preux est également pilote et administrateur de la société Aéroport région lausannoise-La Blécherette (ARLB).

Le Temps: Les vols d'affaires font 20% de l'ensemble des mouvements, est-ce satisfaisant?

Patrick de Preux: Cela pourrait bien sûr être mieux. Mais nous encaissons la moitié de nos recettes grâce à ce secteur. L'évolution est réjouissante, environ 10% de plus par an. La Blécherette est devenue intéressante pour l'économie vaudoise, sans que nous cherchions à nous faire de la pub.



Yelmarc Roulet

– Vos meilleurs clients?

– Comme nous ne faisons pas de vols commerciaux, il n'est pas toujours facile de le savoir. Nous voyons le type de vol et le type de machine, pas le type d'affaires. Nestlé dispose chez nous d'un avion et d'un hangar propres. Ses cadres se déplacent plusieurs fois par semaine à partir de Lausanne, jusqu'en Russie.

– La Blécherette, un aéroport-Nestlé?

– Ce serait très exagéré de le dire. Nous avons tout de même quinze vols d'affaires par jour. Medtronic, Logitech ou Kudelski sont aussi des clients. Nestlé nous a certes aidés par un investissement à fonds perdu et un prêt de 1 million de francs, pour la construction de nos hangars, mais d'autres entreprises nous ont aussi aidés. Après la privatisation, la première société, créée sous forme de coopérative, était une pompe à finances qui a permis de réunir 2,5 millions de francs.

– Quels sont les projets?

– Nous construisons trois nouveaux hangars dans le prolongement des actuels. C'est un investissement de 5 millions de francs. Nous voulons aussi développer un atelier technique, pour lequel il y a beaucoup d'intérêt. Notre but est de mieux exploiter l'outil actuel, pas de devenir plus gros. Rallonger la piste, ce serait notre arrêt de mort. Nous allons aussi poser 10 000 m² de panneaux solaires sur les hangars existants, ce qui permettra d'éclairer tout un quartier de Lausanne.

– **Les doutes qu'il y avait il y a 20 ans sur l'utilité et la rentabilité de l'infrastructure sont-ils définitivement levés?**

– Complètement! Mais j'admets que c'était difficile à percevoir à l'époque. La Ville était propriétaire et exploitante d'une piste pour avions de brousse qui lui faisait perdre un demi-million par année. Depuis 2000, nous avons une piste en dur. Notre chiffre d'affaires se situe entre 1,5 et 2 millions de francs et la société fait un léger bénéfice. Nous avons démontré notre utilité. Reporter sur Genève ou ailleurs nos 38 000 mouvements annuels serait impossible. Genève est saturé et la Blécherette d'une utilisation beaucoup plus aisée pour tout ce qui est européen.

– En quoi l'aéroport est-il touché par le projet Métamorphose, qui va bouleverser tout ce quartier de Lausanne?

– Ce périmètre accueillera en effet les nouveaux stades de football. Une partie des anciens hangars a dû disparaître – sauf le plus ancien, conservé pour abriter nos avions de collection – et

la Rega a été déplacée sur notre terrain. Tout se fait en harmonie, notre partenariat avec la Ville est excellent.

– Vos terrains seraient bien utiles pour la construction de logements...

– Il faudra attendre 2050, à l'expiration de notre droit de superficie! La question est encore posée de temps en temps par un conseiller communal qui débarque et il y a quelques propriétaires de villa mécontents dans l'axe de la piste. A part ça, le sort de la Blécherette n'est plus une question d'actualité. A noter que nous accueillons désormais quatre écoles de pilotage pour avion et hélicoptère.

– Comment évolue l'aviation de loisirs, qui fait 40% de vos activités?

– L'engouement reste très stable. Il faut des aptitudes particulières. Un brevet coûte 15 000 francs et je trouve qu'il faudrait voler au moins une fois par mois.

Trois jours de meeting aérien

Le premier avion à se poser à la Blécherette, le 31 mai 1911, fut un Morane-Borel à moteur Gnome de 50 chevaux piloté par Emile Taddeoli. Le mois suivant eut lieu le premier meeting d'aviation sur le terrain lausannois. Pour fêter le centenaire de l'aéroport, une centaine d'avions «de légende», du Vampire au Messerschmitt Taifun, raviront le public ce week-end lors d'un meeting aérien gratuit de trois jours. La fête démarrera vendredi soir par un show en rade

d'Ouchy, à suivre depuis les quais fermés à la circulation. Chasseurs de la Seconde Guerre mondiale et patrouilles internationales s'exhiberont jusqu'à dimanche. Quelques raretés resteront clouées au sol, comme le Blériot 11, lui aussi centenaire, qui n'est plus en mesure de décoller. Les organisateurs espèrent attirer entre 30 000 et 40 000 spectateurs par jour. **ATS**

Pour le programme détaillé: www.fa2011.ch

Des excuses de Berne aux enfants placés?

> Famille Les associations de victimes saluent un geste fort du Conseil fédéral

Les enfants placés de force par les autorités jusqu'au milieu du siècle dernier pourraient bientôt recevoir des excuses officielles de Berne. Le Conseil fédéral est prêt à organiser une manifestation en ce sens comme il l'a déjà fait pour les personnes incarcérées sur simple décision administrative.

Comme les personnes emprisonnées sans jugement, beaucoup d'enfants placés («Verdingkinder») ont souffert de leur placement dans des familles sans surveillance étatique, justifie le gouvernement dans sa réponse publiée jeudi à une interpellation de Jacqueline Fehr (PS/ZH). Il en-

tend contribuer de cette manière à l'examen de conscience historique.

C'est «un geste fort des autorités», a réagi Walter Zwahlen, président d'une association d'enfants placés (netzwerk-verdingt). Un grand tort a été infligé aux mineurs concernés: ils ont été ex-

plétés, torturés, voire abusés sexuellement, a-t-il rappelé.

L'annonce d'excuses à venir ne surprend toutefois pas Walter Zwahlen. Les associations de victimes sont en discussion avec le Département de justice et police à ce sujet depuis un an et demi, a-t-il expliqué. **ATS**



Montjoie – un quartier «éco respectable»

Steiner SA, entreprise totale, a réalisé au Mont-sur-Lausanne l'un des plus grands ensemble Minergie romands. Au total, 7 immeubles d'habitation comptent 238 appartements et 1 immeuble administratif et commercial avec 3500 m² de surfaces utile.

Belle réponse au manque de logements dans l'agglomération lausannoise, le quartier de Montjoie privilégie piétons, espaces verts et mobilité douce.

En collaboration avec les acteurs impliqués, dont en particulier l'investisseur Caisse de Pension Migros et la Commune du Mont-sur-Lausanne, Montjoie accueillera dès le septembre 2011, après 2½ ans de travaux, environ 700 habitants.

Quartier «éco respectable», Montjoie s'inscrit dans l'urbanisme durable, en adéquation avec les défis des changements climatiques et de l'épuisement des énergies fossiles.

En qualité de Total Services Contractor, nous accompagnons votre projet immobilier durant son cycle de vie complet, du développement à l'exploitation, en passant par la réalisation. Par la synergie de nos compétences – développement de projet, consulting, ingénierie, construction, rénovation et transformation ainsi que commercialisation de biens immobiliers – nous vous assurons une valeur ajoutée. Que vous fassiez appel à ces compétences séparément ou à une prestation totale, notre modèle TSC vous garantit une réalisation adéquate, efficace et spécifiquement adaptée à vos besoins.

La saga Murdoch (5/5)

> **Médias** Le scandale des écoutes téléphoniques en Grande-Bretagne pourrait avoir des répercussions jusqu'aux Etats-Unis

> Il touche déjà le cœur du modèle d'affaires de Rupert Murdoch et assombrit l'avenir du groupe

Mehdi Atmani

Il y a comme quelque chose de surfait dans l'émerveillement affiché par Rupert et Wendi à la une des journaux de News Corp. Nous sommes le 19 novembre 2001. Grace Helen Murdoch, cinquième enfant du tycoon est née. Rupert Murdoch a 70 ans. Il est en forme, mais fait son âge. Autour du landau, le clan Murdoch, d'habitude disséminé dans le monde, est au complet. Il joue la comédie du bonheur à la perfection. Mais, derrière les sourires de façade, la naissance de Grace, puis celle de Chloé en juillet 2003, n'arrange pas les questions de succession.

Rupert Murdoch a déjà quatre enfants de deux mariages précédents. Lachlan Murdoch est le successeur tout désigné de papa. Mais James et Elisabeth, nés de l'union entre Rupert et Anna, sont dans les parages. L'aînée, Prue MacLeod, s'occupe déjà des affaires familiales au sein du conseil d'administration du quotidien local *The Advertiser* à Adélaïde, en Australie. Pour eux, pas question de laisser leur part du copieux gâteau News Corp. Un empire de 31 milliards de francs.

Jamais l'arrivée d'un nouveau prétendant au trône n'avait provoqué un tel désarroi dans une dynastie. A l'époque, les principaux intéressés se font connaître publiquement. L'ex-femme de Rupert Anna s'épanche dans la presse australienne sur ses malheurs de femme divorcée de l'homme «le plus dur, impitoyable et déterminé de la Terre». Matthew Freud, fiancé d'Elisabeth Murdoch, évoque dans *Vanity Fair* le «sexisme et le désintéressement» de son futur beau-père pour ses propres enfants. Les turbulences qui ébranlent le clan Murdoch sont bien plus que de simples histoires de tabloïds. La manière dont la famille va résoudre ses différends a de grandes implications à travers le monde.

En fait, l'avenir de l'empire Murdoch est déterminé par quelques papiers officiels que le magnat a signés avec Anna au moment de leur divorce, le 8 juin 1999. L'accord stipule que les quatre premiers enfants Murdoch hériteront du contrôle de A. E. Harris Trust et de Cruden Investments Limited. Rupert Murdoch a créé ces deux compagnies il y a plusieurs décennies pour contrôler News Corp., dont 16% du capital est détenu par le clan Murdoch, soit 4 milliards de livres (5,2 milliards de francs).

En mars 1999, dix semaines avant le divorce, Rupert Murdoch rachète les parts de sa sœur dans Cruden. Il s'agit essentiellement de *holdings* et d'actions qui représentent ensemble 90% des actions de la compagnie. Les quatre enfants Murdoch en seront les bénéficiaires et les administrateurs à parts égales. L'affaire est scellée le 26 juin. Dans la foulée, Rupert convoque avec Wendi le 29.

Désormais, les enfants détiennent quatre des huit sièges au conseil d'administration du

>> Sur Internet

Retrouvez toutes les séries d'été sur:

www.letemps.ch/series_ete

Rupert Murdoch fait profil bas. A 80 ans, il a perdu de sa superbe et semble bien impuissant pour mettre un terme aux scandales déclenchés par l'affaire «News of the World». En témoigne sa récente mais piètre prestation devant la Commission des médias de la Chambre des communes. BBC/LONDRES, PARLEMENT, PORTCULLIS HOUSE, 19 JUILLET 2011

Et l'empire se mit à vaciller...

groupe. Les cadres de News Corp. et les avocats occupent le reste. Les 10% restants d'une valeur de 400 millions de livres (521 millions de francs) sont en mains de Dame Elisabeth, la mère de Rupert, qui léguera sa part à tout nouvel héritier. Plus tard, Grace Helen Murdoch est donc assurée de toucher plusieurs millions. Mais les actionnaires de News Corp. se fichent bien de l'arrivée d'une héritière de plus. Ils s'enquerraient de la santé du *business* Murdoch. Voilà leur seule préoccupation.

Longtemps, le groupe News Corp. a affiché une rentabilité ahurissante, presque insolente, avant d'être à la traîne de ses concurrents (Time Warner, Disney ou Viacom) ces cinq dernières années. En Australie, l'empire Murdoch comprend 150 journaux nationaux et locaux. Il s'étend à l'Inde, à l'Italie, l'Allemagne, l'Afrique et l'Amérique latine. Mais c'est aux Etats-Unis que se concentrent 70% de ses affaires. News Corp. possède le *Wall Street Journal*, édité par Les Hinton, patron de Dow Jones. Et le tabloïd *New York Post*, dont l'éditeur n'est autre que Lachlan Murdoch, directeur général de News Corp. jusqu'à sa démission fracassante et inexplicable en 2005. Mais la presse ne représente qu'un infime pourcentage du *business*.

Les milliards viennent du divertissement. A la télévision, avec Fox Network et TV National Geographic. Et du cinéma en particulier. Rupert Murdoch détient une dizaine de sociétés de production, comme la 20th Century Fox. Début juillet 2011, quelques jours avant que le scandale des écoutes téléphoniques en Grande-Bretagne n'éclate, Rupert Murdoch, dont la fortune dépasse 6 milliards de dollars (près de 5 milliards de francs), se targuait d'être encore la treizième personnalité la plus influente de la planète, selon le classement du magazine *Forbes*.

Aujourd'hui cependant, l'em-

pire vacille. Le tabloïd *News of the World* (*NoW*), la poule aux œufs d'or de News International, la branche britannique du groupe Murdoch, est empêtré dans un scandale de d'écoutes téléphoniques et de corruption qui a déjà débouché sur 11 arrestations. Résigné, le magnat se décide, le 10 juillet 2011, à fermer le journal dominical, âgé de 168 ans, non sans avoir augmenté son tirage de 3 à 5 millions d'exemplaires. Les affaires sont les affaires.

Le scandale *NoW* est emblématique de la culture News Corp., en vertu de laquelle pour faire des affaires, on flirte avec la légalité. Dans l'empire Murdoch, tout est permis. On ne s'embarrasse pas

Le magnat de la presse tape nerveusement sur la table avec ses mains alors qu'il est interrogé. Ebranlé par le scandale, il dit: «Je ne me suis jamais senti aussi humble de toute ma vie»

d'éthique journalistique. Les rédactions entretiennent un rapport de connivence avec l'élite politique et font pression. L'armée d'avocats achète le silence des victimes de faux pas. Les directeurs de rédaction méprisent les repré-sailles. Ils disposent d'une réserve de scandales qui tiennent l'ennemi à distance.

NoW et *The Sun* piratent les téléphones portables de politiciens, de la famille royale ou de célébrités. Les deux titres peuvent compter sur les services d'agents corrompus de Scotland Yard et de détectives privés rompus à l'exercice. En une décennie, *NoW* aurait mis la main sur plus de 80000 numéros de téléphones, 4000 feront l'objet d'écoutes illicites.

Les soupçons de piratage se propagent jusqu'aux Etats-Unis. Un sénateur américain se demande si les titres de News Corp., dont le *New York Post*, n'auraient pas piraté les téléphones des victi-

mes du 11 septembre 2001. Si l'hypothèse se confirme, «ce serait mortel pour le groupe», prédit un journaliste du *Wall Street Journal*. Le FBI a lancé une enquête au mois de juillet 2011 sur les écoutes auxquelles le groupe Murdoch aurait pu procéder.

Au siège de News Corp. à Manhattan, Rupert Murdoch contemple les ravages du scandale. La fermeture de *NoW*, qui enregistrait des profits annuels équivalant à 15,6 millions de francs, ne permet pas d'enrayer l'affaire. La rumeur d'une vente totale de ses titres en Grande-Bretagne enfle, mais ne se confirme pas. La démission, le 15 juillet 2011, de Rebekah Brooks, directrice de News Inter-

national, porte un coup sévère au moral du patron de News Corp. Le réseau, le talent et la hargne, cette flamboyante rousse de 43 ans, souvent décrite comme le septième enfant du magnat, avait tout pour lui plaire. A 80 ans, Rupert Murdoch a perdu de sa superbe et semble bien impuissant pour mettre un terme au scandale. En témoigne sa piètre prestation, le 19 juillet à Londres, devant la Commission des médias de la Chambre des communes.

Dans la salle Wilson de Portcullis House, une annexe du parlement britannique, le magnat de la presse tape nerveusement sur la table avec ses mains alors qu'il est interrogé. Son fils James, 38 ans et numéro 3 de News Corp., est à son côté. Ebranlé par le scandale des écoutes, Rupert Murdoch semble emprunté et hésitant. «Je ne me suis jamais senti aussi humble de toute ma vie», dira-t-il. Le magnat présente ses excuses aux victimes

des écoutes, tout en précisant qu'il n'était pas au courant de telles pratiques à *NoW*. L'assistance l'écoute attentivement, mais Rupert Murdoch ne convainc pas. La forteresse News Corp. se délite.

Pour l'heure, le groupe de Rupert Murdoch souligne, dans son rapport annuel publié le 17 août 2011, qu'il «n'est pas en mesure de prévoir les impacts financiers du scandale sur son résultat». Et d'ajouter que la compagnie «coopère pleinement aux enquêtes en cours». News Corp. fait actuellement l'objet de cinq procédures judiciaires lancées par des actionnaires du groupe. Les investisseurs perdent confiance en Rupert Murdoch, qui ne fait pas grand-chose au profit des actionnaires. Ces derniers l'accusent de confusion d'intérêts entre la société et la famille. En février 2011, il avait fait l'acquisition de Shine Group, la société de production britannique de sa fille Elisabeth, sans même justifier de l'intérêt de l'opération auprès des actionnaires. D'autres s'inquiètent de la gestion calamiteuse de l'affaire *NoW*.

Et si ce n'était que la pointe de l'iceberg de toute une série de scandales? Deux nouvelles histoires d'espionnage s'ajoutent aux malheurs de Rupert Murdoch. La première concerne Robert Emmel, ex-directeur de News America Marketing, florissante entreprise de publicité de l'empire Murdoch. Robert Emmel est accusé d'avoir cassé la sécurité des mots de passe informatiques de Floorgraphics, concurrente de News America Marketing. La société a déjà versé plus de 658 millions de dollars (523 millions de francs) en réparation. L'affaire suit son cours.

L'autre touche à Tom Mockridge, fidèle de Murdoch et nouveau directeur de News International suite à la démission de Rebekah Brooks. Tom Mockridge, journaliste et conseiller du premier ministre australien Paul Keating dans les années 1990, a servi

comme directeur général de la chaîne payante Sky TV Italia au sein du groupe Murdoch entre 2003 et 2011. Ce «Monsieur Propre» pourrait lui-même être au cœur d'un scandale de piratage qui ébranle la Péninsule.

Enquête italienne indique en effet qu'un pirate informatique, recruté par un agent de Scotland Yard travaillant lui-même pour News Corp. et payé par News International, avait causé des pertes pour plusieurs millions de dollars à Nagra France, qui fournit les puces pour décrypter les programmes de Sky Italia. La société israélienne NDS, concurrente de Nagra France, aurait piraté près de 40000 puces de Nagra pour les reprogrammer et les vendre ensuite à Sky Italia. Face à l'impossibilité de garantir la sécurité de ses puces, Sky Italia en a profité pour casser son contrat de plusieurs années avec Nagra et signer avec NDS.

Ebranlé, Rupert Murdoch doit désormais se battre sur plusieurs fronts pour éviter la casse. Le mois dernier, il avait dû abandonner son offre de rachat total du bouquet satellitaire BSKyB, dont il possède déjà 39%. Sky, dont le président n'est autre que James Murdoch, prévoyait pourtant des bénéfices équivalant à plus de 1,3 milliard de francs en 2011-2012.

La semaine dernière, la Commission de la concurrence britannique assène un nouveau coup de massue au magnat de la presse. Elle dénonce l'emprise de BSKyB sur la diffusion de films à la télévision. Le bouquet satellitaire détient depuis de nombreuses années les droits de première diffusion sur une chaîne payante, des films des six grands studios hollywoodiens. BSKyB a dépassé en 2010 la barre de 10 millions d'abonnés.

Après la presse, le scandale gagne le cœur du modèle d'affaires de l'empire Murdoch. Le vieux magnat s'en relèvera-t-il, cette fois?

L'avis de l'expert

Insécurité urbaine: pour la sociabilité de proximité

Genève est-elle devenue «le Bronx»? Aux yeux de l'historien, l'actuelle polémique masque deux éléments: d'une part, la ville d'aujourd'hui est bien plus sûre que par le passé. D'autre part, la prédation immobilière et le délitement du lien social sont de puissants facteurs d'insécurité

Avec la régularité coutumière des faits divers violents qui alarment l'opinion publique, à nouveau le débat politique sur l'«insécurité urbaine» échauffe les esprits et occupe la une des médias. «Genève c'est le Bronx», prétendent alors des policiers genevois à la une du journal *Le Matin* (18 août)! Ayant attiré 1,8 million de personnes au bout du Léman, les Fêtes de Genève ont été le cadre d'une haineuse agression contre le fils d'un diplomate américain, qui a échappé à la noyade après avoir été jeté au Rhône par une bande de cogneurs. Ce déplorable fait divers écorne l'image d'une ville bien policée et accable la cheffe de la police genevoise, qui défend ses troupes. Montant au créneau sécuritaire, l'ONU conseille à ses employés d'éviter les sorties nocturnes à Genève. La conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey y voit une «aggravation de l'insécurité à Genève ces derniers mois». Guidé par la démagogie sécuritaire comme fonds de commerce électoral, le Mouvement Citoyens genevois diagnostique un «échec gravissime du gouvernement». Ce dernier surenchérit en promettant plus de policiers dans les rues (LT du 25.08).



Michel Porret

Professeur d'histoire moderne à l'Université de Genève

lence interpersonnelle que celles de l'Ancien Régime et du long XIXe siècle. Nous vivons dans une plus grande sécurité urbaine aujourd'hui qu'hier.

La violence interpersonnelle en milieu urbain est aussi ancienne que l'histoire sociale de la ville moderne, point d'arrivée des migrations rurales puis étrangères. En raison des antagonismes sociaux qu'elle concentre en les amplifiant autour de la richesse et de l'occupation inégalitaire de l'espace public et privé, jamais la ville n'a été un havre de paix. Bien au contraire. A la fin du Moyen Age, les communautés urbaines craignent la ruse et la violence des errants, des pauvres et des vagabonds. Ces marginaux ajouteraient la mendicité brutale, le vol à l'étalage et l'agression aux bris des logis. Dès la fin du XVIe siècle, les Parisiens les moins pauvres redoutent la violence et les illégalismes des «gueux», des déserteurs, des miséreux venus des campagnes et des «argotiers».

Ces figures nocturnes du désordre urbain peuplent la Cour des miracles. Sublimé en 1831 par Victor Hugo en son roman-fleuve *Notre-Dame de Paris*, ce «royaume» mythique du crime organisé menacerait la cité tout entière malgré les archers du roi. Au siècle des Lumières, dans la minuscule république protestante de Genève comme dans toutes les villes européennes, l'accumulation des richesses matérielles augmente le sentiment d'insécurité contre les rôdeurs, les mendiants, les désœuvrés, les voleurs d'occasion et les brigands professionnels. Fêtes, cabarets, déambulation nocturne, émeutes de théâtre: les «excès» quotidiens de la violence diurne et nocturne mobilisent la justice pénale. Sous la Régence (1715-1723), la ville de Paris tremble devant la bande de voleurs et de tueurs du brigand Cartouche, qui est roué publiquement en 1721. Née vers la fin du XVIIe siècle pour l'approvisionnement, l'hygiène et la sécurité de la cité, la police de la ville devient alors depuis 1750 une prérogative essentielle de l'Etat moderne qui veut pacifier le tissu urbain en le purgeant des violences interpersonnelles et en contrôlant au mieux les mouvements migratoires.

Au XIXe siècle, les «classes laborieuses» deviennent «dangereuses». Après 1848, les nantis redoutent la révolution sociale des plus pauvres. Nuit et jour, de Londres à Berlin, la ville serait un «théâtre du crime» qui remonte des entrailles urbaines. Pour les moralistes, la ville est le réceptacle moral et social des «bas-fonds». Ni la prison ni la peine de mort ne peuvent la pacifier dura-

blement. A Paris, le notable déambulant dans les beaux quartiers craint l'attaque nocturne des égorgeurs et des «Apaches» venus des zones insalubres et mal famées (Belleville, la Bastille, La Villette et Montmartre).

Au XXe siècle, de Milan à Marseille, via Paris, Nice ou Lyon, le «milieu» du banditisme structure une nouvelle violence urbaine liée à la «haute pègre». A la fin du XXe siècle, rongées par le chômage endémique et l'économie souterraine du trafic de stupéfiants qui obéit aux lois du marché, les banlieues focalisent le discours

Imaginer que la sécurité urbaine n'est qu'une affaire de police est un leurre. La police n'est pas le «dernier rempart de la société»

politique et les pratiques policières sur l'insécurité urbaine. De la cité chrétienne et fortifiée du Moyen Age à la mégapole ouverte et multiculturelle d'aujourd'hui en passant par la ville policée des Lumières, l'insécurité est une composante de toute gouvernance urbaine. L'éthos politique doit en restituer la véritable dimension sociale, sans céder à la provocation sécuritaire. La polémique électoraliste et clientéliste attise le sentiment collectif de l'insécurité lorsqu'elle déplore la crue de la violence que ne saurait endiguer la police. Or, imaginer que la sécurité urbaine n'est qu'une affaire de police est un leurre. La police n'est pas le «dernier rempart de la société». Selon les moyens dont elle dispose, elle n'est que la «main-forte» de l'Etat démocratique. Sans plus!

Modeste ou forte, réelle ou imaginaire, l'insécurité urbaine résulte d'autres facteurs sociaux et économiques qui échappent à la police. Ils sont complexes. La spéculation immobilière stérilise le cœur des villes d'aujourd'hui. A Genève et ailleurs, elle chasse les classes populaires et moyennes. Dans la longue durée, cette discrimination sociale par le «marché» n'est pas sans effet sur l'insécurité urbaine. Désaffection des locaux artisanaux et des commerces de proximité, mort des librairies et des salles de cinéma, des cafés et des restaurants populaires qu'étouffent les loyers prohibitifs, transformation du cœur urbain en une luxueuse cité financière et administrative impropre à la vie sociale hors des

heures de bureau, appropriation des locaux commerciaux par des sociétés internationales (fast-food, etc.) détachées de la sociabilité de proximité: la prédation immobilière fait main basse sur la ville. Avec des loyers d'habitation et professionnels démesurés car devenus inadaptés aux revenus de la majorité de la population, elle détruit progressivement le voisinage et la sociabilité de proximité, notamment dans une ville étroite comme Genève.

Lorsqu'une politique de rénovation immobilière transforme l'habitat en «musée du patrimoine», en locaux professionnels prestigieux et en résidences sécurisées pour nantis, le désert social qui en découle favorise l'insécurité. Lorsque, mal synchronisés, des chantiers de grande envergure transforment en *no man's land* la moitié d'une ville en rendant fous ses usagers, l'insécurité affleure. Lorsque, pour des raisons de rentabilité immobilière, les concierges des immeubles, acteurs permanents d'une sociabilité préventive de proximité, sont remplacés par des compagnies anonymes de nettoyage, la courbe des cambriolages explose. La «barrière sécuritaire» des codes digitaux aux portes d'immeuble n'y fait rien. Lorsque l'ilotage policier autour des crèches, des écoles et des habitations («police de proximité») est mis aux oubliettes de l'Etat providence pour favoriser la police-spectacle dans les «zones sensibles», l'insécurité s'affirme. Lorsque la vidéosurveillance aspire à remplacer la régulation sociale qu'exercent de visu les professionnels dont les activités renforcent la proximité du voisinage et de l'interconnaissance, l'insécurité urbaine a de beaux jours devant elle, comme l'ont montré les récentes émeutes à Londres. Quel que soit son périmètre social, l'insécurité est liée au processus de «désocialisation» urbaine née de la prédation immobilière. Evaluer sereinement l'insécurité à Genève reviendrait à repenser la sociabilité de proximité pour y renforcer le lien social hors de l'impératif sécuritaire qu'induit l'avidité immobilière. Demain, nous aurons la ville que nous laissons faire aujourd'hui.

L'auteur vient de publier avec ses collaborateurs: «La Chaîne du pénal. Crimes et châtements dans la République de Genève sous l'Ancien Régime», Genève, Georg, 2010.

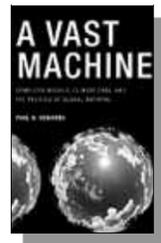
La société contemporaine est beaucoup moins frappée par la violence interpersonnelle que celles de l'Ancien Régime et du long XIXe siècle

Ce consensus facile sur l'insécurité urbaine serait crédible s'il faisait l'effort de pointer le rapport entre le nombre de personnes venues aux Fêtes de Genève (près de 2 millions) et les actes violents que la police verbalise (statistique de la violence réprimée). Le résultat de ce calcul afficherait une dangerosité sociale quasi nulle durant les Fêtes de Genève. Si le risque zéro de la violence interpersonnelle n'existe pas, surtout quand des masses humaines se concentrent dans une ville de 16 km², le débat sur l'«insécurité urbaine» mérite un autre éclairage que l'habituel plaidoyer sécuritaire qui mêle harcène policière, laxisme judiciaire et échec gouvernemental. Sur le plan de la statistique globale, n'en déplaise aux polémistes qui exploitent hâtivement tout fait divers criminel, la société contemporaine est beaucoup moins frappée par la vio-

Lectures

La grande machine à interpréter le climat

Paul Edwards
A Vast Machine: Computer Models, Climate Data, and the Politics of Global Warming
MIT Press, 528 pages



Pourquoi devrait-elle nous intéresser, cette «énorme machine» formant le cœur de l'ouvrage de Paul Edwards, professeur d'histoire des sciences à l'Université du Michigan? Car sur elle se fondent, la plupart du temps de manière inconsciente, sur une quantité énorme de débats, controverses et autres batailles scientifico-politiques contemporaines. Elle nous permet de connaître un phénomène fondamental, qui est en train de changer nos existences de manière drastique: le réchauffement climatique.

Savoir comment nous pouvons, matériellement, connaître quelque chose d'aussi gigantesque, et d'aussi abstrait, que l'évolution du climat, et en particulier de la température moyenne à la surface de la planète, constitue un problème essentiel, mais trop

souvent escamoté. Comment, pour reprendre le vocabulaire de l'auteur, peut-on produire de telles «données globales»? La réponse apportée par Edwards, historien mais aussi sociologue des sciences et des techniques, a ceci de déconcertant qu'elle va moins s'arrêter à l'histoire de la climatologie ou de la météorologie qu'à l'interaction de ces deux domaines avec le développement des sciences informatiques.

Tout l'intérêt de l'ouvrage, dont le champ d'investigation remonte au XIXe siècle, consiste en l'attention minutieuse portée à la matérialité de la connaissance

Les débats politiques sur le changement climatique seront grandement enrichis par cet ouvrage

scientifique, en insistant sur la production des données climatiques et météorologiques au travers de réseaux et d'institutions et d'appareillages sociotechniques qui ont été rendus globaux.

Le message essentiel formulé par Edwards peut se résumer à l'idée que la production de données dans le domaine du changement climatique est inséparable de la production de modèles. A l'inverse, notamment desdits

«climato-sceptiques» qui fondent leur politique sur l'opposition entre données «pures» et modèles «interprétatifs», Edwards souligne que les données ne sont jamais «brutes» mais toujours liées à des modèles informatiques. Plus précisément, notre connaissance du changement climatique vient de trois grands types de modèles informatiques: des modèles de données permettant de combiner, et d'ajuster des mesures provenant d'une foultitude de sources; des modèles de simulation du climat; et des modèles dits de «ré-analyse», qui tentent de recréer l'histoire du climat.

Les débats politiques sur le changement climatique seront grandement enrichis par cet ouvrage. Malgré sa longueur, et une certaine spécialisation technique, il reste parfaitement lisible, passionnant même, du fait d'un souci pédagogique évident, et grâce à la possibilité d'entrer dans l'ouvrage par différents chapitres: science politique, sciences de l'information, climatologie, météorologie, etc. Ses lecteurs y gagneront une bonne dose de réalisme scientifique, c'est-à-dire de connaissances sur la manière dont la science se pratique réellement. Il s'agit là d'un savoir qui, à notre époque dogmatique, n'est probablement pas inutile.

Romain Felli

La chronique

Crise de l'endettement



Marie-Hélène Miauton

La Suisse s'était tirée presque sans mal de la crise initiée en 2008 par l'éclatement de la bulle immobilière américaine. L'UE et les Etats-Unis, plus touchés, annonçaient cependant depuis 2010 le retour de la croissance. Mais les voici désormais rattrapés par leurs dettes et une nouvelle épreuve se dessine, plus lourde et plus durable que la précédente.

Comment en est-on arrivé là? Quel niveau de laxisme a-t-il fallu au monde politique pour fermer les yeux si longtemps sur les déficits récurrents des comptes publics? Quelle utopie lui a laissé accroire qu'un Etat ne faisait pas faillite? Cet aveuglement progressif des trente dernières années est sans doute à mettre au passif de la démocratie tout comme les errements récents de la finance révèlent les imperfections du libéralisme. Le rapprochement peut sembler osé, mais est-il faux pour autant?

En démocratie, les élus ont pour but de se faire élire puis réélire, et ils sont donc peu enclins à imposer aux électeurs une rigueur impopulaire. Ils s'adonnent à des dépenses qui souvent relèvent du clientélisme. Pour preuve, malgré les inquiétudes de ce juillet morose, Martine Aubry en visite au Festival d'Avignon promettait des millions de subventions supplémentaires pour la culture! Pour augmenter leur importance et leurs pouvoirs, les législatifs émettent un fatras

de lois dont beaucoup sont inutiles ou tatillonnes. Toutes, cumulées, entraînent des dépenses énormes et alourdissent les besoins en personnel de l'Etat qui, à ce train-là, enfile comme la grenouille de la fable au point que, lors d'un certain été 2011, il éclate!

Le monde de la finance, lui, est aveuglé par l'argent comme le politicien l'est par les urnes. Son goût du profit l'a mené à spéculer sur l'économie au lieu de la servir, créant de toutes pièces des «bulles» qui, elles aussi, éclatent! C'est ainsi que tous, pour avoir perdu le sens commun, ont mené le monde occidental à sa perte, même s'il convient de relever que les uns poursuivent le bien commun alors que les autres visent leur intérêt particulier, ce qui ne les place moralement pas dans le même panier.

Pourquoi la Suisse, démocratique s'il en est, a-t-elle évité ces écueils, sinon en raison de la structure particulière de son système politique. Sa décentralisation liée au fédéralisme permet une meilleure connaissance des affaires publiques par le citoyen qui exerce dès lors avec délectation son devoir de surveillance civique. Son système de concordance empêche les excès de la gauche comme de la droite qui, gouvernant ensemble, sont coresponsables de la marche du pays et se contrôlent donc étroitement l'une l'autre. Enfin, sa démocratie directe plutôt que parlementaire permet au peuple, chez qui le bon sens prédomine, de limiter les ardeurs dédoublées des élus en refusant, entre autres, de voter des augmentations d'impôt.

L'UE qui élabore dans l'urgence des plans de sauvetage devrait songer à ces aspects structurels auxquels ses peuples, aujourd'hui désenchantés, adhéreraient avec enthousiasme.

mh.miauton@bluewin.ch

Baisse de l'€uro, baisse des prix. Denner agit!

Feta grecque

fromage de brebis, sous réfrigération, 200 g



2.40

14% de rabais

jusqu'ici 2.80

Chocolat Kinder Ferrero

100 g



1.30

10% de rabais

jusqu'ici 1.45

Coca-Cola

Coca-Cola zero

canette, 33 cl



-0.60

7% de rabais

jusqu'ici -0.65

Shampooing Elsève

- anti-casse
- color-vive
- nutri-gloss

300 ml



4.30

10% de rabais

jusqu'ici 4.80

	Prix actuel	Prix jusqu'ici	Rabais
Tortelloni aux épinards et à la ricotta sous réfrigération, 600 g	3.—	jusqu'ici 3.35	10%
Olives vertes farcies au fromage frais, sous réfrigération, 150 g	2.40	jusqu'ici 2.95	18%
Piments rouges farcis au fromage frais, sous réfrigération, 150 g	2.40	jusqu'ici 2.95	18%
Tomates marinées séchées au soleil, sous réfrigération, 150 g	2.40	jusqu'ici 2.95	18%
Pangasius en beignets en pâte à la bière, surgelés, 250 g	3.25	jusqu'ici 3.45	5%
Nippon 200 g	1.95	jusqu'ici 2.25	13%
Nesquik boîte, 1 kg	6.75	jusqu'ici 7.50	10%
Bouillon de bœuf Maggi 80 g	2.60	jusqu'ici 2.95	11%
Bouillon de légumes Maggi 80 g	2.60	jusqu'ici 2.95	11%
Arôme liquide Maggi 250 g	2.80	jusqu'ici 3.15	11%
Kinder Bueno Ferrero 3 x 43 g	2.50	jusqu'ici 2.80	10%
Barres Kinder Ferrero 10 x 21 g	2.95	jusqu'ici 3.25	9%
Kinder Country Ferrero 9 x 23,5 g	3.10	jusqu'ici 3.45	10%
Œufs surprise Kinder Ferrero 3 x 20 g	3.20	jusqu'ici 3.55	9%
Nutella 400 g	3.10	jusqu'ici 3.50	11%
Stimorol Fruit assortis, 6 x 14 g	4.30	jusqu'ici 4.80	10%
Stimorol Spearmint 6 x 14 g	4.30	jusqu'ici 4.80	10%
Stimorol Mint assortis, 6 x 14 g	4.30	jusqu'ici 4.80	10%

	Prix actuel	Prix jusqu'ici	Rabais
San Pellegrino gazeuse, PET, 1,5 litre	1.—	jusqu'ici 1.10	9%
Bière Löwenbräu Munich canette, 50 cl	1.—	jusqu'ici 1.10	9%
Bière Kronenbourg bouteille, 33 cl	-0.90	jusqu'ici -0.95	5%
Bière 1664 bouteille, 25 cl	1.—	jusqu'ici 1.10	9%
Freixenet Cordon Negro Seco, Cava, Espagne, 75 cl	11.95	jusqu'ici 12.95	7%
Tarapacá Chardonnay 2010, Central Valley, Chili, 75 cl	8.95	jusqu'ici 9.95	10%
Brosse à dents Meridol 1 pièce	4.45	jusqu'ici 4.95	10%
Dentifrice Colgate fresh gel, 75 ml	1.90	jusqu'ici 2.10	9%
Dentifrice Colgate total, 75 ml	2.25	jusqu'ici 2.60	13%
Après-shampooing Elsève anti-casse, 250 ml	4.50	jusqu'ici 4.95	9%
Après-shampooing Elsève color-vive, 250 ml	4.50	jusqu'ici 4.95	9%
Après-shampooing Elsève nutri-gloss, 250 ml	4.50	jusqu'ici 4.95	9%
Laque Kaloderma ultra-forte, à la provitamine B5, 300 ml	2.60	jusqu'ici 2.95	11%
Déo Axe aérosol bodyspray, dark temptation, 150 ml	5.25	jusqu'ici 5.95	11%
Body Milk Nivea 400 ml	5.25	jusqu'ici 5.95	11%
Lingettes humidifiées Denner veloutées, 70 pièces	1.45	jusqu'ici 1.75	17%
Galgon ultra, poudre à 2 phases, 1,5 kg	17.95	jusqu'ici 19.95	10%
Emincés en gelée Felix trois de chaque assortis: • bœuf, saumon, poulet, thon, 12 x 100 g • thon, sardine, carrelet, saumon, 12 x 100 g	8.95	jusqu'ici 9.95	10%

Un pour tous



Des élus qui railent les Roms sur Facebook: une intolérable dérive!



Cyril Mizrahi

«Pic nic rom a Plainpalais!» C'est sous ce titre évocateur que mon collègue constituant Michel Chevolet (PDC) publie il y a quelques jours sur Facebook, comme il en a l'habitude, une photo prise avec son smartphone. Sa collègue de parti Ornella Grillet, élue municipale, enchaîne sur le ton de l'ironie dans l'espace virtuel destiné à accueillir les commentaires: «Ce sont des gens sympathiques qui nous lavent nos vitres de voitures, qui pick-nick dans les parcs en laissant les déchets et qui en plus nous volent... franchement je ne sais pas de quoi on se plain...»

Rapidement, la discussion dérape. A un participant leur rappelant que le slogan du PDC était «Au centre, l'humain», un autre répond: «Au centre le rom... avec une grenade dégoupillée au milieu. Ou comment envoyer, gratuitement, les 1er roms dans l'espace. Mais seulement billet aller.» Un autre: «Ça tombe bien il me reste un petit stock de napalm...» Ces commentaires sont ponctués de «smileys». Manifestement, leurs auteurs doivent se considérer comme des émules de l'«humoriste» Dieudonné, ou plus récemment d'un militant UDC exclu par son parti pour avoir proposé, soi-disant pour rire, de «balancer des pieds de porc dans les mosquées», toujours sur Facebook.

Mais, dans la même discussion, d'autres sont très sérieux: «S'ils dai-

gnaient vivre comme on vit en Suisse et donc s'adapter, peut être ne seraient-ils pas traité comme des animaux. [...] Et en plus pour en avoir cotoyé de près... j'ai l'impression que l'hygiène était mieux élaborées en des temps reculés.» Avant que le premier, plus loin dans la discussion, ne conclue par un révélateur: «Si tout le monde les traite comme ça, y'à bien une raison... non?»

Pourquoi rapporter ici de manière détaillée ces échanges? Parce qu'ils sont révélateurs d'une profonde dérive dans le débat politique suisse. Inciter publiquement à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse, cela porte un nom. Il s'agit de discrimination raciale, un délit dans l'ordre juridique suisse, pour suivi d'office.

Appeler au meurtre de membres d'un groupe ethnique, les dénigrer et justifier les discriminations dont ils sont les victimes tombent très vraisemblablement sous le coup de la loi. A bon entendeur. Car les propos tenus sur les réseaux sociaux ne le sont pas forcément dans un cadre privé, en particulier lorsque les 5000 «amis» de M. Chevolet y ont accès. Malheureusement, leurs auteurs ne semblent pas avoir conscience du caractère répréhensible de leurs actes. Les membres de Facebook agissent en principe sous leur vrai nom.

Est-il utile de rappeler que les Roms ont également été l'objet du génocide perpétré par le régime nazi durant la Seconde Guerre mondiale? En tant que petit-fils d'un résistant juif, mais aussi parce que je me bats depuis des années contre les discriminations dont sont victimes les personnes qui,

comme moi, sont atteintes d'un handicap, je ne peux plus rester silencieux face à de telles dérives. Si l'on tenait de tels propos au sujet de Juifs ou de personnes handicapées, cela ferait scandale. A juste titre. Dès lors, je ne peux pas me taire. C'est mon devoir de m'indigner contre un tel lynchage verbal.

De telles paroles sur les Juifs ou les personnes handicapées feraient scandale. A juste titre. Je suis indigné par ce lynchage verbal

Certes, la comparaison avec les années 1930 a été abondamment utilisée, pas toujours à bon escient. Il n'en demeure pas moins que, à force de surenchère dans la xénophobie et la recherche de boucs émissaires, il faut reconnaître que l'on retrouve aujourd'hui les mêmes mécanismes à l'œuvre que durant cette sombre période. En substance, tous les mendiants sont des Roms, tous les Roms sont des mendiants, et les Roms sont responsables de tous les maux de la République. Certes, Monsieur Chevolet et Madame Grillet, élus, n'ont eux-mêmes rien commis d'illégal. Là n'est pas le propos. Mais, certainement sans en avoir conscience, ils contribuent à un climat politique encourageant des dérives intolérables. Et ce climat n'est plus l'apanage de l'UDC.

Certes, Monsieur Chevolet parle, pour lutter contre la mendicité, d'abris d'urgence et de distribution alimentaire, d'aide dans le pays d'origine des Roms. C'est coura-

geux, car j'ai peu souvent vu la droite se montrer si généreuse. On préfère en général reprocher à la gauche des propositions de ce type, qualifiées d'angélistes. Toujours est-il que, face à la mendicité, le tout répressif s'est révélé à la fois inefficace et coûteux. On peut discuter de la réponse à apporter à la mendicité, qui n'existerait pas, selon la définition qu'en ont donnée les tribunaux, si les inégalités étaient moins criantes et que chacun avait de quoi assurer sa subsistance.

Mais faire croire, comme semble le laisser entendre Monsieur Chevolet et quelques élus de droite, que les Roms sont responsables de ce problème – car c'en est un – ainsi que de la criminalité, c'est un mensonge éhonté. Non, les socialistes et la gauche ne vivent pas dans un monde de «bisounours»; j'ai moi aussi été victime d'une agression gratuite récemment, par chance sans gravité; je suis chaque jour confronté à la mendicité. Mais je n'ai jamais eu de problème avec la communauté rom. Quand bien même c'eût été le cas, jamais, en tant qu'élus, il ne me serait venu à l'esprit d'en rendre responsable une communauté entière.

Où est passée la droite républicaine? Celle qui, en Norvège, a continué de défendre une société ouverte et multiculturelle, l'antidote à la violence politique? Il est trop facile, et peut-être dangereux, de penser que Brevik est seulement un «forçé» isolé...

.....
Avocat, constituant (PS/GE)
.....

Vous et nous

Vous écrivez



Une initiative cynique

François Brélaz, député UDC, Cheseaux-sur-Lausanne (VD)

Le Temps du 20 août pose quatre questions à Valérie Kasteler-Budde, membre du Parti évangélique genevois et coprésidente du comité d'initiative contre le remboursement de l'avortement par la loi sur l'assurance maladie (LAMal). L'initiative est simplement cynique.

Je rappelle qu'une motion sur le même sujet déposée en juin 2009 par le conseiller national UDC schwyzois Föhn a été refusée le 12 avril 2011. Dans sa réponse le Conseil fédéral écrivait notamment: «Une des conséquences indirectes serait de voir se rétablir la pratique illégale de l'interruption de grossesse (sans obligation de fournir des conseils et, surtout, avec le risque de mettre en danger les femmes concernées). Or les coûts d'une telle pratique devraient de nouveau être couverts par l'assurance obligatoire des soins.»

Un certain nombre de femmes UDC réactionnaires soutiennent cette sortie de l'avortement de la LAMal. Je souhaite simplement que celles qui sont candidates aux prochaines élections fédérales aient le courage d'aborder ce thème lors de leur campagne, quitte à perdre des voix...

L'école de grand-papa

Grégoire Trotter, Bussigny (VD)

Sauver l'école? Quelle école, celle d'hier? L'école de grand-papa a pu être efficace avant, mais elle a vieilli. Il faut une école pour aujourd'hui, préparant à demain.

L'initiative populaire «Ecole 2010: sauver l'école» pose de bonnes questions mais elle n'offre aucune solution miracle et pertinente. Les problèmes majeurs de l'école d'aujourd'hui ne seront pas résolus avec une initiative nostalgique. Des notes dès la 1re année? En quoi cela améliorerait-il l'acquisition des connaissances et des compétences? Et comment améliorer la situation des élèves de VSO? En changeant le nom de cette voie, comme le propose simplement l'initiative? Non! La contre-proposition du Grand Conseil a au moins le courage de proposer du neuf, des nouvelles voies. Votons pour l'école, sauvons-la en votant la nouvelle loi sur l'enseignement obligatoire (LEO).

Génération rien du tout

Olivier Caillet, Chamblon (VD)

Je rebondis sur l'article [...] de Nicolas Chauvet et Joëlle Rebetz de la société Polygone Consultants SA («Les jeunes ont besoin de soutien», LT du 19.08) à propos d'une génération Y hédoniste qui aurait besoin de «coaching concret» et de «valeurs fortes» pour s'intégrer dans les entreprises et le monde du travail.

Hyper-cocoonée par des mères célibataires ou laissée à elle-même par des parents démissionnaires (voire les deux), laminée par des décennies de pédagogisme post-soixante-huitard qui, à force de ne pas vouloir créer de la «chaire à patrons», a fini par produire de la chaire à rien du tout, la génération Y a été rendue délibérément inutilisable.

Egocentrée, globalement inculte, psychologiquement fragile et bardée de diplômes inutiles, cette génération est lâchée sans défenses dans un monde globalisé marqué par des rapports sociaux et économiques chaotiques et brutaux. Son désir de garder «un style de vie conforme à [ses] habitudes et à [sa] culture» et «d'acquiescer des compétences en matière [...] de créativité et d'innovation» se heurte à une réalité bien moins séduisante: marche ou crève. Rendue inapte à survivre dans un tel environnement, cette génération est au cœur des troubles et manifestations que l'on voit se développer un peu partout en Europe. Ils ne sont que les premiers symptômes d'une monumentale désillusion.

Murdoch, «dirty digger»

Daniel Kandaouroff, Lausanne

Je voudrais juste ajouter une remarque au sujet du sobriquet «dirty digger» donné à Rupert Murdoch en référence à ses origines australiennes, et traduit en français d'une manière incomplète comme «fouille-merde» par le journaliste dans l'article du 23 août (l'épisode numéro deux de la série «La saga Murdoch»). En effet, le surnom «digger» fut donné pendant la Première Guerre mondiale aux soldats de l'ANZAC (Australian New-Zealand Army Corp). L'origine remonte à la ruée vers l'or dans les années 1850 en Australie lorsque des milliers de mineurs creusaient des trous à la recherche de ce précieux métal.

Le franc fort doit rester une fierté et non une honte



Jan Krepelka

Dans les années 1870, le célèbre faux-monnaieur Farinet fut arrêté et condamné à 4 ans de réclusion. Son crime? La fabrication de fausses pièces de... 20 centimes.

La fabrication de fausse monnaie est interdite par l'article 240 du Code pénal suisse, afin d'éviter que certains ne créent de la monnaie pour leur seul profit, au détriment de tous les détenteurs de monnaie actuels. Autrement dit, pour éviter une perte de valeur de la monnaie, c'est-à-dire une inflation; la fabrication de fausse monnaie est donc interdite précisément dans le but de préserver un franc fort.

Pourtant, de nombreux commentateurs suisses ont décrié, dès 2010, la hausse du franc comme une «flambée», «fièvre», «incendie», le franc étant qualifié de «lourd», «obèse»... Et aussi bien la Banque nationale suisse que le Conseil fédéral voient dans l'appréciation du franc une catastrophe qu'il faudrait empêcher coûte que coûte.

Or il serait plus opportun de critiquer les politiques monétaires et budgétaires lamentables des pays dont la monnaie s'effondre. En réalité, un franc fort et un dollar et un euro faibles sont les résultats inévitables de politiques catastrophiques des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne, en comparaison avec une politique suisse relative-

ment moins mauvaise. Les Etats-Unis sont en plein débat surréaliste pour savoir non pas comment réduire la dette colossale de l'Etat fédéral, mais comment limiter sa progression. Dette et création monétaire rendues inévitables par de prétendus plans de relance, qui s'avèrent naturellement contre-productifs, tout comme nous l'avons prédit et expliqué dans ces colonnes (LT du 16.01.2009). Comparons les taux d'inflation sur une année: zone euro, 2,7%; Etats-Unis, 3,6%; Suisse, 0,5%. A eux seuls, ces chiffres permettent déjà de comprendre pourquoi le dollar et l'euro étaient surévalués par rapport au franc.

Les faux-monnaieurs sont des petits joueurs en comparaison des banques nationales

Cependant, la force du franc suisse est en réalité toute relative. En 1907, la dénomination de 20 francs en circulation était une pièce de monnaie constituée de 5,801 grammes d'or pur, appelée «Vreneli». Au cours de l'or actuel, cela équivaut à environ 260 francs, soit une perte de valeur du franc de plus de 90% en un siècle.

Serait-ce donc de la faute de Farinet et de ses semblables si les 20 centimes d'aujourd'hui valent 10 fois moins que les 20 centimes de son époque? En réalité, les faux-monnaieurs sont des petits joueurs en comparaison des ban-

ques nationales. Dans un communiqué du 10 août, la Banque nationale suisse a annoncé qu'elle «vise une rapide hausse des avoirs que les banques détiennent en comptes de virement à la BNS, qui passeront ainsi d'environ 80 milliards de francs actuellement à 120 milliards». Comme si cela ne suffisait pas, une semaine plus tard, la BNS annonça vouloir passer à 200 milliards, soit une augmentation totale de 120 milliards... 15000 francs par habitant!

Effet pourrait être encore relativement bénin si la BNS se bornait à distribuer un chèque de 15000 francs à chaque habitant, s'attirant les sympathies de la population, tel Farinet. Mais en créant cette monnaie sous forme de crédit accordé aux banques, l'effet sera d'autant plus dommageable qu'il créera des distorsions sous la forme de crédit trop bon marché, cause des fameuses «bulles». Des taux d'intérêt faibles qui ne correspondent pas à la réalité de l'épargne induisent les investisseurs et les entrepreneurs en erreur. Des investissements de long terme apparaissent comme rentables par l'effet des taux d'intérêt faibles, alors qu'il n'y a pas eu de hausse correspondante de l'épargne et donc des ressources réelles qui les permettraient. Une correction de ces erreurs devient alors inéluctable, et prend la forme d'une récession.

Prévenir une récession est pourtant un argument utilisé pour soutenir l'affaiblissement du franc, en raison des risques qu'un franc fort ferait porter à l'exportation suisse, notamment vers les pays de l'UE. Or, si en 2010 la Suisse a exporté pour 119 milliards de francs suisses

vers l'UE, elle en a également importé... pour 142 milliards de francs suisses. Pour cette même année d'ailleurs, loin des prévisions alarmistes, les exportations globales ont augmenté de 7%.

En réalité, il n'y a donc pas à s'inquiéter d'un franc relativement fort par rapport à des monnaies fiduciaires encore plus faibles, mais bien plutôt de son affaiblissement de long terme par rapport aux biens réels. Si d'autres pays continuent sur la voie de politiques monétaires et budgétaires suicidaires, leurs monnaies vont inévitablement baisser par rapport au franc suisse. Vouloir les suivre dans la voie des monnaies faibles impliquerait de les suivre également dans la voie de politiques de stagnation économique, de récessions et de crises.

Une économie saine devrait être au contraire caractérisée par une «déflation»: une baisse des prix due au progrès technologique et aux gains d'efficacité des entreprises en concurrence. Pour mieux profiter des importations avantageuses, le Conseil fédéral pourrait entreprendre une mesure très simple: mettre fin à une politique protectionniste ruineuse en supprimant enfin les barrières douanières. La BNS, en revanche, devrait cesser de saboter le franc; elle ferait bien mieux de s'en tenir au laissez-faire.

.....
Economiste et directeur de l'Institut Laissez-faire, www.laissez-faire.ch
.....

Vos lettres, de 1500 à 2000 signes au maximum, sont les bienvenues par courriel (lecteurs@letemps.ch), par fax (022 888 59 67) ou par poste (*Le Temps*, courrier des lecteurs, case postale 2570, 1211 Genève 2). Nous nous réservons le droit de les sélectionner ou de les réduire. Vous pouvez aussi exprimer votre point de vue au café électronique du *Temps*, à l'adresse internet: letemps.ch/contact

Dans le secret des poussières d'un astéroïde

> Espace Les 1500 grains récoltés sur le sol extraterrestre d'Itokawa viennent d'être analysés

> Cette réussite est le prélude à d'autres missions vers des cailloux célestes

Caroline Depecker

Juin 2010, la sonde spatiale Hayabusa, maintes fois rescapée d'une mission périlleuse, laissait derrière elle une traînée d'étoiles en pénétrant l'atmosphère terrestre. Avant de se volatiliser, l'oiseau céleste (Hayabusa signifie «faucon pèlerin» en japonais) livrait sa précieuse cargaison: de la poussière d'astéroïde, pour la première fois acheminée sur notre planète. Examinés au laboratoire, les quelque 1500 grains rocheux récoltés viennent de livrer leurs secrets aux chercheurs dont les regards se tournent, plus que jamais, vers d'autres astéroïdes lointains. Ces résultats font l'objet de sept articles publiés aujourd'hui dans la revue *Science*.

Lancé le 9 mai 2003 depuis le sud du Japon, Hayabusa vécut une véritable odyssée, immortalisée d'ailleurs dans un film d'animation par l'agence spatiale nipponne JAXA (voir LT du 18.06.2010). «Personne ne croyait à la réussite de cette mission tant le nombre de problèmes que connut Hayabusa fut élevé, se souvient Patrick Michel, astrophysicien à l'Observatoire de la Côte d'Azur qui a collaboré au projet. L'engin a commencé par se prendre la plus grande éruption solaire jamais connue, un an juste après son départ.»

Les ennuis se sont ensuite enchaînés: perte d'un axe d'orientation, largage manqué du robot qui devait se poser à la surface de l'astéroïde Itokawa et qui finit dans le vide intersidéral, coupure des com-

munications lors de la procédure de prélèvement qui semblait ne pas avoir fonctionné, arrêt de trois des quatre moteurs ioniques équipant la sonde lors de son retour retardé.

Mais les Japonais n'ont pas baissé les bras: «Ils ont à chaque fois rivalisé d'ingéniosité pour sauver la mission, commente le chercheur français. Et ils ont réussi, le miracle est là: de la poussière d'astéroïde!» Des poussières dont l'authenticité (elles risquaient la contamination par des matériaux terrestres) a été assurée en novembre dernier.

Les astéroïdes sont des cailloux célestes qui ne se sont pas agrégés en planète au moment de la formation du système solaire et contiennent en leur sein des informations importantes sur cette genèse. A la faveur de collisions, certains de leurs fragments, déstabilisés, quittent leurs orbites et arrivent sur Terre sous la forme de météorites. «Mais les informations que nous livrent ces dernières sont généralement biaisées, explique Willy Benz, de l'Institut de physique de l'Université de Berne. Les météorites subissent en effet de profondes modi-

Sous l'action des vents solaires, le satellite aura disparu dans un milliard d'années

fications – divers changements de composition chimique notamment – lors de leur voyage jusqu'à nous. De plus, les spécimens que l'on trouve sont les plus robustes, ceux qui résistent au choc thermique subi lors de leur entrée dans notre atmosphère. Elles ne sont pas représentatives de tout ce qu'il y a dans l'espace.» Doux l'idée d'aller échantillonner sur place et de parcourir plusieurs milliards de kilomètres (cinq dans le cas de la distance séparant la Terre d'Itokawa) pour récolter des informations «fraîches».

L'échantillon, d'une masse inférieure à la vingtaine de microgrammes (millionnièmes de gramme), a été dispatché pour analyses auprès

de différents laboratoires de minéralogie, pétrographie et chimie.

La première conclusion dressée par les chercheurs porte sur la nature même d'Itokawa. Celui-ci est un astéroïde rocheux, riche en silice et orbitant à proximité de la Terre, donc du Soleil: il a beaucoup évolué depuis sa naissance. L'étude des poussières confirme que ces astéroïdes silicatés sont à l'origine de près de 80% des météorites présentes dans nos collections. «Et que leur signature spectrale (c'est-à-dire les informations tirées à distance, ndlr) correspond bien – c'est du moins le cas d'Itokawa – à celle des météorites. Nous pouvons alors apparier ces deux types d'objets, ce qui est crucial.»

Les scientifiques japonais ont par ailleurs évalué l'action érosive du vent solaire sur Itokawa, soit une dizaine de centimètres de matériaux rocheux perdus par million d'années. Face à ce taux d'usure, Itokawa, long pour l'instant de 500 mètres, pourrait avoir disparu dans un milliard d'années. «Ce qui est une durée de vie relativement courte par rapport à certains corps du système solaire, commente André Brahic, astrophysicien au CEA de Saclay, près de Paris. Et ce qui prouve bien que ce type d'astéroïde, petit, est le résultat de la collision de certains de ses congénères.»

D'autres informations précieuses (contenu en minerais et en métaux, ratio des différents isotopes de l'oxygène) ont encore été extraites et «ont permis de contraindre les modèles scientifiques décrivant l'évolution du système solaire», selon André Brahic.

Mais rien n'est dit sur la présence d'eau ou de matériaux organiques, observation logique compte tenu de la nature silicique et non carbonée d'Itokawa. A vrai dire, la quête de ces éléments n'était pas l'objet d'Hayabusa. «L'engin a été conçu avant tout pour une mission de démonstration permettant d'envisager par la suite une deuxième mission à visée scientifique, explique Patrick Michel. Et Hayabusa a rempli son rôle: elle a montré qu'en- voyer une sonde se poser sur un astéroïde dépourvu de champ gra-



L'astéroïde Itokawa. Il mesure au plus 500 mètres de long. ARCHIVES



Prélèvement de poussières. Le dispositif n'a pas fonctionné. ARCHIVES



Recueil de la capsule en Australie. A l'intérieur, l'échantillon. ARCHIVES

vitationalnel, récolter de la matière et en revenir avec une cargaison indienne était faisable.»

Un succès donc, qui en appelle d'autres.

Les Japonais se sont bien sûr positionnés de nouveau, les Américains aussi avec, respectivement, les missions Hayabusa-2 (lancement envisagé pour 2014) et OSIRIS-Rex (en 2016). L'Agence spatiale européenne n'est pas en reste, espérant

lancer Marco Polo-R vers 2022. Toutes ces missions visent des astéroïdes lointains, situés au-delà de la limite de condensation de l'eau. Ces corps primitifs sont potentiellement riches en volatiles, en éléments hydratés et matériaux carbonés, tous détruits à plus proche distance du soleil. Avec eux revient l'espoir de comprendre comment l'eau, et au final la vie, a été apportée sur Terre.

Massacre de rhinocéros en Afrique du Sud

> Faune Réserves privées dépassées

ATS/AFP

Près de 280 rhinocéros ont déjà été tués par des braconniers pour leur corne dans la seule Afrique du Sud cette année, essentiellement dans les parcs nationaux jusqu'à présent. Mais les attaques contre les parcs privés, moins bien défendus, se multiplient depuis quelques semaines.

L'une des dernières victimes du massacre est un énorme rhino, que des hommes ont tenté en vain de soigner: des braconniers avaient laissé une plaie béante sur son nez en sciant sa corne à vif. Il est mort jeudi après six jours de souffrances. La corne arrachée se vendra quasiment au prix de l'or sur le marché de la médecine traditionnelle asiatique.

Une guerre hors de prix

«Je suis en guerre», déclarait Searl Derman, le propriétaire de la réserve d'Aquila, proche du Cap, où le rhino a été mutilé, alors qu'il tentait de venir en aide à l'animal avec un vétérinaire.

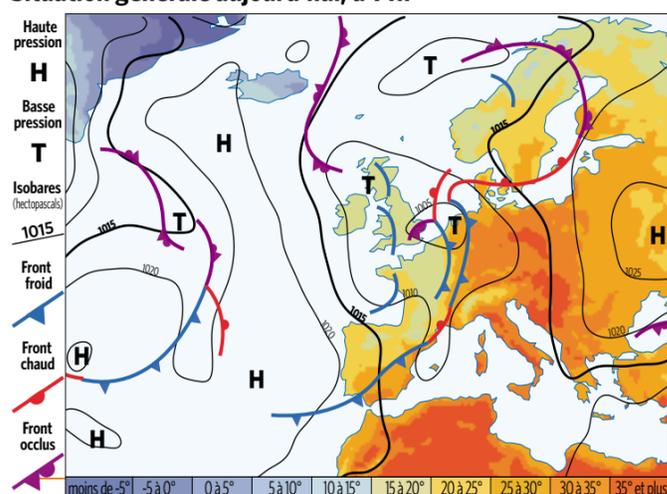
Une guerre qui coûte cher: Searl a dépensé des fortunes pour surveiller les bêtes par hélicoptère et déployer des mesures de sécurité au sol, mais il n'a pas les moyens de lutter contre des braconniers qui revendent la corne autour de 50 000 francs le kilo.

«Nous avons dépensé plus que nous ne pouvions, et maintenant il nous faut dépenser le double», ajoute cet homme épuisé, qui offre 11 000 francs pour tout renseignement sur cette dernière attaque, dans laquelle un autre mâle a été tué. «Mais j'aimerais pouvoir offrir plus, soupirer-t-il. Je voudrais donner autant que le prix d'une corne de rhino.»

Le gouvernement, dans ses parcs, déploie d'énormes moyens et est allé jusqu'à déployer l'armée pour protéger les rhinos dans le célèbre parc Kruger, dans le nord-est du pays. «Le secteur privé ne peut pas se permettre ça et les braconniers le savent», déplore Pelham Jones, de l'association des propriétaires privés de rhinos.

Météo

Situation générale aujourd'hui, à 14h



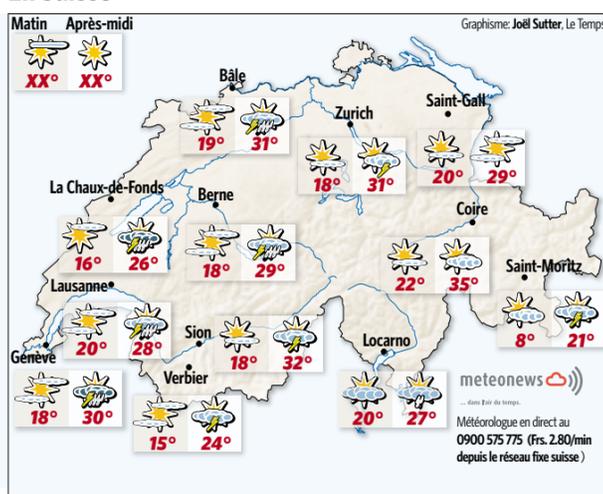
De fréquentes pluies parfois orageuses arrosent les régions situées entre la Suède et le sud de la France, en passant par le Benelux, le Danemark, l'ouest de l'Allemagne et une partie de la Suisse. Un temps instable avec des averses intéressera également les îles Britanniques et l'ouest de la France.

Prévisions à 5 jours

Samedi, le front pluvio-orageux s'évacuera vers l'est. Il laissera la place à un temps variable avec des éclaircies, mais également un risque d'averses. Les températures seront assez fraîches et ne dépasseront plus 20 degrés à basse altitude. Les conditions s'amélioreront ensuite à partir de dimanche avec le retour d'un temps sec, ensoleillé et plus doux sur l'ensemble du pays.

	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi
Jura (1000 m)	 9°/14°	 5°/16°	 6°/17°	 8°/18°	 9°/20°
Bassin lémanique et Plateau romand	 11°/19°	 8°/22°	 10°/23°	 11°/23°	 12°/24°
Alpes vaudoises et Valais (1400 m)	 7°/12°	 7°/17°	 8°/17°	 10°/18°	 11°/20°
Suisse centrale et orientale	 11°/18°	 8°/21°	 10°/22°	 11°/22°	 12°/23°
Sud des Alpes	 18°/24°	 15°/26°	 16°/26°	 17°/26°	 17°/25°
Degré de fiabilité:	80%	75%	70%	65%	60%

En Suisse



La journée débutera sous un temps calme et ensoleillé. Le ciel deviendra ensuite plus menaçant, à l'avant de pluies à caractère orageux attendues par l'ouest du pays avant la fin de l'après-midi. Ces perturbations seront parfois violentes avec de fortes rafales de vent possibles.

Ephéméride

Soleil lever: 06h47
coucher: 20h26
3 minutes de soleil en moins

Lune lever: 03h27
coucher: 18h37
Phase de la Lune: décroissante

LA MÉTÉO COMPLÈTE

SUR INTERNET
www.letemps.ch/meteo

Panorama

Astronomie

La Voie lactée recrée

Des chercheurs de l'Université de Zurich ont participé au montage de la première simulation réaliste de la formation de notre galaxie. Pour effectuer les calculs, les chercheurs suisses ont utilisé le super-ordinateur «Monte Rosa» de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich à Manno (TI) ainsi qu'un autre engin de ce type, détenu par la NASA. Un PC classique aurait mis 570 ans à réaliser ce genre de calculs. Notre galaxie s'est constituée moins d'un million d'années après le «big bang» survenu il y a 13,7 milliards d'années. La simulation réalisée par les chercheurs se termine par la formation d'un disque étroit et recourbé qui correspond aux observations astronomiques. (ATS)

Médecine

Un magnolia bon pour les os

Une substance provenant du magnolia à grandes fleurs (*Magnolia grandiflora*), un arbre originaire du sud-est des Etats-Unis et du nord du Mexique, stoppe la perte osseuse dans le corps humain, assurent des chercheurs de l'Université de Berne dans la revue *Chemistry & Biology*. Les auteurs espèrent développer sur cette base des médicaments contre l'ostéoporose ou l'arthrose. (ATS)

Faune

Sensibles aux séismes

La plupart des animaux du Zoo national de Washington se sont comportés de façon bizarre à l'approche du tremblement de terre qui a secoué mardi la côte Est des Etats-Unis, selon des responsables du lieu. Les lémuriers couronnés ont «lancé un cri d'alarme» environ quinze minutes avant l'événement, les flamants roses se sont regroupés dans la panique juste avant les secousses et la plupart des singes «ont abandonné (préventivement) leur nourriture et grimpé au sommet des structures en forme d'arbres de leurs cages». Un gorille femelle a hurlé et récupéré son petit et un orang-outan «a commencé à émettre des sons de contrariété normalement réservés à un état d'extrême colère». Seuls les pandas sont restés sans réaction apparente. (ATS/AFP)

Bébés boas

Dix-huit boas arc-en-ciel sont nés le 16 août au Zoo de Bâle, ce qui constitue un record. Alors que la plupart des femelles serpents déposent leurs œufs dans la nature avant que leurs petits naissent, les arcs-en-ciel, ovovivipares, gardent les œufs jusqu'à terme à l'intérieur de leur corps et mettent au monde des jeunes entièrement constitués, qui mesurent alors quelque 40 centimètres de long. (ATS)

Multimédia

Apple devra apprendre à vivre sans son charismatique patron Steve Jobs Page 17



Bourse suisse

Au plus bas, Lonza est éjectée du SMI par Givaudan Page 19

SMI
5298,18 -0,57%

Euro Stoxx 50
2216,70 -0,98%

Dollar/franc 0,7954 ↑

Euro/franc 1,1453 ↑

Baril Brent/dollar 110,57 ↑

Once d'or/dollar 1781,03 ↓

Face aux exigences des Etats-Unis, la Suisse veut éviter le recours au droit d'urgence

> Evasion fiscale
Contrairement à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, le fisc américain exige les noms de milliers de fraudeurs

> Les négociateurs helvétiques cherchent le moyen de s'y plier

François Pilet

Les banques suisses qui ont cru échapper aux conséquences de l'assaut américain sur UBS, il y a trois ans, s'en mordent aujourd'hui les doigts. En tirant le fil des confessions d'un ancien employé de Credit Suisse arrêté en mars dernier à Miami, le Département de la justice a pu établir que Credit Suisse et plusieurs établissements helvétiques ont non seulement servi et abrité des fraudeurs américains pendant des années, mais en ont aussi recueilli quand ceux-ci fuyaient UBS, en 2008 et 2009. De cette affaire centrée il y a quelques mois encore sur Credit Suisse, l'enquête américaine s'étend désormais à Wegelin, Julius Baer et la Banque cantonale de Bâle. D'autres sont dans le viseur.

Face à ces agissements qu'un haut cadre de l'administration fédérale décrit comme «un copier-coller



Le diplomate Michael Ambühl, en charge des négociations, se retrouve aujourd'hui face aux mêmes représentants du Département de la justice, de l'IRS et du Trésor avec qui il avait conclu l'accord UBS. BERNE, 25 AOÛT 2011

de l'affaire UBS», les autorités américaines sont décidées à exiger de la Suisse, une seconde fois en deux ans, la livraison de milliers de noms de clients de plusieurs banques. Les Etats-Unis ont déjà fait savoir qu'une «solution globale» comme celle conclue avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne ne les intéresse pas. «Ils veulent les noms», résume un fonctionnaire fédéral. Pour les négociateurs helvétiques, il est déjà clair que la question n'est plus de savoir si le pays devra se plier à cette

exigence, mais comment. «Des contacts ont lieu en ce moment et se poursuivront encore avec les autorités américaines», confirmait jeudi au *Temps* le porte-parole du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI), Mario Tüor. De ces entretiens ne ressort pour l'heure qu'une chose: «La Suisse n'envisagera qu'une solution conforme au cadre juridique en vigueur.» En clair: l'administration fédérale tente actuellement d'éviter le recours au droit d'urgence, comme

elle y avait été contrainte pour sauver UBS. Or ce chemin est pavé d'embûches.

D'abord, le «cadre juridique» actuel, même s'il a été considérablement assoupli depuis 2009, paraît encore par trop rigide pour tolérer les exigences américaines. Le principal espoir repose sur la nouvelle convention fiscale, paraphée en juin 2009, mais qui n'est toujours pas en vigueur. Celle-ci ouvre la porte à l'échange d'informations pour les cas d'évasion fiscale. Mieux: cas uni-

que parmi les conventions signées par la Suisse, celle-ci autorise les «demandes groupées», touchant des dizaines, voire des centaines de clients. Mais des milliers?

Cette solution ne convainc pas les négociateurs américains du Département de la justice, de l'IRS et du Trésor, dont plusieurs ont participé aux mêmes discussions avec le diplomate Michael Ambühl lors de l'affaire UBS. Bien que ratifié par la Suisse depuis plus d'un an, le Sénat

«Les Américains ne veulent pas entendre parler de droit de recours»

américain n'a pas encore daigné se pencher sur le nouveau texte. Une raison: le droit de recours qui serait assuré aux contribuables visés par ces demandes. «Les Américains ne veulent pas en entendre parler, confie un parlementaire au courant des discussions. Ils craignent que cela ne dure des années, et qu'un juge de province ne mette tout par terre.»

Une autre solution apparaît dans une clause de l'accord UBS, qui autoriserait les Etats-Unis à réitérer leur demande auprès d'autres banques en cas «d'actes similaires». Or reconnaître que Credit Suisse, Wegelin et d'autres ont pu se livrer à des agissements aussi graves qu'UBS en son temps ne serait pas envisageable, pour l'heure, côté suisse.

Controverses au Royaume-Uni

Richard Murphy, militant anti-évasion fiscale, de l'association Tax Research UK, est révolté contre l'accord fiscal annoncé entre le Royaume-Uni et la Suisse ce mercredi. Selon lui, l'accord apporte aux Britanniques qui ont des comptes en Suisse deux avantages cruciaux: ils paieront un taux d'imposition légèrement inférieur à celui du Royaume-Uni (respectivement 27% au lieu de 28% sur les plus-values en capitaux, et 48% au lieu de 50% sur les revenus d'investissement) et ils conserveront leur anonymat. «Désormais, c'est la Suisse qui va décider du taux d'imposition des contribuables britanniques», enrage Richard Murphy. «C'est intéressant pour ceux qui seraient prêts à payer une prime pour maintenir leur anonymat», ajoute Simon Airey, du cabinet d'avocats DLA Piper.

Le Trésor britannique réplique que l'accord a l'avantage du réalisme. A terme, il espère récolter 6,5 milliards de francs par an. Les opposants rejettent l'argument. Selon eux, cet accord risque d'affaiblir les négociations européennes sur la directive sur la fiscalité de l'épargne, qui pourrait rapporter plus au Royaume-Uni. Celle-ci prévoit que chaque pays s'échangera automatiquement les informations financières qu'il a sur les résidents des autres pays, sans que des enquêteurs n'aient à le demander. L'Italie avait bloqué l'accord en mai, mais le Royaume-Uni traîne également les pieds. «Je crois que l'accord Suisse-Royaume-Uni est délibérément destiné à saborder l'accord européen, parce qu'il s'appliquerait à Jersey, Guernesey, l'île de Man, les Caïmans et les autres paradis fiscaux britanniques», estime Richard Murphy. Selon lui, ce serait donc pour se protéger, et aider la City où se négocient les affaires de ces îles, que Londres aurait signé ce traité. La Commission européenne est inquiète. Elle a demandé à ses services fiscaux un rapport pour mi-septembre sur les deux accords bilatéraux entre la Suisse et le Royaume-Uni d'une part, et l'Allemagne d'autre part. Londres et Berlin vont maintenant devoir s'expliquer auprès de leurs partenaires européens. **Eric Albert** LONDRES. Collaboration: Richard Werly, Bruxelles

«Autant d'avantages qu'avec l'échange automatique d'informations»

> Retour sur les détails de l'accord fiscal paraphé avec Londres mercredi

■ Les taux appliqués

Pour régler la question des avoirs du passé, les personnes domiciliées en Grande-Bretagne devront s'acquitter d'un impôt forfaitaire situé entre 19 et 34%, tout comme avec l'Allemagne. Dans le cadre de l'impôt libérateur, les taux appliqués sur les futurs rendements des capitaux différeront. Ils pourront atteindre jusqu'à 48% en Grande-Bretagne, contre un peu plus de 26% avec l'Allemagne. «La Suisse tient

compte de la différence des taux en vigueur dans les deux pays. Les revenus des capitaux sont nettement plus taxés en Grande-Bretagne qu'en Allemagne. En revanche, les Britanniques avaient un taux sur les gains en capitaux beaucoup plus modeste de 18%», cite Jürg Birri, partenaire chez KPMG Suisse et spécialiste du marché britannique.

■ Le principe d'équivalence

Le système est reconnu comme «équivalent à l'échange automatique de renseignements» pour les rendements des capitaux. Jürg Birri juge les déclarations de Londres crédibles: «A partir du 31 mai 2013, il ne devrait, théoriquement, plus y

avoir d'argent britannique non déclaré déposé en Suisse. Le Royaume-Uni aura autant d'avantages que si un accord d'échange automatique d'informations existait avec la Suisse. De plus, Londres n'a pas intérêt à mettre davantage sous pression les avoirs déposés en Suisse. Sinon, leurs détenteurs risquent de transférer cet argent vers des pays avec lesquels il n'existe ni échange automatique d'informations, ni un système d'impôt libérateur.»

■ Les montants en jeu

Les sommes déposées par des Britanniques en Suisse sont très inférieures à celles issues d'Allemagne. Toutefois, «il serait faux de

comparer les montants de garanties apportés par les deux pays -soit 500 millions pour la Grande-Bretagne et 2 milliards pour l'Allemagne- pour en déduire que les avoirs britanniques n'atteignent qu'un quart de ceux issus d'outre-Rhin.» Il faut en effet tenir compte du statut particulier des personnes résidentes mais non domiciliées en Grande-Bretagne. Cette catégorie de clients représente une part importante de la clientèle britannique chez de nombreux établissements suisses.

■ Modèle réutilisé ailleurs?

Jürg Birri se dit surpris que l'accord avec l'Allemagne ait à ce point servi de modèle pour la Grande-

Bretagne. «Du fait de cette similitude, d'autres accords basés sur des modèles semblables pourront être négociés ailleurs. Ils pourraient entraîner un effet boule de neige avec d'autres pays européens.» Lesquels? «Des discussions ont eu lieu cette semaine avec la France, y compris sur la question de l'impôt libérateur. La Grèce est aussi intéressée.» Alberto Lissi, partenaire chez Ernst & Young Suisse et fiscaliste, abonde dans le même sens. «L'accord avec la Grande-Bretagne aura une valeur de signal. Les pays qui ont une approche pragmatique, notamment l'Italie et l'Espagne, seront probablement intéressés par ce modèle.» **Yves Hulmann** ZURICH

Nouvelles pressions sur les obligataires grecs

> Crédit Le taux dépasse les 18% sur dix ans

Les taux grecs à 10 ans ont atteint un nouveau record jeudi. Les investisseurs craignent que les garanties exigées par la Finlande en contrepartie de son aide financière à Athènes ne fragilisent la mise en œuvre du second plan d'aide mis en place pour la Grèce. A 15 h 35, les rendements grecs à 10 ans s'inscrivaient à 18,548%, contre 17,892% mercredi à la clôture. Les taux à 2 ans montaient à 45,892%, après 44,025% la veille. «L'idée d'un défaut de la Grèce fait de plus en plus son chemin auprès des investisseurs», souligne René



Dofossez, stratège obligataire chez Natixis. Les garanties exigées par la Finlande «fragilisent la mise en œuvre de ce plan», a-t-il encore expliqué.

La semaine dernière, Helsinki a annoncé être parvenu à un accord avec Athènes au sujet de ces garanties, soulevant de vives tensions dans la zone euro. **AFP**

Le commerce mondial affiche un recul de 8%

> Etude D'après Capgemini, les échanges ont atteint 2002 milliards de dollars au 2e trimestre

Alors que les experts craignent un ralentissement global de l'économie mondiale cette année, le commerce international a, lui, déjà été impacté. Selon une étude de Capgemini consacrée aux flux d'échanges mondiaux, ils ont subi un recul de 8% au deuxième trimestre, atteignant 2002 milliards de dollars (1589 milliards de francs). Nonobstant cette baisse, il s'agit du deuxième meilleur trimestre depuis deux ans, juste devancé par les trois premiers mois de 2011 (2012 milliards).

Le reflux observé entre avril et juin de cette année s'explique notamment par les retombées du tsunami qui a secoué le Japon à la

mi-mars. L'accident des centrales nucléaires dans la foulée a paralysé l'économie japonaise. Sa production industrielle a reculé de 6% et ses échanges mondiaux de 2% au deuxième trimestre.

Les Etats-Unis en ont également essuyé les conséquences. Son économie a enregistré une forte baisse de sa production de véhicules, sous l'effet d'une pénurie de pièces habituellement importées du Japon, note le cabinet de conseil. Les importations de voitures dans le pays ont diminué de 2 milliards de dollars par mois au deuxième trimestre 2011, rappelle-t-il. La Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada et la France n'ont

pas été épargnés et ont enregistré des baisses de 2% à 3% de leurs importations.

La Suisse surperforme

Pour comparaison, la Suisse fait à nouveau figure d'exception. Sur la base de l'ensemble du premier semestre, les exportations ont ainsi grimpé de 4,3% et les importations de 2,7%. La croissance s'est néanmoins ralentie dans les deux directions du trafic au deuxième trimestre. Au final, la balance commerciale n'en a pas moins dégagé un excédent de 11,6 milliards de francs.

D'après Capgemini, la bactérie *E. coli* porte aussi sa part de res-

ponsabilité dans le recul du commerce mondial. La crise agricole provoquée par cette bactérie a ralenti de 4% les échanges européens au deuxième trimestre. Les perspectives semblent plus positives pour le trimestre en cours, conclut le cabinet de conseil. **Bastien Buss**

En vue

Apple 17	IBM 17
Bo America 19	Julius Baer 15
Compaq 17	Lonza 19
Credit Suisse	Patek Philippe 17
Givaudan 19	Swatch 17
Hengdeli 17	UBS 15

Les invités

Déflation: le risque ne peut plus être écarté

Yves Bonzon*

Le risque de déflation est réapparu. Tel est le message que donnent les marchés financiers en cette seconde moitié d'été 2011. Deux indicateurs suffisent pour s'en convaincre. Premièrement, à un peu plus de 2%, le taux du Trésor américain à 10 ans est proche du niveau de fin 2008, lorsque la Fed annonçait son premier programme d'assouplissement quantitatif (QE1) visant précisément à contrecarrer le risque de déflation. Deuxièmement, l'indice d'actions EURO STOXX Banks est proche du plancher atteint début 2009, lorsque la faillite de Lehman Brothers exacerbait la pression sur les prix de nombreux actifs. Aujourd'hui, le problème est bancaire également, mais il réside dans l'exposition des banques européennes à la dette des pays périphériques de la zone euro, dont la qualité semble se détériorer de jour en jour.

La source principale du risque renouvelé de déflation est la même qu'en 2008: celle de la récession des bilans privés, désormais publics. Les politiques monétaires et fiscales ultra-accommodantes auguraient d'une possible amélioration à travers la croissance. Or, elle fait aujourd'hui cruellement défaut, tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Les marchés indiquent ainsi que l'économie ne tolère aucun début de resserrement monétaire ou fiscal, au moment même où la BCE entend lutter contre l'inflation à travers des hausses de taux, où la Fed entend stabiliser son bilan, où plusieurs Etats développés se voient contraints de revenir à des finances équilibrées à travers des coupes budgétaires. Le signal des marchés est donc clair: porter de manière prématurée les taux directeurs à des niveaux proches des moyennes historiques de 3%, ainsi que les déficits budgétaires en dessous de 3% trop rapidement risque de péjorer la



* Directeur des investissements, Pictet & Cie

croissance économique des pays développés de manière significative.

Le problème de récession des bilans perdure depuis 2007, lorsque le pic du surendettement accumulé sur plusieurs décennies avait été atteint. Comme le problème est encore loin d'être résolu, les marchés financiers vont continuer sans relâche à se focaliser sur les réponses apportées par les autorités. Or, sans réponse claire et déterminée, à l'instar des réponses politiques peu convaincantes à la crise de l'endettement de la périphérie de la zone euro, les intervenants des marchés vont conserver une approche défensive.

Ils intègrent ainsi aujourd'hui une prime de risque de liquidation désordonnée de l'excès d'endettement presque aussi élevée qu'à fin 2008. Une résolution de la crise européenne, qui permettrait de réduire cette prime de risque, passerait par une combinaison de mesures. Parmi celles-ci, on pourrait imaginer une mise en place systématique de transferts de liquidités des pays créanciers à ceux en difficulté, une BCE déterminée à racheter des actifs et encline à recourir à la planche à billets en cas de nécessité, ou encore des proportions d'haircuts (réduction de la dette) plus importantes que celles annoncées dans le cas de la Grèce, s'étendant par ailleurs également aux ménages américains surendettés.

Tout porte à croire qu'une véritable volonté politique manque encore pour élaborer une solution crédible et durable. Force est donc de constater que le capital tend encore et toujours à quitter les bilans surendettés, tels que ceux de l'Italie ou du Portugal, pour rejoindre le club sélect des entités aux finances saines, comme la Suisse ou le Brésil.

Ainsi, du point de vue de l'investisseur, les forces liées à la récession des bilans l'emportent sur tout autre système d'évaluation. Par exemple, même si les valorisations PER (ratio cours/

bénéfices) des marchés actions semblent indiquer une opportunité d'achat, la prudence reste de rigueur dans un environnement où le risque de déflation peut se matérialiser. A ce titre, l'exemple du Japon devrait rester présent dans tous les esprits, les valorisations des actifs se rapprochant de la valeur comptable (i.e. un ratio price/book égal à un) en régime de déflation, alors qu'en Europe, par exemple, ce ratio se situe encore à 1,3x environ.

L'or reste haussier. Les marchés anticipent de nouvelles mesures de reflation par les autorités monétaires, tendant à déprécier les valeurs des devises

Dans un tel régime, les actifs qualifiables de «solides», c'est-à-dire adossés à des bilans sains, vont ainsi continuer de surperformer les actifs plus cycliques et ceux adossés à des bilans de moins bonne qualité, soit plus risqués. Ces derniers réagiront cependant violemment à la hausse, sur toute nouvelle annonce de mesures visant à «reflater» l'économie. En Europe, ce sont principalement les banques et les sociétés d'utilité publique qui tombent sous cette seconde classification.

Dans un régime où le risque de déflation perdure, le cash reste un excellent actif. L'or ne l'est pas par définition. Mais le métal précieux devrait poursuivre sa tendance haussière, pour quatre grandes raisons: 1. Les marchés anticipent de nouvelles mesures de reflation par les autorités monétaires, tendant à déprécier les valeurs des devises – aujourd'hui le dollar américain principalement –, provoquant mécaniquement une hausse de l'or; 2. L'or n'est adossé à

aucun bilan; 3. Les taux d'intérêt réels sont négatifs; 4. L'or peut être considéré comme une devise, mais impossible à imprimer.

Certaines obligations souveraines de qualité devraient également continuer de tirer leur épingle du jeu. Notre modèle prédictif propriétaire indique que le rendement de l'obligation du Trésor américain à 10 ans devrait rester dans une tendance baissière jusqu'au troisième trimestre de cette année, puis reprendre son souffle avant la fin de l'année, avant de repartir à la baisse jusqu'au début du deuxième trimestre de 2012. Le Bund devrait en outre continuer de jouer un rôle de safe haven. Certaines obligations d'entreprise de qualité offrent en outre beaucoup d'attrait.

Mais les marchés actions présentent aussi de belles opportunités pour les investisseurs avec un horizon de temps long terme. Les grandes capitalisations aux bilans sains, comme Nestlé ou encore Procter & Gamble, présentent de belles perspectives.

Ces prochaines semaines, les marchés actions seront cependant influencés par les perspectives d'un troisième volet d'assouplissement quantitatif (QE3) aux Etats-Unis. Or, si les niveaux actuels tiennent, l'imminence d'un programme comparable aux deux premiers paraît peu probable. En effet, les attentes inflationnistes à 5 ans n'ont pas encore atteint les points bas de la fin de 2010, ce qui avait incité la Fed à mettre en place QE2. Les investisseurs semblent ainsi condamnés à continuer de favoriser les actifs précités, pour le moment en tout cas.

Après l'effondrement d'août, les solutions pour sortir de la crise

Patrick de Casanove*

On nous a rebattu les oreilles sur la responsabilité des financiers et des banquiers dans la crise financière exonerant l'Etat de toute responsabilité. C'est «ce qu'on voit». Pourtant le principal coupable c'est bien lui. Par ses réglementations il a perverti les lois du marché, et permis des choses naturellement inconcevables sans sanction immédiate dudit marché. C'est «ce qu'on ne voit pas», pour reprendre Bastiat.

Les hommes politiques ont prétendu qu'il fallait sauver les banques pour éviter le drame et que seul l'Etat pouvait agir. Pour ce faire les Etats ont dépensé massivement de l'argent qu'ils n'avaient pas. Ils ont ensuite affirmé relancer leur économie par un interventionnisme délirant. C'était à celui qui dépenserait le plus un argent qu'il n'avait toujours pas. Ils ont eu recours à la dette et à la création monétaire. Personne ne les a forcés, ils en étaient fiers. Cela correspond à leur mode de fonctionnement profond: dépenser pour assoier son pouvoir. Grâce à ces politiques volontaristes, les politiciens ont prétendu avoir sauvé le monde. «Sauveur du monde», ça vous donne une «posture d'homme d'Etat», bien utile, surtout en période électorale.

Les politiciens ont prétendu avoir sauvé le monde. «Sauveur du monde», ça vous donne une «posture d'homme d'Etat»

La réalité c'est que les politiciens ont eu recours à «des politiques monétaires non conventionnelles» (la planche à billets), et à de la cavalerie: de la dette pour payer de la dette. Endetter des Etats déjà endettés pour sauver les banques, puis endetter des Etats moins endettés pour sauver les plus endettés. Le projet de mutualiser la dette ne résoudra rien. Ce n'est pas de la solidarité, c'est une fuite en avant. Comme les



* Président du Cercle Bastiat, médecin

politiciens ne peuvent pas endetter les Martiens la course à l'abyme finira par s'arrêter.

En attendant, le résultat est la catastrophe que l'on connaît. Massivement endettés, en proie aux déficits budgétaires, certains Etats sont passés de l'état de faillite avérée cachée à l'état de faillite avérée évidente. Aujourd'hui le roi est nu.

La crise a simplement été masquée mais la nature reprend ses droits, le monde réel existe, même si les politiciens en sont déconnectés.

Ces derniers n'ont aucune solution à proposer malgré leurs concertations et sommets. Ils confirment qu'il ne faut pas compter sur eux pour résoudre les problèmes qu'ils créent. Leur analyse est mauvaise, les conclusions qu'ils en tirent sont erronées, leurs solutions n'en sont pas. Leurs seules idées sont plus de réglementation, mondiale de préférence, et plus de taxes et d'impôts. C'est ce qu'ils appellent la rigueur. Ils veulent l'imposer aux gens, les contraindre à des sacrifices, et rester en place. En vérité, ce sont les gens qui devraient renvoyer les politiciens pour les sanctionner de les avoir menés à la ruine.

Il ne sert à rien de se tourner vers l'Etat. L'Etat providence est mort. Les individus doivent ouvrir les yeux, la sécurité sociale par l'Etat est un leurre. Les personnes doivent désormais accepter d'assumer la responsabilité de leur vie. Chacun doit retrousser ses manches. «L'homme ne peut vivre et jouir que par une assimilation, une appropriation perpétuelle, c'est-à-dire par une perpétuelle application de ses facultés sur les choses, ou par le travail. De là la propriété.» (Frédéric Bastiat *La loi*). Chacun doit redécouvrir la Souveraineté individuelle et la coopération spontanée. La seule solution est de cesser de s'endetter et de rembourser les sommes dues.

Les crises économiques ne sont pas inéluctables, la réglementation et l'interventionnisme des Etats en sont la cause. Frédéric Bastiat écrit dans *Harmonies économiques*, *A la jeunesse française*: «Tous les intérêts légitimes sont harmoniques. [...] la solution pratique du problème social: s'abstenir de les con-

trier et de déplacer les intérêts. Il ne faut pas étendre artificiellement la solidarité de manière à détruire la responsabilité; en d'autres termes, il faut respecter la liberté.»

Pour ne plus s'endetter il faut diminuer les dépenses publiques donc privatiser et strictement cantonner l'Etat à ses fonctions régaliennes. Privatiser ce n'est pas vendre le pays, à d'odieux prédateurs. C'est mettre en œuvre une formidable puissance économique légitime. C'est le retour de la responsabilité personnelle, de la prévoyance et de l'épargne. La propriété et la responsabilité personnelle sont les meilleures armes contre la fraude.

Pour rembourser il faut la prospérité donc la liberté économique. Il faut baisser les prélèvements obligatoires pour que les individus aient les moyens matériels de se prendre en main, de faire des choix économiques et de destin. Ils pourront agir en particulier lors des privatisations. Si ce ne sont pas des nationaux, ce n'est pas un problème. La mondialisation ouvre aux pays en difficulté les ressources de la planète entière, à condition de jouer la carte du libre-échange. Habituellement les étatsistes déplorent l'existence d'une économie souterraine, parfois très importante, qui réduirait les recettes de l'Etat. «C'est ce qu'on voit.» Mais elle permet aujourd'hui au pays de survivre, parce que l'argent reste dans l'économie réelle. «C'est ce qu'on ne voit pas.» Demain, c'est une réserve de puissance pour une économie libérée. Autre réserve de puissance, les exilés fiscaux, qui fuient la spoliation légale et qui protègent leur bien de la rapacité des Etats. Au lieu de leur faire la traque il faut les amnistier. Il faut une fiscalité simple, faible, claire, proportionnelle à taux unique: la flat tax. Il faut le retour à la confiance, la sûreté juridique des droits de propriétés à l'abri de l'Etat spoliateur.

Privatisation, baisse des prélèvements, flat tax, amnistie, liberté économique, droits de propriétés sûrs et libre-échange sont les clés de la sortie de crise et de la prospérité. Ce n'est que de cette façon que les particuliers, libres, répareront les dégâts des Etats.

Périscope

Les Allemands en faveur des euro-obligations?

● «S'il y avait un vote, une majorité très solide de députés allemands voterait en faveur des euro-obligations», affirme Henrik Enderlein dans un entretien au *Monde*. Alors que les chrétiens-démocrates (CDU) et le Parti libéral (FDP) se sont dits opposés à l'émission d'eurobonds, l'économiste allemand affirme que la situation est plus complexe et soutient cette solution «efficace pour résoudre nos problèmes». Pour diminuer la dette des Etats en difficulté sans trop mettre en danger les banques, l'expert propose d'«échanger deux obligations grecques contre une euro-obligation». L'économiste recommande aussi un «saut qualitatif» de l'intégration européenne, et notamment un ministre européen des Finances. Il serait logique de commencer par l'intégration européenne et de poursuivre avec le lancement des euro-obligations, reconnaît-il. Mais «la crise, explique-t-il au journal français, nous oblige à faire l'inverse».

Vers une hausse inquiétante du prix du riz?

● Alors que les prix du riz augmentent, une décision du gouvernement thaïlandais pourrait les faire bondir à des niveaux inquiétants, prévient le *Financial Times*. Principal exportateur de riz, la Thaïlande a décidé de payer 15 000 bahts thaïlandais par tonne de riz non décortiqué, un prix plus de 50% supérieur au prix actuel du

FINANCIAL TIMES

marché, aux producteurs. Conséquence: cela ferait passer à 830 dollars la tonne de riz pour l'exportation, contre 615 dollars pour l'indice 100% grade B Thai Rice, déjà proche d'un plus haut en deux ans. La mesure devrait être mise en place en novembre, lorsque les plus importantes récoltes auront lieu. La hausse des prix de cette denrée alimentaire est également attribuable à d'autres facteurs, ajoute le quotidien londonien. Comme des mauvaises récoltes aux Etats-Unis.

Nestlé cinquième plus grande capitalisation

● Les turbulences boursières de ces derniers mois ont eu un impact sur le classement des plus grandes capitalisations boursières, relève le quotidien *Les Echos*. En tête en janvier, ExxonMobil garde la première place au 22 août. Mais le groupe est désormais talonné par Apple, qui a grimpé d'un cran, dépassant PetroChina. Les entreprises américaines comptent désormais une société de plus dans le Top 10, avec Microsoft (passé du cinquième au sixième rang) et l'arrivée d'IBM. A l'inverse, les pays émergents ne

Les Echos

sont plus représentés que par trois entreprises, PetroChina (3e), la banque ICBC (4e) et China Mobile (7e). Côté suisse, Nestlé s'est hissé de la dixième à la cinquième place. Royal Dutch Shell et BHP Billiton occupent les huitième et neuvième rangs. «On sort d'un cycle de plusieurs années où les investisseurs marquaient une nette préférence pour les valeurs émergentes et cycliques», a expliqué Pierre Sabatier, stratège chez PrimeView, cité par le quotidien français.

Le secteur minier ne connaît pas la crise

● La Chine dope les bénéfices des entreprises minières, relève *La Tribune*. BHP Billiton a annoncé le plus grand profit de l'histoire du secteur cette semaine. De manière générale, ces sociétés misent sur les pays émergents pour soutenir la demande de matières premières. Reste que, si les autres grands du secteur ont aussi publié des bénéfices, leurs actions ne prennent pas forcément la même direction. Elles ont toutes perdu entre 20% et 30% depuis début juillet, souligne le quotidien français. Pourtant une étude de HSBC, citée par *La Tribune*, confirme l'optimisme des groupes miniers: pour une croissance en Chine de 8% à 9%, la demande mondiale en métaux devrait croître entre 4% et 5,5%.

Mathilde Farine

En Chine, la croissance des ventes de montres suisses s'est accélérée

> Exportations

Hengdeli a réalisé un chiffre d'affaires en progression de 46%

> Il va inaugurer 22 nouveaux magasins d'ici à la fin de l'année

Les plus grands détaillants horlogers dans le monde

Ventes en millions de francs	Pays	Ventes 2010	Part de l'horlogerie	Magasins
Hengdeli	Chine	1268	100%	350
Signet	Etats-Unis, Royaume-Uni	3436	15%	1856
Oriental	Hongkong	508	100%	54
Emperor	Hongkong	551	85%	61
Bucherer	Suisse	550	85%	43
The Hour Glass	Singapour	364	100%	25

SOURCE: VONTOBEL

Bastien Buss

Pour l'horlogerie suisse, le rôle prééminent de la Chine comme relais majeur de croissance se confirme chaque jour davantage. La Fédération horlogère (FH) vient de faire part cette semaine d'exportations vers l'Empire du Milieu en hausse de 47,5% entre janvier et juillet par rapport à la même période de l'année précédente. Soit un montant global de 848 millions de francs. C'est 160% de mieux que sur les sept premiers mois de 2009.

Et Hongkong, premier débouché pour les montres suisses, ne pâtit

pas de la comparaison. Avec une progression de respectivement 27,6% et 76,3%. Avec de tels taux, ces montres trouvent-elles vraiment preneur ou alimentent-elles en partie les stocks? Hengdeli, plus important détaillant de montres au monde, en apporte une réponse formelle. La société, qui vend de nombreuses marques helvétiques, a ainsi affiché un chiffre d'affaires en hausse de 45,6% sur le premier semestre 2011. Et cette donnée représente des ventes réelles (le fameux *sell out*, si vital pour les horlogers), alors que les chiffres de la FH reposent sur des exportations. Le déca-

lage peut parfois être de taille. Pas en l'espèce.

Hengdeli, dont Swatch Group détient des parts et siège au conseil d'administration, poursuit sur son élan. Malgré une hausse des prix de 5 à 10% en mai pour refléter l'évolution de la force du franc, son patron a annoncé une croissance qui est «montée en flèche» sur les mois de juillet et août, dépassant même les attentes de la société. Sur l'ensemble de l'année, les résultats vont constituer une «surprise» positive, selon les dirigeants. En d'autres termes, la progression pourrait encore s'accroître dans les mois à venir.

Tandis que, selon de nombreux experts, la Chine pourrait devenir le troisième marché mondial pour le luxe d'ici deux à trois ans, la soif d'Hengdeli n'est pas encore éteinte. Au bénéfice de liquidités confortables, le groupe entend ouvrir 22 points de vente supplémentaires cette année. Sur les six premiers mois, 22 nouveaux ont déjà été inau-

«Nos clients savent très bien que la valeur de ces produits [horlogers] va croître avec le temps»

gurés, pour un total de plus de 370 répartis en Chine, Hongkong, Macao ou encore Taïwan. En parallèle, la société, cotée à la bourse de Hongkong, entend procéder à des acquisitions et vise d'autres détaillants.

Hengdeli ne manifeste par ailleurs aucune crainte, dans un contexte conjoncturel pourtant marqué par de nombreuses incertitudes. Zhang Yuping, président du groupe, a ainsi déclaré que «lorsque l'économie ne se porte pas très bien, davantage de consommateurs ont envie d'acquiescer un objet de luxe». Et d'ajouter encore: «Nos clients savent très bien que la valeur de ces produits va croître avec le temps», selon des propos relayés par l'agence Bloomberg.

Steve Jobs laisse la place à Tim Cook à la tête d'Apple

> **Démission** Le cofondateur du groupe était en congé maladie depuis janvier

Agences

Le mythique patron et cofondateur du groupe américain d'informatique Apple, en congé maladie depuis janvier, a démissionné mercredi. Steve Jobs sera remplacé par son numéro deux Tim Cook.

«J'ai toujours dit que si venait le jour où je ne pourrais plus remplir mes devoirs et les attentes en tant que directeur d'Apple, je serais le premier à le faire savoir», écrit-il dans une lettre adressée au conseil d'administration et à la communauté Apple. Steve Jobs, 56 ans, a subi une greffe du foie il y a deux ans et a survécu à un cancer du pancréas en 2004.



Tim Cook est arrivé en 1998 chez la marque à la pomme.

346 milliards de dollars

Tim Cook, directeur opérationnel du groupe qui était déjà chargé des opérations au quotidien, le remplacera, conformément au «plan de succession» mis en place par Steve Jobs. Diplômé de l'Université de Duke, il avait notamment travaillé à Compaq et à IBM avant de rejoindre Apple en 1998. La capitalisation boursière d'Apple s'élève à 346 milliards de dollars. La marque à la pomme est même temporairement devenue la compagnie la plus chère au monde début août, passant devant le géant pétrolier ExxonMobil à la bourse de New York, avant de revenir à la deuxième place. Steve Jobs, qui devient prési-

dent du conseil d'administration, restera dans les parages, et l'entreprise a déjà planifié la sortie de ses prochains produits. Selon des informations de presse, l'iPhone 5 doit sortir mi-octobre et la nouvelle version de l'iPad, la troisième, début 2012.

Steve Jobs est non seulement le cofondateur du groupe informatique, aux côtés de Steve Wozniak, mais aussi l'artisan de sa renaissance. Il avait démissionné en 1985 au terme d'une lutte de pouvoir interne et le groupe a périéclité jusqu'à son retour aux commandes en 1997.

Le lancement réussi de l'ordinateur iMac à cette époque a marqué le début d'une suite de produits au succès planétaire: les baladeurs iPod, les téléphones iPhone et dernièrement les tablettes numériques iPad.

Série Les deux font la paire, quand deux entrepreneurs s'associent (4/6)

Capitaliser sur des différences

> Horlogerie

A l'origine, le succès de Patek Philippe semblait improbable

> De vives tensions existent entre les deux hommes forts de la société genevoise

> Des différends qui se mueront en force



Antoine Norbert de Patek a fui la russification de la Pologne en 1830.



Jean-Adrien Philippe. L'horloger qualifiait Patek d'«homme énervant».

Patek Philippe. Une référence dans l'horlogerie, qui ne cesse de séduire les passionnés de montres et les collectionneurs dans le cadre notamment de ventes aux enchères. Un prénom ou un nom devenu si familiers et gage de savoir-faire dans la branche que l'on en viendrait presque à oublier qu'il s'agit en fait d'un double patronyme. De deux personnages, fort différents, souvent en conflits ouverts mais qui ont réussi à sublimer leurs différences, Antoine Norbert de Patek et Jean-Adrien Philippe.

Le destin de la société est d'autant plus singulier que le premier, Antoine Patek à sa naissance, n'a à l'origine que peu de compétences horlogères. Et les différends entre les deux hommes étaient tels que l'entreprise aurait très bien pu ne pas connaître pareil parcours.

Cursif retour en arrière pour comprendre ces dissensions. Polonais, Antoine Norbert de Patek fut la russification de son pays des années 1830 et arrive à Versoix en 1835. Quatre ans plus tard, il fonde une fabrique d'horlogerie avec François Czapek, un horloger tchèque également exilé, et un autre associé. Mais l'osmose ne se fait pas et Antoine Norbert de Patek se cherche un nouveau partenaire.

C'est à l'Exposition nationale des produits de l'industrie française de Paris qu'il rencontre Jean-Adrien Philippe. Ce sont ses remontoirs et mise à l'heure au pendant qui convainquent Patek de l'engager. Après de rocambolesques péripéties entre les anciens et le nouvel associé, avec notamment une arrivée secrète à Genève pour ne pas éveiller les soupçons, Jean-Adrien Philippe prend ses fonctions, mais déchanté assez vite.

«Les commencements furent difficiles. D'autres difficultés (ndlr: les employés sont déstabilisés par ces méthodes travail) et celles-là plus nombreuses et plus sérieuses provenaient de mes deux associés, à peu près impossibles à satisfaire», écrit-il dans son autobiographie. On est presque au bord de l'implosion entre Patek et Philippe. «Il (Patek) avait de belles et bonnes qualités, mais quel homme énervant. Il avait le don de vous faire bouillir le sang au point que pendant un certain temps, je ne pouvais le voir s'approcher de moi sans ressentir un certain frisson.» Le point de vue de Patek, ou sa version des faits, n'est pas connu mais il fait apparemment preuve d'impatience, voulait que la production de montres soit multipliée au plus vite.

Fi de l'esperluette

Les années passent dans un climat empreint de tensions. Jusqu'à ce qu'en 1851 apparaisse enfin le nom de Philippe dans la raison sociale de l'entreprise. Ce sera Patek, Philippe & Cie. Mais là aussi Patek rechigne à s'exécuter, utilise toujours l'ancien nom dans la correspondance de la société, sur l'enseigne, etc. Il s'attribue même tous les mérites de l'en-

treprise. «Il se mettait en avant comme habile horloger, lui qui n'avait jamais manié un outil, essayant de faire accroire qu'il était l'auteur de toutes les inventions et de tous les ouvrages distingués qui sortaient de notre maison», regrette Philippe.

Au fil du temps, les deux associés se font néanmoins une raison, trouvent un modus vivendi pour le bien de leur entreprise. Une concorde cela dit davantage dictée par les impératifs économiques que par les élans du cœur. Au-delà de ces dissensions, propres à beaucoup de destins entrepreneuriaux, la manufacture fleurit. Les deux hommes semblent avoir trouvé leur place. L'un dans les ateliers, l'autre arpentant l'Europe pour vendre les montres. Avec le succès que l'on sait. On peut penser que les tensions entre Patek et Philippe s'estompèrent gentiment. A tel point qu'Antoine Norbert de Patek fut parrain de quatre des cinq enfants de son associé. C'en était fini à jamais des querelles de virgule et d'esperluette. **B. B.**

Prochain article: Schmolz + Bickenbach

Production contrôlée

Certains observateurs parlent de Patek Philippe comme de la référence ultime en horlogerie. Pour rester exclusive, la société limite volontairement le nombre de montres produites chaque année. Au cours des dix dernières années, il n'a que légèrement progressé, passant de 42 000

(32 000 mécaniques, 10 000 quartz) l'an passé à 45 000 montres prévues pour cette année. Manufacture au vrai sens du terme, l'horloger genevois est basé à Plan-les-Ouates (GE), mais dispose de nombreuses filiales. Elle compte quelque 1800 collaborateurs. **B. B.**

PUBLICITÉ

Why You Should Lead With Carrots

How The World's Best Teams Thrive On Recognition

Swiss Marketing, the national N°1 non-profit association for Marketing & Sales executives, and IMD, the leading international business school, invite you to join Chester Elton.

November 22, 15:00 - 18:30, IMD Lausanne
Followed by a Networking Apéro-Dinatoire

Elton's books have been translated into over 20 languages and have sold more than a million copies worldwide. The Carrot Principle by Elton & Godstick has been a regular *New York Times* and *Wall Street Journal* bestseller, and 24-Carrot Manager has been called a "must read for modern-day managers" by Larry King of CNN. Drawing on case studies from leading companies, Chester will show how the transformative power of purpose-based recognition produces astonishing results – it requires very little investment to create a huge ROI.

But, it's not the employee recognition some of us have been using for years. This is recognition done right, recognition combined with four other core traits of effective leadership. Become a high-performance leader and take your team to a new level of achievement – in any industry, any company, and anywhere in the world.

Reserve your seat now at this unique leadership event. Early bird price, first come, first serve basis.

Go to www.inspireforexcellence.ch to register now.

Communication partner: www.dolagence.ch

IMD **SWISS MARKETING** (BNC)

Real World. Real Learning.

Called the "apostle of appreciation," Chester Elton is co-author of several successful leadership books and is an in-demand speaker the world over.

MANAGER OF THE YEAR

LE TEMPS
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

Panorama

Résultats

Le bénéfice net de Glencore a augmenté de 57%

Tirant profit d'une demande demeurant robuste et des hausses de prix du pétrole brut, notamment, le géant zougou des matières premières Glencore a vu son bénéfice net s'envoler de plus de moitié (+57%) en l'espace d'un an à 2,45 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a pour sa part bondi de 32% par rapport aux six premiers mois de 2010 à 92,12 milliards de dollars (73,25 milliards de francs), a annoncé jeudi la multinationale établie à Baar et cotée depuis mai aux bourses de Londres et Hong-kong. Depuis sa première cotation, l'action Glencore n'a terminé qu'un seul jour au-dessus de son prix d'émission (5,30 livres). Sa valeur a depuis plongé de 23%. (LT)

jeudi des résultats annuels en nette hausse. Son activité et sa rentabilité ont été dopées par les pays émergents, compensant des performances décevantes en Amérique du Nord et en Europe. Le groupe a accru de 16,6% le bénéfice net de son exercice 2010-2011 achevé en juin, à 1,9 milliard de livres (2,48 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires en augmentation de 2% à 9,9 milliards, a-t-il détaillé dans un communiqué. (ATS)

Les chiffres de Bureau Veritas augmentent de 7,5%

Bureau Veritas, numéro deux mondial de l'inspection et de la certification derrière le genevois SGS, a annoncé jeudi un bénéfice net en hausse de 7,5% au premier semestre 2011 à 151,4 millions d'euros (173 millions de francs). Le chiffre d'affaires du groupe français s'est inscrit en progression de 20,3% sur un an à 1,6 milliard d'euros. (ATS)

La Liechtensteinische Landesbank recule de 43,4%

La Liechtensteinische Landesbank (LLB) a vu son bénéfice net chuter de 43,4% sur un an à 34,3 millions de francs au premier semestre 2011. La cherté du franc, des taux d'intérêt historiquement bas et la volatilité des marchés financiers ont pesé sur le résultat du groupe, qui réduit ses prévisions annuelles. L'établissement de la Principauté, qui évoquait déjà ces facteurs négatifs pour expliquer le recul enregistré sur l'exercice 2010, affiche des produits d'exploitation de 205,4 millions de francs, en repli de 3,1% par rapport au premier semestre de l'an passé. (ATS)

Le laboratoire Siegfried revient dans le noir

Le laboratoire pharmaceutique argovien Siegfried, qui avait bouclé en 2010 son troisième exercice dans le rouge, a dégagé un bénéfice net de 2,4 millions de francs, contre une perte de 2,3 millions un an auparavant. (ATS)

Les résultats du Crédit Agricole grevés par la Grèce

La situation en Grèce a affecté comme prévu le résultat de Crédit Agricole SA au deuxième trimestre 2011. Le groupe est néanmoins parvenu à limiter la casse grâce à des performances historiques en matière d'exploitation. Le résultat net trimestriel ressort à 339 millions d'euros (388,6 millions de francs) – un recul de 10,6% par rapport au même trimestre 2010. Les dégâts apparaissent limités grâce à la «belle dynamique commerciale» dans tous les pôles. (ATS)

Premier semestre en progression pour Allreal

Durant le premier semestre 2011, Allreal, société immobilière zougouise, a dégagé un bénéfice de 66,5 millions de francs, réestimation des immeubles incluse, a-t-elle annoncé jeudi. Il marque une progression de 6,7% par rapport à celui de la période de référence de 2010. Le résultat opérationnel (EBIT) a progressé de 3,1% sur un an à 102,7 millions de francs (hors revalorisations -9,3% à 84,6 millions), pour un chiffre d'affaires augmenté de 24,2% à 380,9 millions. (ATS)

ICBC accroît son profit de 29%

Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), première banque mondiale par sa valorisation boursière, a annoncé jeudi une hausse de 29% de son bénéfice net au premier semestre, alors que sa compatriote AgBank a dévoilé elle un bond de 45,4% de son résultat. ICBC a dégagé un bénéfice de 109,48 milliards de yuans (environ 14 milliards de francs suisses) sur les six premiers mois de 2011. (AFP)

Agence de notation

S & P rehausse la perspective de la note du canton de Vaud

Standard & Poor's a révisé jeudi de «stable» à «positive» la perspective associée à la note «AA +» du canton de Vaud. La note «AA +» indique l'aptitude très forte du canton à honorer ses engagements financiers. Comme forces du canton, l'agence cite le désendettement continu depuis 2005 et les très bonnes performances budgétaires. Comme faiblesse, elle relève les engagements non couverts de la Caisse de pension. (LT)

Conjoncture

Le moral des consommateurs allemands ne décolle pas

Le moral des consommateurs allemands est en berne. Touché par la crise de la dette en zone euro et l'angoisse d'une récession, il a atteint son plus bas niveau depuis la fin 2010, a annoncé jeudi l'institut spécialisé GfK. Le GfK a annoncé que son indice de confiance des ménages, qui prévoit leur comportement en septembre d'après des données compilées en août, s'établit à 5,2 points et retrouve son niveau de novembre 2010. (AFP)

Le chômage suédois a reculé à 6,9% en juillet...

Le taux de chômage en Suède est tombé à 6,9% de la population active en juillet, après un pic à 8,8% en juin, a annoncé jeudi le Bureau central de la statistique (SCB). Le chômage en juillet a touché 359 000 personnes âgées entre 15 et 74 ans, soit un recul de 1,1 point de pourcentage sur un an, selon un communiqué du SCB. Ajusté des variations saisonnières, le taux de chômage en juillet est de 7,4%, soit 368 000 demandeurs d'emploi. (AFP)

... mais continue de progresser aux Etats-Unis

Les nouvelles inscriptions au chômage aux Etats-Unis ont progressé pour la deuxième semaine de suite. Elles retrouvent ainsi leur niveau le plus élevé depuis la mi-juillet. Le Département du travail à Washington a recensé 417 000 nouvelles demandes d'allocations de chômage – en données corrigées des variations saisonnières – du 14 au 20 août, soit 1,2% de plus que la semaine précédente. (AFP)

Rachat

Warren Buffett peut s'offrir Lubrizol pour 9,7 milliards

La Commission européenne a donné jeudi son accord pour le rachat de la société chimique Lubrizol par la holding financière

de Warren Buffett, Berkshire Hathaway. La transaction (annoncée début mars pour 9,7 milliards de dollars) avait été entachée de soupçon de délit d'initié de la part d'un ex-collaborateur du milliardaire. Gardienne de la concurrence, la Commission européenne a examiné les risques que pourrait poser ce rapprochement et a conclu à «l'absence de risque de verrouillage du marché des intrants ou de la clientèle». (AFP)

Alpiq rachète la société zurichoise Xamax AG

Alpiq, leader suisse de l'énergie basé à Neuchâtel, rachète pour un prix non divulgué la société zurichoise Xamax AG, fondée en 1930 et active dans l'optimisation énergétique. Cette entreprise compte plus de 1000 clients, dont le Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) ou encore le brasseur néerlandais Heineken. Xamax AG ne gardera son nom que jusqu'à fin 2011. (ATS)

Bloomberg débourse près d'un milliard pour BNA

Le prestataire de services pour l'industrie financière Bloomberg, détenu par le maire de New York Michael Bloomberg, a annoncé jeudi l'acquisition du spécialiste américain de l'information juridique et fiscale BNA, moyennant 990 millions de dollars en numéraire. BNA, dont le siège est à Arlington, dans la banlieue de Washington, est une société non cotée dont le capital est détenu par ses employés et anciens employés. (AFP)

Médias

Géants des médias prêts à racheter le groupe TVN

Le premier groupe européen de télévision RTL Group, filiale de l'allemand Bertelsmann, mais aussi le français Vivendi ou l'américain Time Warner sont prêts à déboursier plus d'un milliard d'euros pour prendre le contrôle de la société polonaise TVN, selon deux journaux allemands jeudi, le *Handelsblatt* et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. (AFP)

Déception boursière

**Valora annonce un profit net en légère hausse de 1,4%**

Valora a dégagé un bénéfice net de 26,3 millions de francs au premier semestre 2011, en légère hausse de 1,4% par rapport à la même période de 2010. En dépit d'un contexte difficile, le groupe commercial bâlois confirme jeudi ses objectifs annuels. Après correction d'effets dus aux taux de change défavorables et à l'absence de recettes liées l'an dernier à la vente des images Panini pour la Coupe du monde de football 2010, la progression ressort néanmoins à 9,3% pour le premier et à 4,8% pour le second. (ATS)

Le résultat de Diageo dopé

Le géant britannique des vins et spiritueux Diageo a annoncé

La Chine va jouer un «rôle majeur» au G20

Nicolas Sarkozy. Le président français a estimé que le prochain sommet du G20 à Cannes devra «prendre des décisions» pour relancer l'économie mondiale, et la Chine, «partenaire incontournable», joue un «rôle majeur» dans ce processus. En visite éclair à Pékin, Nicolas Sarkozy a été accueilli par son homologue Hu Jintao au Palais du peuple, au cœur de la capitale. Les entretiens étaient axés sur la préparation du prochain sommet du G20 et la situation économique en Europe. «Le président Hu Jintao n'est pas inquiet de la situation en zone euro», malgré l'emballage des déficits budgétaires, a



affirmé Nicolas Sarkozy. Ce dernier a également constaté une «grande identité de vues [entre la France et la Chine] sur l'appréciation de la situation internationale et sur la nécessité qu'il y aura à coordonner les politiques des membres du G20 pour prendre des initiatives». **AFP**

PUBLICITÉ

VOYAGE
BRÉSIL

Un nouveau monde émergent

Le Brésil est un géant bouillonnant et exubérant qui occupe la moitié du continent sud-américain. C'est un pays en pleine croissance et un monde émergent dont on parle beaucoup. Ce voyage vous en fera découvrir quelques aspects. Nature, histoire, géographie, perspectives économiques et sociales jalonneront ainsi votre périple. Vous commencerez à Rio de Janeiro, un site spectaculaire avec ses montagnes alentour qui furent le berceau de la production du café au XIXe siècle, vous visiterez ensuite la truculente Salvador, capitale très «africaine» du Brésil, avant de vous lancer dans une expédition «off road» le long des plages désertes du Nord-Est. Belém vous ouvrira ensuite une fenêtre sur l'Amazonie, Brasilia, capitale née du néant, vous donnera un aperçu de la modernité brésilienne, puis vous découvrirez les trésors baroques du Minas Gerais. L'ultime étape du voyage sera Nova Friburgo. Vous y ferez la connaissance de quelques descendants de ces Suisses romands qui ont fondé la ville en 1819. Ainsi, en 21 jours, vous plongerez dans un univers si riche et si coloré que vous n'aurez bientôt qu'une envie: y retourner!

Du 5 au 26 mai 2012

Votre guide conférencier

Jean-Jacques Fontaine est un ancien journaliste de la Télévision suisse romande. Sa découverte du Brésil remonte à 1984, il y était alors correspondant du «Journal de Genève». Depuis, il y est retourné chaque année, a épousé une Brésilienne de Nova Friburgo et s'y est installé définitivement. Il publie un blog mensuel, destiné à faire connaître au public francophone ce pays plein d'avenir. Au cours de ces 27 années, ses reportages et ses activités multiples l'ont amené à parcourir tous les recoins de cet immense continent. Nul ne peut mieux que lui expliquer et traduire pour des visiteurs européens l'âme profonde du Brésil. Il sera pour vous un guide privilégié.

ABONNÉ(E)S prix estimé par personne en chambre double	CHF 15 500.-
STANDARD prix estimé par personne en chambre double	CHF 16 000.-

Infos détaillées sur www.letemps.ch/voyages ou par téléphone au 021 671 60 00

Infos générales: Le Temps, par e-mail à carine.cuerel@letemps.ch – **Infos spécifiques:** Equinoxe Voyages SA, Christian Elmiger au 021 671 60 00. Chambre individuelle sur demande. Pour les participants, une séance d'information avant chaque voyage est organisée au siège du Temps.

EQUINOXE
création de voyages

LE TEMPS
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

Finance

Fonds de placement, opinions d'analystes, OPA du mois... Plus d'infos sur WWW.letemps.ch

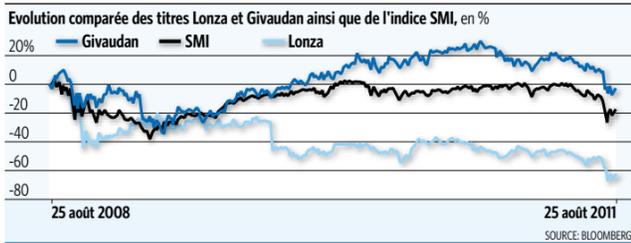
SMI Clôture: 5298,18 Performance sur 3 mois: -18,04% 	Stoxx Europe 600 Clôture: 227,07 Performance sur 3 mois: -18,13% 	S&P 500 18h00: 1166,62 Performance sur 3 mois: -11,67% 	Topix (Tokyo) Clôture: 751,82 Performance sur 3 mois: -8,06% 	Obligations, taux à 10 ans Etats-Unis: 2,235% Europe (Bund): 2,186% Suisse (Conf.): 1,018% 	Taux de change Euro, en francs: 1,1454 Dollar, en francs: 0,7970
---	--	--	--	---	---

Mieux capitalisée, Givaudan éjecte Lonza hors du SMI

> **Cotation** L'intérêt divergent des investisseurs modifiera la liste du Swiss Market Index en septembre

> **Performante** jusqu'en automne 2009, l'action Lonza est au plancher

Givaudan surpasse Lonza en bourse



Les sociétés concernées. La sortie du SMI peut en effet modifier des décisions de placement, notamment de certaines caisses de pension dont le règlement restreint les transactions en actions suisses aux sociétés intégrées au SMI.

Les deux sociétés chimiques avaient dû quitter le SMI en septembre 2007

Généralement, la figuration au SMI entraîne indirectement une augmentation du volume d'échange du titre qui se retrouve dans des produits dérivés et des placements basés sur l'indice SMI.

En septembre 2007, le SMI avait été resserré à 20 titres, contre 25, ce qui avait, à l'époque, relégué Givaudan et Lonza dans le SMIM qui comprend 30 titres. Lonza avait retrouvé le SMI en 2009, à la faveur d'un gros intérêt des investisseurs pour la société qui avait réussi sa spécialisation dans la

sous-traitance pour les entreprises pharmaceutiques, et tout particulièrement la préparation de médicaments issus de la biotechnologie. Aujourd'hui, le marché s'est détourné du secteur de la biotechnologie, ce qui explique en grande partie la baisse de capitalisation de Lonza, qui se situe en ce moment à 2,7 milliards de francs, contre plus de 7 milliards pour Givaudan.

L'autre raison, plus récente, tient à l'impact différent de la force du franc sur Lonza et Givaudan. Le groupe bâlois, qui s'est résigné à augmenter l'horaire de travail sur le site de Viège, sans compensation salariale, pour contrer la baisse de la compétitivité de la place industrielle suisse à l'exportation, subit de plein fouet les effets de change qui ont entamé sa marge bénéficiaire. Cet impact a été de 30 millions de francs en 2010 et de 44 millions durant le seul premier semestre 2011 durant lequel la marge bénéficiaire s'est réduite à 11,4%, contre 13,3% un an auparavant. Lonza, contrairement à Givaudan,

n'a pas été en mesure de compenser, par une augmentation des prix de vente de ses produits, cet effet de change et celui de la hausse des prix des matières premières.

Givaudan a aujourd'hui terminé l'effort d'intégration de Quest qui lui a coûté un tassement de sa marge bénéficiaire durant plusieurs années. La société genevoise, en position de force dans le secteur des parfums et des arômes, peut procéder à des adaptations de prix compensant la hausse des matières premières qui ont un impact de 200 millions de francs attendu en 2011. Cette somme sera «récupérée» par deux rondes d'augmentation des prix durant le deuxième semestre de cette année et le premier semestre 2012.

Givaudan peut se permettre d'augmenter ses prix de vente

Le parcours divergent des deux entreprises a débuté en été 2009. L'action Lonza, qui s'échangeait à plus de 110 francs à cette époque, vaut aujourd'hui moins de 50 francs. Celle de Givaudan s'est par contre valorisée de quelque 150 francs durant la même période. Après avoir atteint un pic à plus de 1000 francs à la fin de l'année passée, elle vaut aujourd'hui près de 750 francs.

La bourse suisse

Repli

Le marché suisse a ouvert la séance de jeudi en progression de 0,9% à 5376 points dans le sillage des préalables en provenance des Etats-Unis et d'Asie, qui se sont avérés positifs la veille ainsi qu'en début de journée. Durant l'après-midi, les inscriptions hebdomadaires au chômage aux Etats-Unis ont été plus mauvaises que prévu et cela a nettement tempéré l'ambiance. Ben Bernanke, directeur de la banque d'émission américaine (Fed), fera un discours aujourd'hui et pourrait profiter de l'occasion pour préparer les marchés à un nouvel assouplissement quantitatif («QE3»). Le SMI a clôturé en repli de 0,6% à 5298 points et le SPI de 0,4% à 4824 points. ● Après l'Allemagne il y a deux semaines, la Suisse a paraphé un accord fiscal avec la Grande-Bretagne mercredi soir. Les bancaires ont bénéficié de cet accord: UBS a gagné 0,3% à 11,14 francs, Julius Baer 0,9% à 30,24 francs et Credit Suisse Group 1,4% à 22,04 francs. En revanche, les assurances étaient orientées à la baisse. Zurich Financial Services a cédé 1% à 172,10 francs et Swiss Re 1,4% à 40,16 francs. ● Jefferies a réduit ses prévisions pour Actelion (-0,4% à 32,28 francs), en raison des remous persistants sur les marchés et des données attendues de MUSIC. L'objectif de cours a été ramené de 48 francs à 32 francs. Sur ces nouvelles bases, la valorisation du titre est conforme à celle du secteur pharmaceutique européen, selon les analystes, qui restent à «garder» sur le titre. Novartis et Roche ont respectivement lâché 1,3% à 44,99 francs et 0,3% à 135,10 francs. ● Avant la publication des chiffres semestriels de Partners Group (-0,08% à 129,90 francs), les analystes d'UBS ont réexaminé leurs prévisions. En tablant sur des monnaies plus faibles, ils ont abaissé leurs prévisions BPA de 6 à 8% pour 2011 à 2013. La baisse de l'euro et du dollar devrait avoir une influence négative, étant donné que 90% des revenus sont versés dans ces deux monnaies. Compte tenu de la révision à la baisse des prévisions, les experts ont ramené l'objectif de cours sur le titre de 158 francs à 142 francs. Ils ont toutefois maintenu la recommandation «neutre».

BCGE, Salle des marchés

New York

Retour dans le rouge

La bourse de New York se repliait nettement jeudi à la mi-séance, après trois séances de hausse, la prudence reprenant le dessus à la veille d'une intervention du patron de la banque centrale américaine (Fed): le Dow Jones perdait 1,32% et le Nasdaq 1,46%. L'indice élargi Standard & Poor's 500 lâchait, quant à lui, 1,32%. AFP

Europe

Effets de rumeur

Après une matinée relativement calme, avec l'ensemble des marchés en hausse dans de faibles volumes, l'après-midi fut d'un tout autre acabit, les marchés réagissant à plusieurs bruits de couloir. A la suite d'une rumeur sur la dégradation de la note de la dette allemande, le Dax abandonnait en 15 minutes près de 5% entraînant avec lui l'ensemble des places européennes. Quelques démentis plus tard, la situation se stabilisait et la journée se terminait sur une baisse plus raisonnable. ● Suite à des résultats plutôt satisfaisants, Crédit Agricole (+4,81%) atteignait même +10% durant la journée. ● Gemalto (+6,33%), le numéro un mondial de la carte à puce, affichait des résultats et surtout de belles perspectives pour l'année qui séduisaient les investisseurs. ● L'Eurostoxx50 terminait en baisse de 0,98% à 2216,70%.

La start-up Aleva lève 10 millions

> **Parkinson** Les essais cliniques vont démarrer

La société lausannoise Aleva Neurotherapeutics a développé un implant miniature destiné à être introduit dans le cerveau. Il permet de bloquer par stimulation électrique les signaux qui engendrent les symptômes de la maladie de Parkinson.

Fondée en 2008, Aleva a levé 10 millions de francs auprès de BioMedInvest, BB Biotech Ventures ainsi qu'Initiative Capital Romandie et des investisseurs privés. Ce financement permettra à Aleva de passer en phase clinique. Les premiers essais débiteront cet automne au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV).

La start-up espère parvenir à une thérapie plus ciblée en évitant la stimulation de zones saines du cerveau et en réduisant au maximum les effets secondaires. A plus long terme, cet implant pourrait traiter d'autres pathologies aussi variées que l'épilepsie, l'obésité due à un dysfonctionnement endocrinien, ou certaines maladies psychiques résistantes aux traitements habituels. Ghislaine Bloch

Warren Buffett investit 5 milliards dans Bank of America

> **Fonds** La banque faisait l'objet de rumeurs depuis plusieurs jours

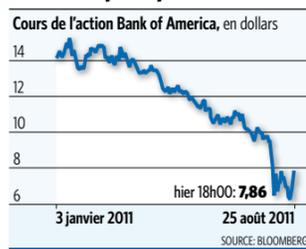
Bank of America a pu respirer jeudi. Son action a bondi jusqu'à 20% à l'ouverture de la bourse, alors que Warren Buffett annonçait son intention d'investir 5 milliards de dollars (près de 4 milliards de francs) pour renforcer le capital de la banque américaine, via le fonds d'investissements Berkshire Hathaway.

Dans un communiqué, le milliardaire américain assure que Bank of America est une entreprise «solide, bien gérée». Conformément à leur accord, il acquiert 50 000 actions préférentielles émises à 100 000 dollars chacune et offrant un intérêt annuel de 6%. Warren Buffett va recevoir des «warrants», des instruments lui permettant à tout moment, dans les dix prochaines années, de souscrire pour 700 millions d'actions au prix de 7,14 dollars chacune. En 2008, l'investisseur avait surpris en injectant la même somme dans le capital de Goldman Sachs.

Tension sur l'action

Le titre de «BofA» avait été malmené en début de semaine, de nombreux analystes estimant que l'établissement aurait besoin d'une augmentation de capital. Mardi, les CDS, ces titres permettant de se protéger contre le risque de défaut,

Fin de la panique?



avaient même frôlé les niveaux record atteints pendant la crise financière. L'impossibilité de vendre l'entier de la participation de BofA dans China Construction Bank - ses dirigeants ont assuré lundi que la banque américaine conservera au moins la moitié de sa participation -, a nourri les doutes sur le manque de liquidité.

La tension était montée d'un cran lorsqu'un blogueur du site Business Insider, Henry Blodget, a calculé que l'exposition au marché immobilier et aux banques européennes de BofA, pourrait l'obliger à lever 100 à 200 milliards de dollars. Des «allégations», «exagérées et sans fondement», avait rétorqué Bank of America, qui s'est fendue d'une déclaration rappelant que le blo-

gueur avait été banni du secteur financier par le gendarme boursier en 2003.

Selon Bloomberg, la banque avait également été contrainte d'écartier, dans un mémo interne, les spéculations d'autres blogueurs annonçant le rachat imminent de BofA par JP Morgan, orchestré par le Trésor américain. De quoi rappeler la crise de 2008. Hier, Brian Moynihan, le directeur de BofA a assuré «rester confiant dans le fait que nous ayons le capital et les liquidités nécessaires pour nos activités». Tout en reconnaissant «qu'un large investissement de Warren Buffett représente un soutien solide à notre vision et notre stratégie».

Perte record

Au deuxième trimestre, la plus grande banque américaine par actifs a affiché une perte record de 8,83 milliards de dollars, qui s'expliquait notamment par le besoin de mettre de côté 20 milliards pour faire face aux procédures judiciaires concernant des prêts hypothécaires de Countrywide, que la banque a racheté il y a trois ans. 3500 postes devaient être supprimés ce trimestre. Depuis janvier, la valeur boursière de la banque a pratiquement été divisée par deux. Mathilde Farine

PUBLICITE

OLIVIER FRANCOIS
AUSONI
est. 1906

Place St-François 5, 1003 Lausanne Rue Centrale, 1884 Villars-sur-Ollon

-20% remise de change

NOUS SOMMES COMPETITIFS !

PROFITEZ DE NOTRE BONUS €
SUR TOUTES NOS NOUVELLES COLLECTIONS

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du jeudi, 25.08.2011, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2011 en %

Aberdeen Global Services S.A.
www.aberdeen-asset.com
Tél. (352) 46 40 10820
Fax (352) 245 29 056



American Equity A2	USD 2/1 e	-	-
As Loc Coy Shrt Dur. Bd A2	USD 2/1 e	4.34	-0.7
Asia Pacific Equity A2	USD 2/1 e	62.47	-9.7
Asian Prop Share A-2	USD 2/1 e	14.59	-8.8
Australasian Equity A2	AUD 2/1 e	-	-
Chinese Equity A2	USD 2/1 e	21.88	-10.9
Dividend Europe A2	EUR 2/1 e	139.80	-2.2
East Euro Equity A2	EUR 2/1 e	93.77	-8.3
Emerg Market Corp Bond A2	USD -/	10.00	-
Emerg Market Lc Coy Bd A2	USD 2/1 e	11.22	4.9
Emerging Markets Bond A2	USD 2/1 e	33.93	6.0
Emerging Markets Equity A2	USD 2/1 e	-	-
Euro High Yield Bond A2	EUR 2/1 e	14.06	-6.5
European Equity A2	EUR 2/1 e	29.88	-12.7
High Yield Bond D1	GBP 2/1 e	1.01	-7.8
Infrastructure A2	USD -/	7.52	-9.4
Japanese Equity A2	JPY 2/1 e	-	-
Japanese Sm Co's A2	JPY 2/1 e	531.70	-2.7
Latam A2	USD 2/1 e	4519.19	-2.2
Responsible World Equity A2	USD -/	8.43	-5.9
Russian A2	EUR 2/1 e	9.96	-12.2
Technology A2	USD 2/1 e	-	-
UK Equity A2	GBP 2/1 e	-	-
World Bond A2	GBP 2/1 e	1.60	-3.2
World Equity A2	USD 2/1 e	-	-
World Resources A2	USD 2/1 e	13.97	-1.1

Aberdeen Global II

Asia Fix Inc A2	USD -/	151.17	4.8
Asian Smaller Companies A2	USD 2/1 e	36.40	0.0
Australian USD Bond A2	AUD -/	3628.89	8.0
Canadian USD Bond A2	CAD -/	3332.99	4.9
Convertible Europe A2	EUR -/	12.48	-9.7
Em Mkts SmI Cos A2	USD 2/1 e	16.21	-3.8
Emerg Europe Fix Income A2	EUR -/	207.85	-2.3
Euro Equity (ex UK) A2	EUR 2/1 e	8.48	-1.8
Euro Government Bond A2	EUR -/	407.38	2.4
India Equity A2	USD 2/1 e	103.19	-5.1
Multi Asset Asia Pacific A2	USD -/	165.38	0.0
Responsible World Equity	USD 2/1 e	9.07	1.2
Short Term Euro Bond A2	EUR -/	143.17	0.9
Short Term USD Bond A2	USD -/	302.46	0.8
Sterling Aggregate Bond A2	GBP -/	1956.77	4.6
Sterling Bond D1	GBP -/	0.99	2.7
Sterling Financials Bond A2	GBP 2/1 e	1.94	1.7
USD Bond A2	USD -/	3364.46	4.1

Aberdeen Money Markets

Money Market Fund-Can A2	CAD -/	2183.87	0.5
Money Market-Eur A2	EUR -/	443.13	0.4
Money Market-Sterling A2	GBP -/	4738.30	0.3
Money Market-USD A2	USD -/	3053.28	0.1

Aberdeen MultiFund

MF (Lux) Balanced Global A2	EUR -/	13.66	-8.4
MF (Lux) Constellation Global A2	EUR -/	14.59	-16.4
MF (Lux) Equity Europe A2	EUR -/	15.19	-16.6
MF (Lux) Moderation A2	EUR -/	10.94	-3.9

ABS Investment Management LLC
Equity L/S Strategies



Direction des Fonds: Pvb Pernet von Balmoos AG
Tél. 044 205 51 51, www.pvbsswiss.com

Investissements alternatifs

PvB Andante - Europe K (EUR)	EUR 2/1 bf	9759.35	-2.6
PvB Andante - G7 K (CHF)	CHF 2/1 bf	9856.95	0.1
PvB Andante - G7 K (EUR)	EUR 2/1 bf	10593.60	0.6
PvB Andante - G7 K (USD)	USD 2/1 bf	11211.20	0.4
PvB Andante - X-G7 K (CHF)	CHF 2/1 bf	13008.50	3.5
PvB Andante - X-G7 K (EUR)	EUR 2/1 bf	13828.60	4.1
PvB Andante - X-G7 K (USD)	USD 2/1 bf	15038.30	3.9

Active Niche Funds S.A.
Tél. 021 320 11 01
www.ativenf.ch



Représentant pour la Suisse: Carnegie Funds Services S.A.
Tél. 022 705 11 77, www.carnegie-fund-services.ch

Fonds en actions

Luxemb. Sel. Fd-Active Solar CHF	CHF 2/1 e	36.21	-33.8
Luxemb. Sel. Fd-Active Solar EUR	EUR 2/1 e	35.79	-34.7
Luxemb. Sel. Fd-Active Solar USD	USD 2/1 e	39.05	-34.4

Adamant Biomedical Investments AG
Tél. 061 275 92 00
www.adamantinvest.com



Fonds en actions

Adamant Global Generika A	CHF 5/5 e	860.75	-17.4
Adamant Global Medtech A	CHF 5/5 e	837.94	-18.8
Adamant Healthcare Trends A	CHF 5/5 e	651.64	-23.4

Alegra Capital Ltd.
www.alegracapital.com
alegra capital

Direction des Fonds: Pvb Pernet von Balmoos AG
Tél. 044 205 51 51, www.pvbsswiss.com

Autres fonds

Asset-Backed Securities Fund A	USD 2/3 bf	1720.48	46.0
Asset-Backed Securities Fund S	USD 2/3 bf	189.32	38.9

Amundi ASSET MANAGEMENT

Représentant en Suisse: CACEIS Fastnet (Suisse) SA, Nyon
Tél. +41 22 360 94 00

Amundi Funds Classic Capi.

Absolut Forex Asia Pacific	JPY 1/1 e	10226.00	-0.7
Absolute High Yield	EUR 1/1 e	100.90	-2.4
Absolute Statistical Arbitrage	EUR 1/1 e	90.78	-8.3
Absolute VaR 2 (EUR)	USD 2/1 e	115.25	-2.2
Absolute VaR 2 (EUR)	GBP 1/1 e	98.19	-
Absolute VaR 2 (USD)	USD 1/1 e	117.36	-2.8
Absolute Var 4 (EUR)	EUR 1/1 e	108.98	-3.4
Absolute Var 4 (USD)	USD 1/1 e	105.14	-4.6
Absolute Volatility Arbitrage	EUR 1/1 e	115.94	-1.0
Absolute Volatility Euro Equity	EUR 1/1 e	150.85	0.2
Absolute Volatility World Eq.	USD 1/1 e	139.93	0.4
Bond Euro Aggregate	EUR 1/1 e	101.08	-
Bond Euro Corporate	EUR 1/1 e	15.31	1.3
Bond Euro High Yield	EUR 1/1 e	14.26	-6.3
Bond Euro Inflation	EUR 1/1 e	131.29	1.2
Bond Europe	EUR 1/1 e	141.20	-1.8
Bond Global	USD 1/1 e	24.02	0.7
Bond Global Aggregate	USD 1/1 e	164.40	-1.4
Bond Global Corporate	USD 1/1 e	122.60	-1.1
Bond Global Emerging	USD 1/1 e	28.18	5.6
Bond Global Inflation	EUR 1/1 e	113.42	6.2
Convertible Global	EUR 1/1 e	10.06	-6.8
Equity Asia Global	EUR 1/1 e	77.01	-15.9
Equity ASEAN	USD 1/1 e	89.70	-2.9
Equity Asia Ex Japan	USD 1/1 e	23.66	-12.5
Equity Brazil	USD 1/1 e	104.25	-17.9
Equity Emerging Europe	EUR 1/1 e	27.09	-20.6
Equity Emerging Internal Demand	USD 1/1 e	88.53	-11.0

Equity Emerging World	USD 1/1 e	92.00	-15.2
Equity Euro Select	EUR 1/1 e	102.97	-21.5
Equity Euroland Small	EUR 1/1 e	79.82	-
Equity Europe Restructuring	EUR 1/1 e	55.88	-21.1
Equity Global Agriculture	USD 1/1 e	84.33	-8.9
Equity Global Clean Planet	EUR 1/1 e	54.06	-23.1
Equity Global Resources	EUR 1/1 e	86.22	-9.1
Equity Global Select	USD 1/1 e	7.58	-7.9
Equity Greater China	USD 1/1 e	467.11	-14.0
Equity India	USD 1/1 e	144.52	-20.4
Equity India Infrastructure	USD 1/1 e	56.05	-22.2
Equity Japan Value	JPY 1/1 e	5431.00	-15.8
Equity Korea	USD 1/1 e	20.39	-8.2
Equity Latin America	USD 1/1 e	623.19	-18.0
Equity Thailand	USD 1/1 e	101.20	6.2
Equity US Opportunities	USD 1/1 e	95.3	-13.4
Europe Select	EUR 1/1 e	112.01	-19.8
Index Equity Euro	EUR 1/1 e	79.76	-19.9
Index Equity Europe	EUR 1/1 e	90.37	-17.0
Index Equity North America	EUR 1/1 e	104.16	-13.3
Index Equity Pacific	EUR 1/1 e	123.45	-18.5
Index Global Bond (EUR) Hedged	EUR 1/1 e	116.77	5.0
Money Market Euro	EUR 1/1 e	100.13	-
Money Market USD	USD 1/1 e	100.02	-
Multimanagers Long / Short Equity	EUR 1/1 e	95.71	-4.2

Amundi Interinvest

Amundi Interinvest - Gb. Dpts Port.	EUR 1/1	1178.58	-6.5
Amundi Interinvest - Intern. Debts	EUR 1/1	1375.86	-9.6
Amundi Interinvest - Short Term I	EUR 1/1	4775.11	-
Amundi Interinvest - Short Term I	USD 1/1	2801.79	0.2
Amundi Interinvest - Short Term P	EUR 1/1	112.71	0.4
Amundi Interinvest - Short Term P	USD 1/1	114.48	0.1
Amundi Interinvest - Short Term S	EUR 1/1	114.19	0.4
Amundi Interinvest - Short Term S	USD 1/1	115.69	0.1

AS Investment Management
Tél. +41 22 716 52 00
www.as-im-com



AS Eq. Fund - Flexibil.Switzerland

AS Eq. Fund - Flexibil.Switzerland	CHF 2/2 a	74.70	-17.3
AS Eq. Fund - Opport. Switzerland	CHF 2/2 a	96.30	-5.1

AXA-Winterthur
Tél. 043 299 12 04
www.axa-winterthur.ch



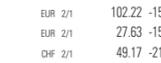
Fonds en obligations

Win Fund Bond-Index CH	CHF 4/3 e	105.45	4.4
------------------------	-----------	--------	-----

Fonds en actions

Win Fund Equity-Index CH	CHF 4/3 e	85.21	-15.0
--------------------------	-----------	-------	-------

Baloise Fund Invest
Tél. +41 58 285 70 32
Fax +41 58 285 91 47
www.baloisefundinvest.com



Fonds en obligations

BFI EuroBond (EUR) R	EUR 2/1	72.47	2.8
BFI Swissfranc Bond (CHF) R	CHF 2/1	109.11	2.1

Fonds en actions

BFI Equity Fund (EUR) R	EUR 2/1	102.22	-15.4
BFI EuroStock (EUR) R	EUR 2/1	27.63	-15.7
BFI InterStock (CHF) R	CHF 2/1	49.17	-21.7
BFI SwissStock (CHF) R	CHF 2/1	65.79	-18.6

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A.

Représentant en Suisse: Banque Privée Edmond de Rothschild SA, Genève, Tél. +41 22 818 91 11

BBVA Durbana Grandfathering BdA	EUR 2/2	49.55	-2.0
BBVA Durbana Latam Fixed IncA	USD 2/2	83.22	6.1
BBVA Durbana Multstr 80/20 EUR	EUR 2/2	95.19	-7.0
BBVA Durbana Multstr 80/20 USD	USD 2/2	96.47	-6.3
BBVA Durbana Renta EUR	EUR 1/1 a	101.78	-1.2
BBVA Durbana Renta USD	USD 1/1 a	104.62	-0.5
BBVA Durbana Renta Var.Gbl EUR	EUR 2/2	109.03	-16.7
BBVA Durbana Renta Var.Gbl USD	USD 2/2	112.03	-10.4
Monetario EUR	EUR 2/2	101.90	1.0
Monetario USD	USD 2/2	100.74	0.4

Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA
Tél. +41 44 214 23 33, www.oppenheim.ch

SAL. OPPENHEIM

Oppenheim Pharma/wHealth	EUR 2/1 e	186.02	-14.5
--------------------------	-----------	--------	-------

Banque Bonhôte & Cie SA
Tél. +41 32 722 10 00
info@bonhote.ch
www.bonhote.ch



B. Alter. Multi-Arbitrage (CHF)

B. Alter. Multi-Arbitrage (CHF)	CHF 2/1 b	10895.00	-1.6
B. Alter. Multi-Arbitrage (EUR)	EUR 2/1 b	7539.00	-1.4
B. Alter. Multi-Arbitrage (USD)	USD 2/1 b	8136.00	-1.8
B. Alter. Multi-Performance (CHF)	CHF 2/1 b	13714.00	-1.2
B. Alter. Multi-Performance (EUR)	EUR 2/1 b	9425.00	-0.6
B. Alter. Multi-Performance (USD)	USD 2/1 b	10428.00	-0.8
B. Sel. - BRIC Multi-Fonds (CHF)	CHF 2/1 a	105.28	-28.3
B. Sel. - Oblig HR Multi-Fds (CHF)	CHF 2/1 a	103.60	-10.1
B. Strategies - Monde (CHF)	CHF 2/2 a	118.58	-10.9
B. Strategies - Obligations (CHF)	CHF 2/1 a	97.79	-6.1
Bonhôte-Immobilier (CHF)	CHF 2/2 e	118.00	3.9

Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 00
www.bcgge.ch
info@bcgge.ch



Asia Pacific Performance -A

Asia Pacific Performance -A	EUR 2/1 e	27.60	-2.5
Asia Pacific Performance -B	USD 2/1 e	38.30	-2.5
Asia Pacific Performance -C	EUR 2/1 e	26.61	-2.8
Asia Pacific Performance -D	USD 2/1 e	37.08	-2.9
La Foncière	CHF 2/2 e	79.00	6.9

Fonds en obligations

BCGE Synchrony Finest of LPP Bonds Ad	CHF 1/3 a	1074.01	2.7
BCGE Synchrony Swiss Govt Bonds	CHF 4/3 e	1115.76	5.3

Fonds en actions

BCGE Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1 e	880.15	-25.0
BCGE Synchrony Europe Equity	EUR 4/3 f	894.58	-17.4
BCGE Synchrony Swiss Equity	CHF 4/3 e	1609.80	-18.1
BCGE Synchrony US Equity	USD 4/3 f	1018.97	-9.9

Fonds d'allocation d'actifs

BCGE Rainbow Balanced (CHF)	CHF 2/1 f	107.83	-11.9
BCGE Rainbow Balanced (EUR)	EUR 2/1 f	98.27	-7.3
BCGE Rainbow Defensive (CHF)	CHF 2/1 f	95.84	-6.7
BCGE Rainbow Dynamic (CHF)	CHF 1/1 f	76.28	-17.0
BCGE Rainbow Dynamic (EUR)	EUR 1/1 f	96.88	-11.3
BCGE Rainbow World Equity (CHF)	CHF 1/1 f	65.16	-24.6

BCGE Synchrony Finest of LPP 25 A	CHF 1/1 a	902.94	-5.6
BCGE Synchrony Finest of LPP 40 A	CHF 1/1 a	819.31	-9.5
BCGE Synchrony Finest of LPP 40 SRI Ac	CHF 1/1 a	779.36	-9.5

Banque CIC (Suisse) SA
Tél. +41 61 264 14 51
www.cic.ch



Fonds en obligations

CIC CH Fund - Bond CHF B	CHF 2/1 e	1158.50	0.3
CIC CH Fund - Bond CHF F	CHF 2/1 e	1009.18	-
CIC CH Fund - Bond Europe B	EUR 2/1 e	718.89	-0.7

Fonds en actions

CIC CH Fund - Action Swiss B	CHF 2/1 e	1349.77	-21.7
------------------------------	-----------	---------	-------

Fonds d'allocation d'actifs

CIC CH Fund - Strategy Global (CHF) B	CHF 2/1 e	771.93	-13.6
CIC CH Fund - Strategy Global (EUR) B	EUR 2/1 e	519.23	-9.1

Autres fonds

CIC CH Fund - Bond Convert B	EUR 2/1 e	1024.14	-6.4
CIC CH Fund - Bond Convert C	CHF 2/1 e	93.59	-

Banque de Dépôts et de Gestion
Tél. +41(0)21 341 85 11
www.bdg.ch
info@bdg.ch



Fonds en obligations

BDG Bonds Opportunities (EUR)	EUR 3/2 e	994.86	-2.7
-------------------------------	-----------	--------	------

Fonds en actions

BDG Swiss Stocks	CHF 3/2 e	960.17	-15.7
------------------	-----------	--------	-------

Banque Baring Brothers Sturza SA
Tél. +41 22 317 98 11
funds@bbbsa.ch
www.bbbsa.ch



Nippon Growth (UCITS) Fd A

Nippon Growth (UCITS) Fd A	JPY 2/1 a	51581.00	-19.1
Nippon Growth (UCITS) Fd B acc	JPY 2/1 a	43487.00	-19.3
Nippon Growth (UCITS) Fd C dist	JPY 2/1 a	42108.00	-19.1
Nippon Growth Fund	JPY 2/1 a	53596.00	-14.7
Strategic China Panda Fund	EUR 2/1 e	1881.79	-9.5
Strategic China Panda Fund	GBP 2/1 e	1813.28	-9.4
Strategic China Panda Fund	USD 2/1 e	1906.57	-9.6
Strategic Emerging Europe Fund	EUR 2/1 e	1102.78	-3.1
Strategic Emerging Europe Fund	USD 2/1 e	1085.44	4.0
Strategic Euro Bond Fund acc	EUR 2/1 e	1066.97	0.0
Strategic Euro Bond Fund dist	EUR 2/1 e	1018.82	-0.5
Strategic			

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du jeudi, 25.08.2011, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2011 en %

CS PF (Lux) Income (USD) B	USD 2/1	e	229.33	0.0
CS SICAV One (Lux) Challenger (Euro) EUR	EUR 2/1	e	88.48	-3.6
CS SICAV One (Lux) Challenger (Sfr) B	CHF 2/1	e	83.39	-5.6
CS SICAV One (Lux) Defender (Euro) B	EUR 2/1	e	98.75	-1.7
CS SICAV One (Lux) Defender (Sfr) B	CHF 2/1	e	91.68	-3.3
CSF (Lux) TR GI BRIC (Euro) B	EUR 2/1	e	96.44	-4.3

Fonds immobiliers				
CS 1a Immo PK	CHF 5/5	e	1350.00	2.7
CS REF Green Property	CHF 5/5	e	110.50	-2.2
CS REF Hospitality	CHF 2/1	e	98.50	-4.4
CS REF International	CHF 5/5	e	1020.00	1.6
CS REF Interswiss	CHF 5/5	e	223.50	4.0
CS REF LivingPlus	CHF 2/1	e	118.40	-0.1
CS REF PropertyPlus	CHF 5/5	e	139.60	3.6
CS REF Siat	CHF 5/5	e	166.60	8.8

Investissements alternatifs				
CS SO (Lux) SM Cap Alpha L/S B	EUR 2/1	af	101.17	-
CS SO (L) Prim Mul-Strat B EUR	EUR 2/1	af	100.29	-1.5
CS Solut. (L) DJ CS AllHedge Index B	USD 2/1	af	87.16	-4.5
CSPOST (Lux) Multi Strategy B	USD 2/1	af	1298.62	1.4
responsAb GI Microfinance Fd B	USD 4/1	bf	134.14	1.9

Autres fonds				
CS BF (CH) Convert Intl A CHF	CHF 2/1	e	141.42	-19.2
CS Commodity Fund Plus (CH) Euro B	EUR 2/1	af	6.75	-3.0
CS Commodity Fund Plus (CH) Sfr B	CHF 2/1	af	8.09	-2.8
CS ETF (CH) SBIDG 1-3	CHF 3/3	e	95.63	0.1
CS ETF (CH) SBIDG 3-7	CHF 3/3	e	98.76	4.1
CS ETF (CH) SBIDG 7-15	CHF 3/3	e	116.48	7.4
CS SO (L) IdxSelect Bal (CHF) B	CHF 2/1	e	88.62	-12.5
CS SO (L) IdxSelect Bal (EUR) B	EUR 2/1	e	99.58	-3.4
CS SO (L) IdxSelect CG (CHF) B	CHF 2/1	e	84.85	-17.0
CS SO (L) IdxSelect CG (EUR) B	EUR 2/1	e	97.49	-13.3
CS SO (L) IdxSelect Inc (CHF) B	CHF 2/1	e	93.32	-7.4
CS SO (L) IdxSelect Inc (EUR) B	EUR 2/1	e	101.11	-5.6

de Pury Pictet Turrettini S.A.
Tél. 022 317 00 30
www.ppt.ch

Représentant pour la Suisse:
Pictet Funds S.A.
610, route des Acacias, 1211 Genève 73

Fonds en actions				
GuilÉ Emerg Markets Engagement Fd	AUSD 2/1	af	185.78	-16.6
GuilÉ Emerg Markets Engagement Fd	BUSD 2/1	af	189.36	-16.2
GuilÉ European Engagement Fd A	EUR 2/1	af	76.09	-14.5
GuilÉ European Engagement Fd B	EUR 2/1	af	77.43	-14.0

DEGROOF BANQUE PRIVEE SA
Tél. +41 22 817 35 00
Fax +41 22 817 35 01
e-mail: contact@degroof.ch

Fonds en actions				
IT Fd Techno Global - Cl. Classique	EUR 1/1	e	476.16	-24.6

Delman SA
Tél. +41 22 317 10 20
Fax. +41 22 317 10 31
www.delman.ch

Fonds en actions				
FF-China Consumer Fd A-Acc-EUR	EUR 1/1	e	9.44	-
FF-China Consumer Fd A-Acc-USD	USD 1/1	e	9.94	-
FF-China Consumer Fd A-EUR	EUR 1/1	e	9.47	-
FF-China Consumer Fd A-USD	USD 1/1	e	9.93	-
FF-China Consumer Fd Y-Acc-USD	USD 1/1	e	9.97	-

Deutsche Bank (Schweiz) AG
Tél. +41 44 224 53 50
www.pwm.db.com

Direction des Fonds:
PvB Pernet von Ballmoos AG

Fonds immobiliers				
Rüd Blass Immo CH Dachfonds A CHF	CHF 1/1	a	1352.97	4.2
Rüd Blass Immo CH Dachfonds I CHF	CHF 1/1	a	1355.05	4.6

Dominicé & Co Asset Management
www.dominice.com

Fonds en actions				
Swiss Equity Discovery Fund	CHF 1/1	f	72.14	-21.2

EFG Bank
Tél. +41 22 918 71 71
www.efgbank.com

Fonds en actions				
EFG Asia	USD 2/1	e	169.67	-8.6
EFG Europe	EUR 2/1	e	97.95	-19.1
EFG North America	USD 2/1	e	92.86	-14.3
EFG Switzerland	CHF 2/1	e	106.69	-22.0

Autres fonds| EFG GIS Dynamic Allocation | EUR 2/2 | e | 89.90 | -9.7 |
| Intelbond | EUR 2/2 | f | 48.96 | -0.1 |

EFG Bank
Tél. +41 22 918 71 71
www.efgbank.com

Fonds en actions				
EFG Asia	USD 2/1	e	169.67	-8.6
EFG Europe	EUR 2/1	e	97.95	-19.1
EFG North America	USD 2/1	e	92.86	-14.3
EFG Switzerland	CHF 2/1	e	106.69	-22.0

EIC Partners AG
Tél. +41 43 844 10 00
Fax +41 43 844 10 01
www.eicpower.com

Fonds en obligations				
EIC Energy Utility Fund A (CHF)	CHF 2/1	e	50.96	-15.0
EIC Energy Utility Fund A (EUR)	EUR 2/1	e	44.54	-8.2
EIC Energy Utility Fund I (CHF)	CHF 2/1	e	67.95	-15.6
EIC Energy Utility Fund I (EUR)	EUR 2/1	e	58.59	-8.2
EIC Renewable Energy Fund A	EUR 2/1	e	56.78	-20.1
EIC Renewable Energy Fund I	EUR 2/1	e	55.21	-19.7

Ethos
Tél. 022/ 716 15 55
Fax 022/ 716 15 56
www.ethosfund.ch

Fonds en obligations				
Bonds CHF	CHF 3/3	e	132.55	4.1
Bonds International	CHF 3/3	e	91.09	-7.4

Fonds en actions				
Equities CH Index. C.G.	CHF 3/3	e	122.38	-16.6
Equities Eur ex CH Index C.G.	CHF 3/3	e	45.53	-23.1
Equities Europe ex CH	CHF 3/3	e	64.81	-21.0
Equities North America	CHF 3/3	e	40.07	-17.8
Equities North America (RPF)	CHF 3/3	e	40.78	-17.5
Equities Pacific	CHF 3/3	e	52.16	-22.4
Equities World ex CH (RPF)	CHF 3/3	e	58.46	-19.1
Pictet-Ethos(CH)Sw SustEq-E	CHF 2/2	e	81.27	-17.6

Falcon Private Bank Ltd.
Tél. 044 227 55 55
www.falconpb.com

Fonds en obligations				
Falcon Bond Fund CHF A	CHF 2/1	e	1699.71	2.9
Falcon Bond Fund EUR A	EUR 2/1	e	81.72	3.3

Fonds en actions				
Falcon CH Sm&Mid Cap Eq I	CHF 2/1	e	123.66	-25.6
Falcon CH Sm&Mid Cap Eq T	CHF 2/1	e	120.87	-25.8
Falcon European Equity Fund A	EUR 2/1	e	750.85	-16.5

Falcon Gold Equity Fund A	USD 2/1	e	632.51	-6.8
Falcon Gold Equity Fund Asia A	USD 2/1	e	138.31	-5.7
Falcon Gold Equity Fund H	EUR 4/1	e	97.85	-
Falcon Gold Equity Fund I Asia	USD 4/1	e	144.59	-
Falcon Swiss Equity Fund A	CHF 2/1	e	264.85	-17.2

Fonds d'allocation d'actifs				
Falcon Best Select - Mixed (CHF)	CHF 2/1	e	76.77	-15.5
Falcon Global Portfolio Fund A	CHF 2/1	e	1608.95	-14.4

Investissements alternatifs				
Falcon Cat Bond Fund CHF A	CHF 2/1	bf	107.92	-3.9
Falcon Cat Bond Fund CHF I	CHF 2/1	bf	11003.61	-3.7
Falcon Cat Bond Fund EUR A	EUR 2/1	bf	118.83	-3.8
Falcon Cat Bond Fund USD A	USD 2/1	bf	122.88	-3.7

Fidelity Funds II SICAV
Tél. 0800 55 27 66
www.fidelity.ch

Représentant pour la Suisse:
BNP Paribas Securities Services, Paris,
succursale de Zurich, Tél. +41 58 212 63 77

Fonds en instruments du marché monétaire				
Fidelity Fds II GBP Ccy Fd A GBP	GBP 1/1	e	21.57	0.0
Fidelity Fds II AUD Ccy Fd A AUD	AUD 1/1	e	34.80	2.4
Fidelity Fds II CHF Ccy Fd A CHF	CHF 1/1	e	31.59	0.0
Fidelity Fds II Euro Ccy Fd A EUR	EUR 1/1	e	17.85	0.0
Fidelity Fds II USD Ccy Fd A USD	USD 1/1	e	33.38	0.0

Fidelity Funds SICAV
Tél. 0800 55 27 66
www.fidelity.ch

Représentant pour la Suisse:
BNP Paribas Securities Services, Paris,
succursale de Zurich, Tél. +41 58 212 63 77

Fonds en obligations				
Fidelity Fds Int Bd Fd A Acc Euro	EUR 1/1	e	11.69	2.8
Fidelity Fds Int Bd Fd A Acc USD	USD 1/1	e	13.39	6.8
Fidelity Fds USD Bond Fd A Acc USD	USD 1/1	e	12.98	6.6
Fidelity Fds USD Bond Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	6.53	4.2
Fidelity Fds Asian Bd Fd A-Acc-USD	USD 1/1	e	10.32	-
Fidelity Fds Asian Bd Fd Y-Acc-USD	USD 1/1	e	10.33	-
Fidelity Fds Asian Hh Yld Fd A Acc	EUR 1/1	e	10.49	-10.3
Fidelity Fds Asian Hh Yld Fd A Acc	EUR 1/1	e	11.65	-3.5
Fidelity Fds Eur H Y Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	13.04	-18.1
Fidelity Fds Eur H Y Fd A EUR	EUR 1/1	e	8.66	-6.9
Fidelity Fds Eur H Y Fd A-USD (h)	EUR 1/1	e	9.29	-
Fidelity Fds Euro Bd Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	11.66	2.1
Fidelity Fds Euro Bd Fd A EUR	EUR 1/1	e	11.19	-0.5
Fidelity Fds Strig Bd Fd A Acc GBP	GBP 1/1	e	1.30	6.1
Fidelity Fds Strig Bd Fd A Acc GBP	GBP 1/1	e	0.30	3.5
Fidelity Fds Targ 2035(Eur) Fd A	EUR 1/1	e	16.12	-17.2
Fidelity Fds Targ 2035(Eur) Fd A Acc	EUR 1/1	e	16.39	-17.0
Fidelity Fds Targ 2040(Eur) Fd A	EUR 1/1	e	16.12	-17.2
Fidelity Fds Targ 2040(Eur) Fd A Acc	EUR 1/1	e	16.38	-17.1
Fidelity Fds US Hh Yld Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	11.93	-8.8
Fidelity Fds US Hh Yld Fd A USD	USD 1/1	e	10.96	-7.4

Fonds en actions				
FF-China Consumer Fd A-Acc-EUR	EUR 1/1	e	9.44	-
FF-China Consumer Fd A-Acc-USD	USD 1/1	e	9.94	-
FF-China Consumer Fd A-EUR	EUR 1/1	e	9.47	-
FF-China Consumer Fd A-USD	USD 1/1	e	9.93	-
FF-China Consumer Fd Y-Acc-USD	USD 1/1	e	9.97	-
Fidelity Fds Eur Dyn Gth Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	9.32	-15.7
Fidelity Fds Eur Dyn Gth Fd A EUR	EUR 1/1	e	22.73	-15.7
Fidelity Fds Sth E Asia Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	14.63	-17.2
Fidelity Fds Sth E Asia Fd A Acc USD	USD 1/1	e	16.58	-10.9
Fidelity Fds Sth E Asia Fd A EUR	EUR 1/1	e	6.48	-17.2
Fidelity Fds Sth E Asia Fd A USD	USD 1/1	e	6.29	-10.9
Fidelity Fds Am Div Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	8.09	-16.2
Fidelity Fds Am Div Fd A USD	USD 1/1	e	11.23	-9.9
Fidelity Fds Am Gth Fd A Acc	EUR 1/1	e	8.04	-11.4
Fidelity Fds Am Gth Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	7.15	-17.4
Fidelity Fds Am Gth Fd A Acc USD	USD 1/1	e	8.04	-11.2
Fidelity Fds Am Gth Fd A USD	USD 1/1	e	21.29	-11.2
Fidelity Fds America Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	8.68	-16.6
Fidelity Fds America Fd A Acc USD	USD 1/1	e	9.79	-10.2
Fidelity Fds America Fd A USD	USD 1/1	e	4.51	-10.3
Fidelity Fds America Fd Y Acc USD	USD 1/1	e	8.47	-9.8
Fidelity Fds Asean Fd A Acc USD	USD 1/1	e	19.29	-1.6
Fidelity Fds Asean Fd A USD	USD 1/1	e	28.74	-1.9
Fidelity Fds Asia Aggr Fd A	EUR 1/1	e	8.81	-18.2
Fidelity Fds Asia Aggr Fd A	EUR 1/1	e	8.57	-11.9
Fidelity Fds Asia Aggr Fd A Acc	EUR 1/1	e	8.79	-17.7
Fidelity Fds Asia S.S. Fd A Acc USD	USD 1/1	e	15.53	-10.6
Fidelity Fds Asia S.S. Fd A USD	USD 1/1	e	29.69	-10.6
Fidelity Fds Australia Fd A Acc AUD	AUD 1/1	e	10.13	-8.7
Fidelity Fds Australia Fd A AUD	AUD 1/1	e	37.37	-10.2
Fidelity Fds China Fcs Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	7.89	-19.0
Fidelity Fds China Fcs Fd A USD	USD 1/1	e	39.98	-12.9
Fidelity Fds Em EMEA A	EUR 1/1	e	11.38	-22.6
Fidelity Fds Em EMEA A	USD 1/1	e	12.24	-16.7
Fidelity Fds Em EMEA A Acc	EUR 1/1	e	11.47	-22.6
Fidelity Fds Em EMEA A Acc	USD 1/1	e	12.34	-16.8
Fidelity Fds Em Mkts Fd A Acc USD	USD 1/1	e	12.56	-13.1
Fidelity Fds Em Mkts Fd A EUR	EUR 1/1	e	7.64	-19.7
Fidelity Fds Em Mkts Fd A USD	USD 1/1	e	19.00	-13.1
Fidelity Fds Emerging Asia Fd A	EUR 1/1	e	12.27	-18.4
Fidelity Fds Emerging Asia Fd A	USD 1/1	e	11.14	-12.2
Fidelity Fds Emerging Asia Fd A Acc	EUR 1/1	e	12.21	-18.3
Fidelity Fds Emerging Asia Fd A Acc USD	USD 1/1	e	11.14	-12.2
Fidelity Fds Eur Gth Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	6.49	-19.9
Fidelity Fds Eur Gth Fd A EUR	EUR 1/1	e	8.23	-19.9
Fidelity Fds Eur L. C. Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	7.81	-12.8
Fidelity Fds Eur L. C. Fd A EUR	EUR 1/1	e	24.17	-13.8
Fidelity Fds Eur S 50 Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	6.72	-17.8
Fidelity Fds Eur S 50 Fd A EUR	EUR 1/1	e	6.64	-20.0
Fidelity Fds Eur S. C. Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	9.41	-15.9
Fidelity Fds Eur S. C. Fd A EUR	EUR 1/1	e	22.53	-15.9
Fidelity Fds Eur Spe Sits Fd A	EUR 1/1	e	8.29	-18.0
Fidelity Fds Eur Spe Sits Fd A Acc	EUR 1/1	e	8.34	-18.0
Fidelity Fds Euro Aggr Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	5.57	-18.3
Fidelity Fds Euro Aggr Fd A EUR	EUR 1/1	e	10.12	-18.4
Fidelity Fds Euro Bl Ch Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	7.71	-18.4
Fidelity Fds Euro Bl Ch Fd A EUR	EUR 1/1	e	12.03	-18.9
Fidelity Fds France Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	8.03	-15.9
Fidelity Fds France Fd A EUR	EUR 1/1	e	29.87	-16.8
Fidelity Fds Germany Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	9.10	-18.5
Fidelity Fds Germany Fd A EUR	EUR 1/1	e	22.55	-18.4
Fidelity Fds Gbl Cons Ind Fd A EUR	EUR 1/1	e	21.31	-11.6
Fidelity Fds Gbl Fin Serv Fd A EUR	EUR 1/1	e	19.19	-22.4
Fidelity Fds Gbl Hth Cr Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	9.56	-9.0
Fidelity Fds Gbl Hth Cr Fd A EUR	EUR 1/1	e	14.99	-9.0
Fidelity Fds Gbl Ind Fd A EUR	EUR 1/1	e	30.19	-21.9
Fidelity Fds Gbl Opp Fd A	EUR 1/1	e	9.08	-14.8
Fidelity Fds Gbl Opp Fd A	USD 1/1	e	10.24	-8.4
Fidelity Fds Gbl Opp Fd A Acc	EUR 1/1	e	9.08	-14.8
Fidelity Fds Global Focus Fd A USD	USD 1/1	e	35.07	-10.6
Fidelity Fds Global Tech Fd A EUR	EUR 1/1	e	5.50	-19.4
Fidelity Fds Global Tel Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	10.73	-5.8
Fidelity Fds Global Tel Fd A EUR	EUR 1/1	e	6.80	-7.6
Fidelity Fds Greater China Fd A USD	USD 1/1	e	125.50	-13.3
Fidelity Fds Iberia Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	8.48	-10.8
Fidelity Fds Iberia Fd A EUR	EUR 1/1	e	37.79	-11.3
Fidelity Fds India-Focus Fd A USD	USD 1/1	e	28.41	-19.8
Fidelity Fds Indonesia Fd A USD	USD 1/1	e	28.71	8.6
Fidelity Fds Int Fd A Acc EUR	EUR 1/1	e	8.07	-17.0
Fidelity Fds Int Fd A Acc USD	USD 1/1	e	9.14	-10.7
Fidelity Fds Int Fd A EUR	EUR 1/1	e	20.70	-17.0

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du jeudi, 25.08.2011, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2011 en %

FPPI-LPP/BVG-Bonds -P	CHF 3/3 b	121.58	3.7
FPPI-LPP/BVG-SMT Bonds -P	CHF 3/3 b	112.49	1.0
Fonds d'allocation d'actifs			
FPPI-LPP/BVG-25 -P	CHF 3/3 b	105.81	-3.5
FPPI-LPP/BVG-40 -P	CHF 3/3 b	109.47	-6.3
FPPI-LPP/BVG-25 -P	CHF 3/3 b	112.44	-3.6
FPPI-LPP/BVG-40 -P	CHF 3/3 b	93.90	-6.3

Pictet Funds S.A.
Tél. +41 (58) 323 3000

www.pictetfunds.com

Fonds en instruments du marché monétaire			
PCH-CHF Sov Money Market -P dy	CHF 1/1 e	985.67	0.0
PCH-EUR Sov Money Market -P dy	EUR 1/1 e	1007.03	0.5
PCH-USD Sov Money Market -P dy	USD 1/1 e	1000.15	0.1
Pictet (CH) CF-CHF CashPr -P	CHF 2/2 e	997.66	0.1
Pictet (CH) CF-EUR CashPr -P	CHF 2/2 e	1015.66	0.4
Pictet (CH) CF-GBP CashPr -P	GBP 2/2 e	1073.04	0.5
Pictet (CH) CF-USD CashPr -P	USD 2/2 e	1036.90	0.1
Pictet (CH)-Money Mk (CHF) -P	CHF 2/2 e	973.53	0.0
Pictet (CH)-Money Mk (EUR) -P	EUR 2/2 e	1004.00	0.5
Pictet (CH)-Money Mk (GBP) -P	GBP 2/2 e	1004.79	0.4
Pictet (CH)-Money Mk (USD) -P	USD 2/2 e	991.65	0.1
Pictet-CHF Liquidity -P	CHF 2/2 e	124.22	0.1
Pictet-EUR Liquidity -P	EUR 2/2 e	137.06	0.5
Pictet-EUR Sovereign Liq -P	EUR 2/1 e	102.93	0.4
Pictet-JPY Liquidity -P	JPY 1/1 e	10113.96	0.0
Pictet-USD Liquidity -P	USD 2/2 e	131.34	0.1
Pictet-USD Sovereign Liq -P	USD 2/1 e	101.70	0.0

Fonds en obligations			
PCH-CHF Bonds -P dy	CHF 4/4 e	1071.56	4.0
PCH-CHF Short Mid Term Bd -P dy	CHF 4/4 e	914.11	1.2
PICH-CHF Bonds 1 dy	CHF 2/2 e	1035.80	3.9
PICH-Foreign Bonds 1 dy CHF	CHF 2/2 e	759.38	-8.6
Pictet-Asn Lcl Coy Dnt -P EUR	EUR 1/1 e	102.19	-1.2
Pictet-Asn Lcl Coy Dnt -P USD	USD 2/2 e	147.29	7.6
Pictet-CHF Bonds -P	CHF 2/2 e	438.87	2.3
Pictet-Convertible Bonds -P EUR	EUR 3/2 e	96.95	-8.6
Pictet-Em Lcl Coy Dnt -P EUR	EUR 2/1 e	132.59	1.0
Pictet-Em Lcl Coy Dnt -P USD	USD 2/1 e	190.86	7.3
Pictet-EUR Bonds -P	EUR 2/2 e	405.55	1.7
Pictet-EUR Corporate Bonds -P	EUR 2/2 e	153.54	0.4
Pictet-EUR Government Bonds -P	EUR 2/2 e	120.16	3.1
Pictet-EUR High Yield -P	EUR 2/2 e	158.95	-7.0
Pictet-EUR Inflation Lk Bds -P	EUR 2/2 e	112.90	1.7
Pictet-EUR SMT Bonds -P	EUR 2/2 e	122.89	1.3
Pictet-Glo Emerging Debt -P USD	USD 2/2 e	277.54	5.5
Pictet-Global Em Ccy -P EUR	EUR 2/1 e	75.19	-4.0
Pictet-Global Em Ccy -P USD	USD 2/1 e	108.79	4.1
Pictet-LATAM Lc Coy Dnt -P EUR	EUR 2/1 e	105.67	2.2
Pictet-LATAM Lc Coy Dnt -P USD	USD 2/1 e	150.93	10.9
Pictet-US High Yield -P USD	USD 2/2 e	115.31	-1.2
Pictet-USD Government Bonds -P	USD 2/2 e	566.43	5.8
Pictet-USD Short Mid-Term Bds -P	USD 2/2 e	124.63	1.0
Pictet-World Gvt Bonds -P EUR	EUR 2/1 e	129.66	-0.6

Fonds en actions			
PCH-Global Equities -P dy CHF	CHF 4/4 e	891.64	-21.4
PCH-Global Equities -P dy USD	USD 4/4 e	1086.49	-7.3
PCH-Swiss Market Trk -P dy CHF	CHF 4/4 e	84.40	-16.4
PCH-Swiss Mid Small Cap -P dy CHF	CHF 2/2 e	2458.23	-27.0
PICH-Swiss Equities 1 dy CHF	CHF 2/2 e	939.95	-18.4
PICH-World Equities 1 dy CHF	CHF 2/2 e	545.52	-22.6
Pictet (CH)-Swiss Eq 130/30 P	CHF 2/2 e	67.86	-19.9
Pictet (CH)-Swiss Eq -P	CHF 2/2 e	1312.94	-18.1
Pictet-Agriculture -P EUR	EUR 1/1 e	126.76	-18.1
Pictet-Agriculture -P USD	USD 1/1 e	182.71	-11.4
Pictet-Asian Eq Exclpn -P EUR	EUR 2/2 e	111.69	-20.3
Pictet-Asian Eq Exclpn -P USD	USD 2/2 e	161.53	-13.8
Pictet-Biotech -P EUR	EUR 1/1 e	182.79	-19.7
Pictet-Biotech -P USD	USD 2/2 e	263.39	-13.8
Pictet-Clean Energy -P EUR	EUR 2/2 e	45.57	-22.0
Pictet-Clean Energy -P USD	USD 2/2 e	65.68	-15.6
Pictet-Digital Comm -P EUR	EUR 1/1 e	92.56	-12.2
Pictet-Digital Comm -P USD	USD 2/2 e	133.42	-5.0
Pictet-Eastern Europe -P EUR	EUR 2/2 e	317.04	-21.8
Pictet-Emerging Markets -P EUR	EUR 2/2 e	358.59	-22.2
Pictet-Emerging Markets -P USD	USD 2/2 e	518.60	-15.8
Pictet-Emerging Mkts Idx -P USD	USD 2/2 e	231.86	-13.1
Pictet-Ethios(CH)Sw SustEq -P	CHF 4/4 e	81.21	-17.7
Pictet-Eu Equities Sel -P EUR	EUR 2/2 e	383.84	-16.0
Pictet-Euroland Index -P EUR	EUR 2/2 e	75.06	-17.6
Pictet-Europe Index -P EUR	EUR 4/4 e	96.34	-14.8
Pictet-European Sust Eq -P EUR	EUR 2/2 e	128.99	-12.5
Pictet-Generics -P EUR	EUR 1/1 e	94.44	-15.5
Pictet-Generics -P USD	USD 2/2 e	136.13	-8.6
Pictet-Glo Megatrend Sel -P CHF	CHF 1/1 e	108.58	-24.8
Pictet-Glo Megatrend Sel -P EUR	EUR 1/1 e	95.16	-17.8
Pictet-Glo Megatrend Sel -P USD	USD 1/1 e	137.62	-10.7
Pictet-Greater China -P EUR	EUR 2/2 e	244.21	-18.5
Pictet-India China -P USD	USD 2/2 e	352.00	-12.2
Pictet-Indian Equities -P EUR	EUR 2/2 e	218.82	-31.5
Pictet-Indian Equities -P USD	USD 2/2 e	315.41	-26.2
Pictet-Japan Index -P JPY	JPY 2/2 e	7396.49	-16.9
Pictet-Japanese Eq Opp. -P EUR	EUR 1/1 e	35.77	-15.6
Pictet-Japanese Eq Opp. -P JPY	JPY 2/2 e	3976.12	-13.1
Pictet-Japanese Eq Sel -P EUR	EUR 2/1 e	56.82	-19.8
Pictet-Japanese Eq Sel -P JPY	JPY 2/2 e	6288.20	-17.8
Pictet-MENA -P USD	USD 2/2 e	45.05	-16.1
Pictet-Pac Exclpn Idx -P USD	USD 2/2 e	292.93	-7.3
Pictet-Premium Brands -P EUR	EUR 2/2 e	84.29	-10.0
Pictet-Russian Equities -P USD	USD 2/1 e	68.15	-16.3
Pictet-Security -P USD	USD 2/2 e	113.02	-10.6
Pictet-Small Cap Europe -P EUR	EUR 2/2 e	477.23	-20.1
Pictet-Timber -P USD	USD 1/1 e	99.42	-16.4
Pictet-US Eq Gr Sel -P USD	USD 2/2 e	106.33	-5.0
Pictet-US Equity Value Sel -P USD	USD 2/2 e	119.77	-7.6
Pictet-USA Index -P USD	USD 4/4 e	97.37	-5.7
Pictet-Water -P EUR	EUR 2/2 e	132.00	-13.0

Fonds d'allocation d'actifs			
PCH-LPP 25 -P dy CHF	CHF 4/4 e	1040.46	-3.3
PCH-LPP 40 -P dy CHF	CHF 4/4 e	1043.66	-6.2
PCH-LPP 40 Tracker -P dy CHF	CHF 4/4 e	955.65	-7.6
Pictet-Absl Rtn Glo Cons -P EUR	EUR 1/1 e	100.10	-0.7
Pictet-Absl Rtn Glo Div -P EUR	EUR 2/2 e	111.60	-2.0
Pictet-Piclifc -P CHF	CHF 2/1 e	717.14	-9.2

Autres fonds| Pictet (CH) Pre. Mkts - Phy. Gold (PCHF) | CHF 2/1 e | 139.75 | 6.5 |
| Pictet (CH) Pre. Mkts - Phy. Gold (PIEUR) | EUR 2/1 e | 122.18 | 15.8 |
| Pictet (CH) Pre. Mkts - Phy. Gold (PIUSD) | USD 2/1 e | 176.05 | 25.7 |

Piguet Galland & Cie SA
Tél. 058 310 44 36
pgfunds@piguetgalland.com
www.piguetgalland.com

Autres fonds			
BFG Strategy Fund - Global (CHF)	CHF 1/1 af	65.05	-11.8
BFG Strategy Fund - Global (EUR)	EUR 1/1 af	81.02	-7.0

Fonds d'allocations d'actifs			
Piguet Pondéré (CHF)	CHF 3/2 af	179.09	-7.6
Piguet Pondéré (EUR)	EUR 3/2 af	116.19	-4.2

Fonds en actions			
Piguet Actions Suisses	CHF 3/2 af	97.31	-22.9
Piguet Int'l Fd-World Equities USD	USD 2/1 af	124.62	-11.3
Piguet Int'l Fd-World Equities-cl. CHF	CHF 2/1 af	93.98	-15.6
Piguet Int'l Fd-World Equities-cl. EUR	EUR 2/1 af	74.41	-12.3

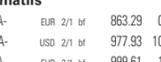
Fonds en obligations			
Piguet Global Fd Int'l Bd CHF Cap	CHF 2/1 af	150.98	-0.3
Piguet Global Fd Int'l Bd CHF Dis	CHF 2/1 af	108.71	-0.2
Piguet Global Fd Int'l Bd CHF-cl. J Dis	CHF 2/1 af	96.62	-1.6

Piguet Global Fd Int'l Bd EUR Cap	EUR 2/1 af	140.34	2.0
Piguet Global Fd Int'l Bd EUR Dis	EUR 2/1 af	98.56	2.0
Piguet Global Fd Int'l Bd USD Cap	USD 2/1 af	229.23	5.8
Piguet Global Fd Int'l Bd USD Dis	USD 2/1 af	146.93	5.9

Investissements alternatifs| Carmauba Alt. Fds Directional (USD) | USD 2/1 bf | 763.57 | -3.9 |

Pioneer Investments AG
Tél. 031 399 31 11
Fax 031 382 88 88
www.pioneerinvestments.ch


Fonds d'allocation d'actifs			
Pioneer Investments CSF Fund	CHF 2/1 e	63.78	-10.0

PKB Privatbank AG
Tél. +41 91 913 35 35
www.pkb.ch
fund@pkb.ch


Investissements alternatifs			
PAS Emerging Markets EUR -A	EUR 2/1 bf	863.29	0.1
PAS Emerging Markets USD -A	USD 2/1 bf	977.93	10.7
PAS European Markets EUR -A	EUR 2/1 bf	999.61	1.7
PAS Global Long Short EUR -A	EUR 2/1 bf	885.14	3.5
PAS Low Vol CHF -A	CHF 2/1 bf	933.01	-0.4
PAS Low Vol EUR -A	EUR 2/1 bf	960.54	0.5
PAS Low Vol USD -A	USD 2/1 bf	970.59	0.3

PostFinance, Die Post
Tél. 0848 888 300
www.postfinance.ch


Fonds en actions			
PostFinance Fonds Global	CHF 2/1 e	73.14	-20.9
PostFinance Fonds Suisse	CHF 2/1 e	91.56	-16.6

Fonds d'allocation d'actifs			
PostFinance Fonds 1 Bond	CHF 2/1 e	97.44	3.7
PostFinance Fonds 2	CHF 2/1 e	90.29	-2.4
PostFinance Fonds 3	CHF 2/1 e	87.02	-5.8
PostFinance Fonds 4	CHF 2/1 e	76.58	-9.6
PostFinance Fonds 5	CHF 2/1 e	94.32	-15.4
PostFinance Pension 25	CHF 2/1 e	66.30	-7.3
PostFinance Pension 45	CHF 2/1 e	87.66	-7.3

Banques Raiffeisen
Tél. 0844 888 808
www.raiffeisen.ch


Fonds en instruments du marché monétaire			
Raiffeisen Euro Money A	EUR 2/1 e	508.08	1.0
Raiffeisen Euro Money B	EUR 2/1 e	731.71	1.0
Raiffeisen Swiss Money A	CHF 2/1 e	1027.04	0.2
Raiffeisen Swiss Money B	CHF 2/1 e	1296.69	0.2
Raiffeisen US Dollar Money A	USD 2/1 e	973.21	-0.1
Raiffeisen US Dollar Money B	USD 2/1 e	1540.07	-0.1

Fonds en obligations			
Raiffeisen Conv Bond Global B	CHF 2/1 e	86.17	-5.8
Raiffeisen Euro Obli A	EUR 2/1 e	72.10	2.4
Raiffeisen Euro Obli B	EUR 2/1 e	145.84	2.4
Raiffeisen Futura Global Bond A	CHF 4/1 e	84.85	3.6
Raiffeisen Futura Swiss Franc Bond A	CHF 4/1 e	107.76	3.5
Raiffeisen Swiss Obli A	CHF 2/1 e	113.36	3.4
Raiffeisen Swiss Obli B	CHF 2/1 e	178.94	3.4
Raiffeisen US Dollar Obli A	USD 2/1 e	111.81	6.6
Raiffeisen US Dollar Obli B	USD 2/1 e	173.32	6.6

Fonds en actions			
Raiffeisen Clean Technology A	CHF 2/1 e	95.88	-24.6
Raiffeisen Clean Technology B	CHF 2/1 e	95.88	-24.6
Raiffeisen EuroAcc A	EUR 2/1 e	65.14	-15.7
Raiffeisen EuroAcc B	EUR 2/1 e	86.37	-15.7
Raiffeisen Futura Global Stock A	CHF 4/1 e	47.21	-22.8
Raiffeisen Futura Swiss Stock A	CHF 4/1 e	117.27	-19.3
Raiffeisen Future Resources A	CHF 2/1 e	107.39	-27.8
Raiffeisen Future Resources B	CHF 2/1 e	107.39	-27.8
Raiffeisen SwissAcc A	CHF 2/1 e	204.80	-22.9
Raiffeisen SwissAcc B	CHF 2/1 e	225.31	-22.9

Fonds d'allocation d'actifs			
Raiffeisen Global Invest Balanced A	CHF 2/1 e	96.22	-11.0
Raiffeisen Global Invest Balanced B	CHF 2/1 e	119.27	-11.0
Raiffeisen Global Invest Equity A	CHF 2/1 e	60.36	-20.2
Raiffeisen Global Invest Equity B	CHF 2/1 e	63.53	-20.2
Raiffeisen Global Invest Growth A	CHF 2/1 e	75.77	-15.9
Raiffeisen Global Invest Growth B	CHF 2/1 e	78.69	-15.9
Raiffeisen Global Invest Yield A	CHF 2/1 e	94.30	-6.6
Raiffeisen Global Invest Yield B	CHF 2/1 e	122.06	-6.6
Raiffeisen Pens.Inv.Fut.Balanced A	CHF 4/1 e	91.81	-7.6
Raiffeisen Pens.Inv.Fut.Balanced B	CHF 4/1 e	95.10	-7.6
Raiffeisen Pension Invest Futura Yield A	CHF 4/1 e	115.94	-3.1
Raiffeisen Pension Invest Futura Yield B	CHF 4/1 e	120.02	-3.1
RaiffeisenFid(CH)MultiAssetClFlexBal	CHF 4/1 e	84.93	-8.4
RaiffeisenFid(CH)MultiAssetClFlexGrw	CHF 4/1 e	75.22	-14.1
RaiffeisenFid(CH)MultiAssetClFut	CHF 4/1 e	91.59	-3.8

RBA Holding
Tél. 031 660 44 44
Fax 031 660 44 55
www.rba.ch

Fonds d'allocation d'actifs			
Adagio (Lux) - Festverzinslich - B	CHF 2/1 e	121.93	-0.8
Allegro (Lux) - Wachstum - B	CHF 2/1 e	84.38	-13.0
Vivace (Lux) - Ausgewogen - B	CHF 2/1 e	99.49	-7.3

REALSTONE
Tél. +41 58 262 00 00, www.realstone.ch

RealStone Equity Asian Property	EUR 2/1 e	97.97	-20.3
RealStone Swiss Property	CHF 2/1 e	127.00	7.9

REYL & Cie S.A.
Tél. +41 22 816 8000
Fax +41 22 816 8001
www.reyl.com

Fonds en actions			
Elite France-Europe B EUR	EUR 2/1 af	82.61	-16.1
Em Mkts Eq B USD	USD 3/1 e	129.24	-3.8
Em Mkts Eq J CHF	CHF 3/1 e	101.52	-15.5
Em Mkts Eq L EUR	EUR 3/1 e	121.20	-9.3
European Eq B EUR	EUR 2/1 e	193.47	-17.0
European Eq C CHF	CHF 2/1 e	178.28	-16.7
European Opp B EUR	EUR 2/1 e	97.92	-11.1
European Opp C CHF	CHF 2/1 e	95.33	-11.1
North American Eq B USD	USD 2/1 e	142.52	-7.2
North American Eq E EUR	EUR 2/1 e	136.41	-7.1

ROBECO

Representant en Suisse: SAM Sustainable Asset Management AG, Zurich Tél. +41 (0)44 653 10 10			
Fonds en instruments du marché monétaire			
Robeco Flex-o-Rente D CHF	CHF 3/1	99.63	0.1
Robeco Flex-o-Rente D EUR	EUR 3/1	108.78	0.7
Robeco Flex-o-Rente D USD	USD 3/1	106.89	0.3
Robeco Flex-o-Rente E EUR	EUR 3/1	104.23	0.7

Fonds en obligations			
Robeco Euro Credit Bonds DH EUR	EUR 3/1	105.79	1.0
Robeco High Yield Bonds DH EUR	EUR 3/3	90.74	-3.2
Robeco IG Corp. Bonds DH EUR	EUR 3/1	115.14	1.4
Robeco Lux-o-rente D CHF	CHF 3/1	116.81	3.7
Robeco Lux-o-rente D EUR	EUR 3/1	122.26	4.5
Robeco Lux-o-rente D USD	USD 1/1	128.54	

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachet*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du jeudi, 25.08.2011, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2011 en %

UBS (CH) VitaInvest - 50 World	CHF	5/1	e	169.32	-8.8
Union Bancaire Privée, UBP SA Tél. 00800 827 38 637 www.ubpbank.com ubpfunds@ubp.ch					
Fonds en instruments du marché monétaire					
UBP Money Market CHF Cap	CHF	1/1	f	107.69	0.1
UBP Money Market EURO Cap	EUR	1/1	f	128.60	0.6
UBP Money Market USD Cap	USD	1/1	f	130.03	0.1
Fonds en obligations					
UBAM-Absolute Riet A Cap	EUR	1/1	f	97.14	-1.3
UBAM-Absolute Riet A Cap	USD	1/1	f	93.74	-1.2
UBAM-Corp Euro Bd A Cap	EUR	1/1	f	149.62	1.6
UBAM-Corp Euro Bd A Dis	EUR	1/1	f	99.14	1.6
UBAM-Corporate Bond (USD) A Cap	USD	1/1	f	156.32	4.0
UBAM-Corporate Bond (USD) A Dis	USD	1/1	f	118.38	4.0
UBAM-Dyn EUR Bd A Cap	EUR	1/1	f	242.13	-0.2
UBAM-Dyn EUR Bd A Dis	EUR	1/1	f	166.17	-0.2
UBAM-Dyn USD Bd A Cap	USD	1/1	f	201.43	-0.4
UBAM-Dyn USD Bd A Dis	USD	1/1	f	133.29	-0.4
UBAM-Em Mkt Corp Bd A CAP	USD	4/1	f	108.64	2.4
UBAM-Emerg Mkt Bd (USD) A Cap	USD	1/1	f	145.82	3.2
UBAM-Emerg Mkt Bd (USD) A Dis	USD	1/1	f	116.90	3.2
UBAM-EURO 10-40 Convert Bd A Cap	EUR	4/4	f	97.57	-2.9
UBAM-European Convertible Bd A Cap	EUR	4/4	f	91.40	-8.9
UBAM-GI Hi Yi Sal USD A	USD	4/1	f	95.89	-
UBAM-Global Bd CHF A Cap	CHF	1/1	f	1420.77	2.8
UBAM-Global Bd CHF A Dis	CHF	1/1	f	119.84	2.8
UBAM-Local Coy Em Mkt Bd A Cap	USD	1/1	f	129.66	3.4
UBAM-Local Coy Em Mkt Bd A Dis	USD	1/1	f	108.23	3.4
UBAM-Yld Curve EUR Bd A Cap	EUR	1/1	f	771.23	3.0
UBAM-Yld Curve EUR Bd A Dis	EUR	1/1	f	81.29	3.0
UBAM-Yld Curve USD Bd A Cap	USD	1/1	f	2388.77	6.4

Fonds en actions					
UBAM - Asia Equity A Cap	USD	1/1	f	18.54	-23.0
UBAM (CH) Swiss Excellence Equity A	CHF	1/1	e	85.44	-20.2
UBAM-Calamos US Eq Growth A Cap	USD	1/1	f	249.64	-7.7
UBAM-Dr.Ehrhardt German Eq A Cap	EUR	1/1	f	1019.50	-14.5
UBAM-Equity Bric+ A Cap	EUR	4/1	a	54.98	-
UBAM-Equity Bric+ A Cap	USD	1/1	f	79.14	-13.9
UBAM-Equity Bric+ A Dis	USD	1/1	f	72.78	-13.9
UBAM-Europ. Emerg Eq A Cap	USD	4/1	f	102.13	-16.7
UBAM-Europe Equity A Cap	EUR	1/1	f	221.52	-15.7
UBAM-HFDC Japan Equity A Cap	JPY	1/1	f	620.00	-17.9
UBAM-HFDC Japan Opp Eq A Cap	JPY	1/1	af	6295.00	-6.2
UBAM-Neuberg.Bn US Eq Val A Cap	USD	1/1	f	599.62	-10.6
UBAM-PCM Glb Eq.Val A Cap	USD	1/1	f	73.50	-11.1
UBAM-Russian Equity A Cap	USD	4/4	f	99.37	-14.5
UBAM-Swiss Equity A Cap	CHF	1/1	f	130.80	-23.2
UBAM-Turkish Equity A Cap	USD	4/4	f	83.38	-26.9
UBAM-Turkish Equity I Cap	USD	4/4	f	84.12	-26.5
UBAM-VP Value China Equity A Cap	USD	1/1	f	72.58	-12.6
UBP Multifunds - US Equity A Dis	USD	1/1	f	108.10	-12.0
Autres fonds					
UBAM (CH) GOLD + (CHF) A	CHF	1/1	e	128.29	22.1
UBAM (CH) GOLD + (EUR) A	EUR	1/1	f	129.56	23.7
UBAM (CH) GOLD + (USD) A	USD	1/1	f	129.54	23.7
UBAM Convertibles Europe C Cap	EUR	1/1	e	1260.80	-8.9
Union Investment www.union-investment.ch					
Représentant pour la Suisse: IPConcept (Schweiz) AG info@ipconcept.ch, Tél. 044 224 32 00					
Autres fonds					
UnionProtect: Europa (CHF)	CHF	2/1	e	95.09	-1.7
UniProtect: Europa II	EUR	2/1	e	109.15	-2.4

Valartis Asset Management S.A. Tél. +41 22 716 10 00 Fax +41 22 716 10 01 www.valartis.ch					
MC Russian Market Fund A	USD	2/1	e	107.02	-19.8
MC Russian Market Fund B	USD	2/1	e	21.07	-20.5
Valartis (LUX 1) Eastern Europ. Eq.	EUR	2/1	e	26.83	-25.9
Valex Capital AG Tél. +41 44 888 99 00 www.valex.ch					
Fonds d'allocation d'actifs					
Valex Capital - Global Opport. Fund D	EUR	1/1	e	83.29	-17.6
Valiant Bank Tél. 031 320 91 11 Fax 031 320 91 12 www.valiant.ch					
Fonds d'allocation d'actifs					
Adagio (Lux) - Festverzinslich - B	CHF	2/1	e	121.93	-0.8
Allegro (Lux) - Wachstum - B	CHF	2/1	e	84.38	-13.0
Vivace (Lux) - Ausgewogen - B	CHF	2/1	e	99.49	-7.3
Vontobel Fonds Services AG Tél. 058 282 53 50 www.vontobel.com					
Fonds en instruments du marché monétaire					
Euro Money B	EUR	2/1	e	129.16	1.4
Swiss Money B	CHF	2/1	e	113.99	0.2
Target Return (EUR) B	EUR	2/1	e	95.61	-3.5
US Dollar Money B	USD	2/1	e	126.40	0.0

Fonds en obligations					
Absolute Return Bond (CHF) B	CHF	2/1	e	105.78	-1.1
Absolute Return Bond (EUR) B	EUR	2/1	e	150.60	-1.3
Bond Select (EUR) B	EUR	2/1	e	124.69	3.3
Eastern European Bond B	EUR	2/1	e	126.95	-3.3
Emerging Markets Bond B	USD	2/1	e	106.51	-
Euro Bond B	EUR	2/1	e	301.46	2.1
Euro Mid Yield Bond B	EUR	2/1	e	123.21	1.4
Swiss Franc Bond B	CHF	2/1	e	222.06	3.5
US Dollar Bond B	USD	2/1	e	275.33	6.0
Fonds en actions					
Central and Eastern Europ. Eq. B	EUR	2/1	e	108.64	-22.9
China Stars Equity B	USD	2/1	e	117.26	-15.2
Emerging Markets Equity B	USD	2/1	e	606.29	-1.2
Eur. Mid & Small Cap Equity B	EUR	2/1	e	102.80	-19.4
European Equity B	EUR	2/1	e	190.49	-15.5
European Value Equity B	EUR	2/1	e	153.53	-4.8
Far East Equity B	USD	2/1	e	349.82	-1.3
GI Resp.Asia(ex Japan)Equity B	USD	2/1	e	182.38	-13.4
GI Resp.Emerging Mkts Equity B	USD	2/1	e	89.45	-
GI Responsib. European Equity B	EUR	2/1	e	111.69	-16.6
GI Responsib.International Equity B	USD	2/1	e	98.76	-14.1
GI Responsib.US Equity B	USD	2/1	e	133.37	-9.8
Global Responsibility Swiss Equity A	CHF	4/1	e	107.17	-20.0
Global Trend Clean Technology B	EUR	2/1	e	131.87	-18.6
Global Trend Future Resources B	EUR	2/1	e	148.58	-21.3
Global Trend New Power B	EUR	2/1	e	81.75	-24.0
Global Value Equity (ex US) B	USD	2/1	e	188.65	0.2
Global Value Equity B	USD	2/1	e	140.02	2.6
Japanese Equity B	JPY	2/1	e	3575.00	-16.7
Swiss Mid and Small Cap Equity B	CHF	2/1	e	86.59	-28.3
Swiss Stars Equity B	CHF	2/1	e	166.89	-23.0

US Equity B	USD	2/1	e	98.47	-9.0
US Value Equity B	USD	2/1	e	492.53	0.7
Vontobel Swiss Small Companies A	CHF	4/1	e	447.09	-25.4
Vontobel SwissEquities A	CHF	4/1	e	306.82	-22.9
Fonds d'allocation d'actifs					
Def. Balanced Portfolio (CHF) B	CHF	2/1	e	87.99	-11.0
Def. Balanced Portfolio (EUR) B	EUR	2/1	e	78.79	-6.2
Dynamic Capital Portfolio Fund (EUR)	EUR	2/1	e	102.16	-0.6
Investissements alternatifs					
Vontobel Div. Alpha Global (USD) CHF	CHF	1/1	af	936.43	-2.8
Vontobel Div. Alpha Global (USD) USD	USD	1/1	af	1196.74	-2.4
Autres fonds					
Belvista Commodity B	USD	2/1	e	108.20	-0.5
Diversified Alpha UCITS B	EUR	2/1	af	99.76	-1.0
Global Convertible Bond B	EUR	2/1	e	110.58	-4.3
Vontobel Fonds Services AG - Helvetia Tél. 0848 80 10 20 Fax 0848 80 10 21 www.vontobel.com					
Fonds d'allocation d'actifs					
Saphir PF Forte A	CHF	4/1	e	75.31	-22.1
Saphir PF Forte I	CHF	4/1	e	75.31	-22.1
Saphir PF Medium A	CHF	4/1	e	125.80	-9.6
Saphir PF Medium I	CHF	4/1	e	127.24	-9.6
Autres fonds					
Saphir PF Standard A	CHF	4/1	e	138.09	0.7
Saphir PF Standard I	CHF	4/1	e	140.65	0.7
Banque Morval Tél. +41 22 839 93 00 www.willierfunds.com					
Willerequity Greater China	USD	2/2	e	12.33	-17.1

Willerequity Japan	JPY	2/2	e	1260.00	-17.4
Willerequity Latinamerica	USD	2/2	e	91.78	-14.4
Willerequity Russia & East.Euro	USD	2/2	e	29.62	-19.0
Willerequity South East Asia	USD	2/2	e	29.33	-11.6
Willerequity Trade Winds	EUR	2/2	e	10.59	-19.3
Zurich Invest AG Tél. 044 628 49 99 Fax 044 629 18 66 www.zurich.ch					
Fonds en instruments du marché monétaire					
Target Inv. Fd Geldmarkt (CHF) - B	CHF	1/1	e	10.00	-1.9
Fonds en obligations					
Target Inv. Fd Obligationen (CHF) - B	CHF	2/1	e	10.10	-0.7
Fonds en actions					
Target Inv. Fd 100 (CHF) B	CHF	2/1	e	10.57	-21.2
Target Inv. Fd Sustainable (CHF) - B	CHF	2/1	e	5.97	-22.4
Fonds d'allocation d'actifs					
Target Inv. Fd 25 (CHF) - B	CHF	2/1	e	10.38	-6.2
Target Inv. Fd 35 (CHF) - B	CHF	2/1	e	10.27	-9.7
Target Inv. Fd 45 (CHF) - B	CHF	2/1	e	10.28	-10.1
Zürcher Kantonalbank Tél. 0800 840 844 www.zkb.ch					
Fonds en actions					
ZKB Gold Aktienfonds A	CHF	5/5	e	659.18	-19.5
ZKB Industrie Vision Fonds	CHF	5/5	e	609.64	-24.2
ZKB Konsum Vision Fonds	CHF	5/5	e	694.05	-26.8
ZKB Nachhaltigkeits Vision Fonds A	CHF	5/5	e	471.39	-25.3
ZKB Ressourcen Vision Fonds	CHF	5/5	e	961.34	-29.3

Bourses

Actions suisses

Titre	Cours clôture	Cours préc.	Vol.	Extrêmes 12 mois Haut	Extrêmes 12 mois Bas	Var. % Deb. 11
ABB LTD N	16	16.2	19748919	23.97	14.4	-23.1
ACINO N	75.2	75	8589	117.8	65.2	-15.7
ACTELION N	32.28	32.42	793970	57.95	29.91	-36.9
ADECC PHARMA N	8.39	8.97	3317	11.95	8.75	-14.4
ADECCO N	34.23	34.22	1221847	67	32	-44.1
ADVAL TECH N	295.5	300	2	353	250	-14.8
ADVANCED DIGITAL N	11	10.9	7470	39.5	9.1	-64.1
AFFICHAGE N	144.7	140	71	175	111.2	3.3
AFG ARBONIA N	17.05	16.4	48332	37.95	15.6	-41.2
AIREIS N	1.58	1.57	850	2.2	1.45	-21.0
ALLREAL N	135.4	134.2	12213	148.7	117.5	-0.5
ARZYTA N	37.45	37.7	189771	49.1	32.8	-13.2
ASCOM N	9.2	8.95	63222	15.45	8	-37.4
BACHEM N-B	39.65	39.95	5407	67.8	36.05	-29.1
BALOISE N	69.75	69.85	115753	103.6	62.4	-23.3
BARRY CALLEBAUT N	747	757.5	2486	863	640.5	-3.5
BASELANT KB BP	1360	1348	154	39.5	1230	6.2
BASILEA PHARMA N	42.4	42.3	28580	78.5	41.2	-34.7
BASLER KB BP	143.4	143.3	3377	145.5	140	0.6
BELIMO N	1590	1559	2211	2000	1201	-5.9
BELL SA N	1886	1835	56	2300	1522	6.7
BELLEVUE GROUP N	12.9	13.15	1460	37.9	12.75	-60.0
BERNER KB N	248.1	249	3153	249	236.5	2.5
BK CA ST GALEN	1245	1245	106	1500	1245	-8.7
BK COOP P	66	65.75	649	70.3	64	-2.9
BK LINTH N	447.5	447.5	50	505	435	-3.7
BK SARASIN N	25.65	25.5	34799	47.3	24.8	-39.7
BKV FMB ENERGIE N	44.8	44.5	17547	80.5	40.55	-36.6
BNS N	1040	1029	17	1290	970.5	5.0
BOBST GROUP N	22.35	22.5	15022	46.9	22.4	-48.0

Baryshnikov courtise la scène théâtrale



ANNA AKARTSEVA

Mikhaïl Baryshnikov et Anna Sinyakina.
A 63 ans, le danseur se lance dans le théâtre: «Je n'ai jamais autant parlé russe depuis 40 ans.»

> Scène Dans «In Paris», à l'affiche dès le 8 septembre, le danseur devient acteur pour la première fois

> Il dit que le théâtre s'apparente à un exercice spirituel

Rosita Boisseau HELSINKI

Surprise! La star de la danse toutes catégories, Mikhaïl Baryshnikov, 63 ans, met son corps d'instrumentiste travaillé à l'excès au service d'une cause qu'il courtise depuis quelques années: le théâtre. Cet Américain né à Riga (Lettonie) se transforme en acteur vedette de *In Paris*, spectacle mis en scène par le Russe Dmitry Krymov, d'après une nouvelle d'Ivan Bounine (1870-1953), dans lequel il retrouve sa langue russe natale 37 ans après «être passé à l'Ouest». Ce sera au Théâtre national de Chaillot, du 8 au 17 septembre. Nous l'avons rencontré à Helsinki, où il clôt

une intense collaboration avec le chorégraphe Mats Ek. Il explique la nouvelle aventure qui se profile.

Pourquoi vouloir travailler avec un metteur en scène de théâtre?

Mikhaïl Baryshnikov: Je sors d'une tournée de trois ans avec le chorégraphe suédois Mats Ek et sa femme, la danseuse Ana Laguna (*mimique de grosse fatigue*). Je connais le travail de Dmitry Krymov depuis quelques années. Plus je vois ses pièces, qui n'ont rien à voir avec du théâtre conventionnel, plus je suis fasciné par son style métaphorique. Son travail originel de peintre, puis de scénographe, le conduit à s'intéresser d'abord à l'histoire dans son ensemble et ensuite à ce qui est dit. Par ailleurs, ses comédiens sont aussi des chanteurs, des musiciens, des bruiteurs, des manipulateurs d'objets. Ils font tout sur le plateau. Il y a très peu de texte dans *In Paris*, et il est très simple. Je n'aurais évidemment jamais accepté de jouer dans une pièce de Shakespeare ou d'Ibsen. Je n'ai pas la formation d'acteur nécessaire pour ce type de théâtre, même si je suis un spectateur de théâtre depuis l'enfance.

– Comment êtes-vous entré dans la peau de votre personnage, un ancien général de l'Armée blanche russe émigré à Paris dans les années 1930. Vous vous êtes laissé pousser la moustache?

(Rires en se touchant la moustache) – J'essaie la moustache, mais je ne suis pas sûr de la conserver. Je n'ai par ailleurs pas la sensation d'être très différent en abordant un rôle théâtral. Ce personnage, très poignant, va vivre son dernier amour. Le scénario, lié à la guerre civile, appartient à l'histoire de tous les Russes depuis l'enfance. On l'apprend à l'école et on grandit avec. C'est un texte qui m'est très familier. Je dirai le texte en français, mais surtout en russe. Je n'ai jamais autant parlé russe depuis 40 ans. C'est un plaisir (*sourire*). Je pense toujours en anglais, mais je redécouvre cette langue qui est celle de mon passé, celle du corps aussi. Curieusement, le fait de «rouler les r», chose à laquelle je ne suis plus habitué, m'a donné mal à la gorge.

– Le jeu avec l'actrice Anna Sinyakina vous change-t-il de celui que vous avez avec une danseuse?

– Cela ne change pas fondamentalement. Je dois écouter ma

partenaire d'abord et avant tout plutôt que d'écouter la musique comme c'est le cas dans un spectacle de danse. Qu'il s'agisse d'un spectacle chorégraphique ou théâtral, j'ai vraiment la sensation que la concentration est la même. Je ne suis pas différent. J'ai le trac (*il fait claquer sa bouche pour indiquer sa nervosité*). Je ne possède pas les automatismes d'un acteur, c'est clair. Mais il n'est jamais trop tard pour apprendre de nouvelles choses. J'ai la chance d'être entouré de merveilleux comédiens qui me donnent confiance. Plus qu'un plaisir, cette expérience me semble proche d'un exercice spirituel.

– Certains danseurs rêvent de prendre la parole, tant ils ont la sensation d'être comme des poissons dans un bocal. Est-ce votre cas?

– Pas du tout. Je comprends ce besoin, mais je ne l'ai jamais ressenti. Un corps dansant peut exprimer tant de choses, même si on ne peut sans doute pas danser *Le Roi Lear*, par exemple.

– L'énergie de la danse et son rapport à l'espace semblent loin du climat étriqué où semble

évoluer votre personnage de «In Paris». Comment vivez-vous ce changement d'amplitude?

– L'énergie est la même, ce sont les règles du jeu qui sont différentes. Quant à l'espace, je le découvre encore car il change selon les salles. Je danse quelques minutes dans ce spectacle, mais je parlerais plus de mouvements que de chorégraphie. Je ne pense pas que mon succès en tant que danseur ait été fondé sur ma technique. Cela fait au moins 15 ans en tout cas que ce n'est plus le cas.

– Continuez-vous à vous entraîner?

– Je fais toujours mes «pliés» et mes «tendus», mais le quotidien est autre. Je me sens bien, beaucoup plus libre en quelque sorte. Je ne consacre pas, comme c'est le cas lorsque je danse le soir, la moitié de ma journée à m'échauffer, et voilà que la journée est déjà terminée. La dynamique de travail est différente, le temps est plus lent, et j'en profite. **Le Monde**

In Paris, dans le cadre des Etés de la danse, Théâtre national de Chaillot, Paris, du 8 au 17 septembre loc. www.fnac.com

Radio-TV



Télévision

L'AOC du Gruyère a dix ans. L'émission «Passe-moi les jumelles» fait la fête à ce fromage à pâte dure apprécié depuis des siècles en Europe, et en remonte le cours de l'histoire jusqu'à Lyon, place commerciale d'envergure aux XVIe et XVIIe siècles.

TSR 1, 20h10

Radio

Dernier épisode de cette émission-portrait du chanteur français Jacques Dutronc, raconté chaque jour depuis lundi par lui-même et beaucoup d'autres. Le feuilleton est en accès libre sur le site de la radio. **France inter, 15h**

PUBLICITÉ

RAYMOND
PACCOT

lacolombe.ch

FÉCHY



Quatre musiciens de renommée internationale et amateurs de vin éclairés dégustent, en même temps que vous, les vins du Domaine et les interprètent selon leur sensibilité

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez notre site Internet

www.lacolombe.ch (Rubrique : Evénements Avenir)

Réservation obligatoire
Tél. : 021 808 66 48
mail : domaine@lacolombe.ch

Le film Harry Potter et les reliques de la mort - Partie 2

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Captain America: First Avenger (Captain America: The First Avenger - 3D) de Joe Johnston

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

Le film Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell

0900 900 156* = de 15 à 22 h. **80 ct/appel/min.** **Age légal/**Age suggéré

Genève

Genève

Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens) de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vo. 16.00, 18.30, 21.15, 23.45, **12/12** ans. Rue de la Corratière 17, 022 566 11 00 **Astor Film Lounge**

Melancholia de Lars von Trier. Avec John Hurt. Vo. 15.30, 18.10, 20.45, **12/16** ans. Chantepoulet 23, 022 908 04 30 **Central**

Pina de Wim Wenders. Avec Pina Bausch. Vo. 18.45, 7/16 ans.

The Tree of Life de Terrence Malick. Avec Brad Pitt. Vo. 20.45, 10/16 ans. Bd Saint-Georges 8, 022 329 45 02 **Cinélux**

Grease de Randal Kleiser. Avec John Travolta, dès la nuit tombante. Vf. 20.45 (dès la nuit tombante), **12/12** ans. Parc Geisendorf, **Cinéma en plein air**

La piel que habito (La Piel que Habito) de Pedro Almodovar. Avec Antonio Banderas. Vo. 14.00, 16.15, 18.40, 21.10, **16/16** ans. Pl. des Eaux-Vives 3, 022 736 89 20 **City**

All That I Love (Wszystko, co Kocham) de Jack Borchuc. Avec Mateusz Koscikiewicz. Vo. 17.00, 19.00, 21.00, **14/16** ans.

L'étoile cachée (Meghe Dhaka Tara) de Ritwik Ghatak. Avec Supriya Choudhury. Vo. 21.30, **12/14** ans. **La rivière Subarnarekha (Subarnarekha)** de Ritwik Ghatak. Avec Abhi Bhattacharya. Vo. 19.15, **12/14** ans. **La rivière Titash (Titash Ekti Nadi Naam)** de Ritwik Kumar Ghatak. Avec Rosy Samad. Vo. 16.30, **12/14** ans.

Général-Dufour 16, 022 320 78 78 **Les Cinémas du Grütli** **salle Langlois**

Détective Dee: Le mystère de la flamme fantôme (Di Renjie Zhi Tongtian Diguo) de Tsui Hark. Avec Andy Lau. Vo. 21.00, **12/14** ans.

Le grand amour (Le Grand amour) de Pierre Etaix. Avec Pierre Etaix. Vf. 17.15, 7/10 ans.

Yoyo de Pierre Etaix. Avec Pierre Etaix. Vf. 19.00, 7/7 ans. Général-Dufour 16, 022 320 78 78 **Les Cinémas du Grütli** **salle Simon**

Mangrove de Frédéric Choffat, Julie Gilbert. Avec Patrick Pasquier. Vf. 17.30, 21.15, **10/14** ans.

Melancholia de Lars von Trier. Avec John Hurt. Vo. 15.15, 18.00, 20.45, **12/16** ans.

This Must be the Place (This Must Be the Place) de Paolo Sorrentino. Avec Sean Penn. Vo. 16.00, 18.30, 21.00, **12/16** ans.

Un amour de jeunesse de Mia Hansen-Love. Avec Lola Creton. Vf. 15.15, 19.00, **12/14** ans. Eaux-Vives 23, 022 736 04 22 **Les Scala**

Dieci Inverni (Dieci inverni) de Valerio Mieli. Avec Isabella ragonese. Vo. 18.45, **16/16** ans.

Minuit à Paris (Midnight in Paris) de Woody Allen. Avec Owen Wilson. Vo. 20.45, 7/12 ans. Servette 78, 022 733 19 00 **Nord-Sud**

Bad Teacher de Jake Kasdan. Avec Cameron Diaz. Vf. 22.00, **14/14** ans.

Captain America: First Avenger - 3D (Captain America: The First Avenger - 3D) de Joe Johnston. Avec Chris Evans. Vf. 13.05, 15.40, vo. 18.15, vf. 21.15, **12/12** ans.

Cars 2 de Brad Lewis, John Lasseter. Vf. 13.00, 7/7 ans. **Cars 2 - 3D (Cars 2)** de Brad Lewis, John Lasseter. Avec Michael Caine. Vf. 13.00, 7/7 ans.

Case départ de Lionel Stekettee, Fabrice Eboué, Thomas Ngijol. Avec Fabrice Eboué. Vf. 13.30, **12/12** ans. **Comment tuer son Boss? (Horrible Bosses)** de Seth Gordon. Avec Jennifer Aniston. Vf. 15.15, vo. 17.30, vf. 19.45, 21.55, **14/14** ans.

Conan - 3D (Conan the Barbarian - 3D) de Marcus Nispel. Avec Jason Momoa. Vo. 17.15, vf. 21.15, **16/16** ans. **Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens)** de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vf. 13.30, vo. 15.30, vf. 16.15, vo. 18.15, vf. 19.00, vo. 21.00, vf. 21.45, **12/12** ans.

Green Lantern de Martin Campbell. Avec Ryan Reynolds. Vf. 12.45, 21.45, **12/12** ans.

Green Lantern - 3D (Green Lantern) de Martin Campbell. Avec Ryan Reynolds. Vf. 16.00, **12/12** ans.

Harry Potter et les reliques de la mort - Partie 2 (Harry Potter and the Deathly Hallows - Part 2) de David Yates. Avec Emma Watson. Vf. 13.20, 18.30, **12/12** ans.

Harry Potter et les reliques de la mort - Partie 2 - 3D (Harry Potter and the Deathly Hallows - Part 2 - 3D) de David Yates. Avec Emma Watson. Vf. 13.00, vo. 18.15, vf. 21.00, **12/12** ans.

La piel que habito (La Piel que Habito) de Pedro Almodovar. Avec Antonio Banderas. Vo. 15.45, 18.45, 21.15, **16/16** ans.

La planète des singes: Les origines (Rise of the Planet of the Apes) de Rupert Wyatt. Avec Andy Serkis. Vf. 13.00, 15.30, vo. 17.45, vf. 20.00, 22.15, **12/14** ans.

Les Schtroumpfs - 3D (The Smurfs) de Raja Gosnell. Avec Georges Lopez. Vf. 12.45, 15.00, **0/5** ans. **M. Popper et ses pingouins (Mr. Popper's Penguins)** de Mark Waters. Avec Jim Carrey. Vf. 13.00, vo. 13.00, **0/7** ans.

Mes meilleures amies (Bridesmaids) de Paul Feig. Avec Kristen Wiig. Vf. 15.35, vo. 18.30, vf. 21.15, **12/16** ans. **Super 8** de J. J. Abrams. Avec Elle Fanning. Vf. 15.45, 19.35, **12/14** ans.

This Must be the Place (This Must Be the Place) de Paolo Sorrentino. Avec Sean Penn. Vo. 13.45, 16.15, 18.45, 21.15, **12/16** ans.

Un jour (One Day) de Lone Scherfig. Avec Anne Hathaway. Vf. 15.15, 17.35, 19.55, 22.15, **12/14** ans. **Zookeeper (The Zookeeper)** de Frank Coraci. Avec Kevin James. Vf. 15.10, 17.25, 19.35, 7/7 ans. Av. Louis-Casati 27, 0901 30 20 10 (80 ct l'appel + 80 ct la min.) **Pathé Balexert**

Comment tuer son Boss? (Horrible Bosses) de Seth Gordon. Avec Jennifer Aniston. Vo. 13.10, 15.20, 17.30, 19.40, 21.55, **14/14** ans.

Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens) de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vo. 13.45, 16.30, 19.10, 21.45, **12/12** ans.

La planète des singes: Les origines (Rise of the Planet of the Apes) de Rupert Wyatt. Avec Andy Serkis. Vo. 16.15, 21.30, **12/14** ans.

Mes meilleures amies (Bridesmaids) de Paul Feig. Avec Kristen Wiig. Vo. 13.30, 18.45, **12/16** ans. Confédération Centre, 0901 30 20 10 (80 ct l'appel + 80 ct la min.) **Pathé Rex**

Beginners de Mike Mills. Avec Ewan McGregor. Vo. 15.50, 21.25, 7/14 ans.

Captain America: First Avenger - 3D (Captain America: The First Avenger - 3D) de Joe Johnston. Avec Chris Evans. Vf. 16.00, vo. 18.50, vf. 21.30, **12/12** ans.

Cars 2 de Brad Lewis, John Lasseter. Vf. 13.15, 7/7 ans.

Colombiana d'Olivier Megaton. Avec Zoe Saldana. Vo. 22.25, **16/16** ans.

Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens) de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vf. 13.30, 16.15, 19.00, 21.45, **12/12** ans.

Harry Potter et les reliques de la mort - Partie 2 (Harry Potter and the Deathly Hallows - Part 2) de David Yates. Avec Emma Watson. Vo. 13.00, **12/12** ans. **Impardonnables** d'André Téchiné. Avec André Dussollier. Vf. 13.00, 15.30, 21.00, **14/16** ans.

La planète des singes: Les origines (Rise of the Planet of the Apes) de Rupert Wyatt. Avec Andy Serkis. Vf. 17.45, 22.25, **12/14** ans. **Les Schtroumpfs (The Smurfs)** de Raja Gosnell. Vf. 13.00, 0/5 ans.

Medianeras de Gustavo Taretto. Avec Pilar López de Ayala. Vo. 15.45, 20.25, 22.30, **16/16** ans.

Mes meilleures amies (Bridesmaids) de Paul Feig. Avec Kristen Wiig. Vf. 13.05, 18.45, **12/16** ans.

Minuit à Paris (Midnight in Paris) de Woody Allen. Avec Owen Wilson. Vo. 18.00, 7/12 ans.

Super 8 de J. J. Abrams. Avec Elle Fanning. Vo. 15.20, 20.00, **12/14** ans.

The Tree of Life de Terrence Malick. Avec Brad Pitt. Vo. 18.00, **10/16** ans.

Un jour (One Day) de Lone Scherfig. Avec Anne Hathaway. Vo. 15.40, 20.05, **12/14** ans.

Une séparation (Jodaeiy Nader az Simin) d'Asghar Farhadi. Avec Leila Hatami. Vo. 13.10, 17.50, **16/16** ans. Bd James-Fazy 33, 0901 30 20 10 (80 ct l'appel + 80 ct la min.) **Pathé Rialto**

Tout à déclarer + Les nanas russes 2 films X pour 1 entrée, permanent de 10.30 à 23.45 h, **18/18** ans. Pl. Grenus 3, 022 732 73 73 **Splendid**

Carouge

L'autre versant de Gstaad d'Elisabeth Aubert, salle vidéo. Vo. 18.00, 21.15, **16/16** ans.

Passé composé d'Isabelle Rey, salle vidéo, précédé du court-métrage "Chambre 24". Vf. 16.45, 19.45, **16/16** ans.

Tu seras mon fils de Gilles Legrand. Avec Niels Arestrup. Vf. 16.30, 18.45, 21.00, **10/14** ans. Rue Saint-Joseph 47, 022 301 54 43 **Bio**

France voisine

Archamps

Captain America: First Avenger (Captain America: The First Avenger) de Joe Johnston. Avec Chris Evans. Vf. 14.05, 16.35, 19.30, 22.00.

Cars 2 de Brad Lewis, John Lasseter. Vf. 13.45, 15.55, 7/7 ans.

Comment tuer son Boss? (Horrible Bosses) de Seth Gordon. Avec Jennifer Aniston. Vf. 13.50, 16.00, 18.10, 20.15, 22.25, **14/14** ans.

Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens) de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vf. 14.10, 16.35, 19.25, 22.10, **12/12** ans.

Green Lantern de Martin Campbell. Avec Ryan Reynolds. Vf. 19.25, 22.10.

La piel que habito (La Piel que Habito) de Pedro Almodovar. Avec Antonio Banderas. Vo. 18.00, vf. 20.15, 22.30, **16/16** ans.

La planète des singes: Les origines (Rise of the Planet of the Apes) de Rupert Wyatt. Avec Andy Serkis. Vf. 13.45, 15.55, 18.05, 20.20, 22.30, **12/14** ans.

Les Bien-aimés de Christophe Honoré. Avec Chiara Mastroianni. Vf. 13.50, 16.35, 19.20, 22.25, **14/16** ans.

Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell. Vf. 13.55, 16.00, 18.10, 7/7 ans.

Super 8 de J. J. Abrams. Avec Elle Fanning. Vf. 20.10, 22.20, **12/14** ans.

This Must be the Place (This Must Be the Place) de Paolo Sorrentino. Avec Sean Penn. Vo. 14.10, vf. 16.35, 19.35, 22.10, **12/16** ans.

Tu seras mon fils de Gilles Legrand. Avec Niels Arestrup. Vf. 13.35, 15.55, 18.05, 20.15, 22.35, **10/14** ans.

Un jour (One Day) de Lone Scherfig. Avec Anne Hathaway. Vf. 13.40, 15.55, 18.05, 20.15, 22.25, **12/12** ans. 0033/4 50 43 28 00 **Gaumont**

Ferney-Voltaire

Captain America: First Avenger (Captain America: The First Avenger) de Joe Johnston. Avec Chris Evans. Vf. 18.45.

Captain America: First Avenger - 3D (Captain America: The First Avenger - 3D) de Joe Johnston. Avec Chris Evans. Vf. 14.00, **12/12** ans.

Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens) de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vf. 16.30, 21.15, **12/12** ans.

Green Lantern de Martin Campbell. Avec Ryan Reynolds. Vf. 14.00.

La planète des singes: Les origines (Rise of the Planet of the Apes) de Rupert Wyatt. Avec Andy Serkis. Vo. 19.00, vf. 21.15, **12/14** ans.

Les Schtroumpfs (The Smurfs) de Raja Gosnell. Vf. 14.00, 7/7 ans.

Super 8 de J. J. Abrams. Avec Elle Fanning. Vf. 16.30, **12/14** ans.

Tu seras mon fils de Gilles Legrand. Avec Niels Arestrup. Vf. 16.30, 21.15, **10/14** ans.

Zookeeper (The Zookeeper) de Frank Coraci. Avec Kevin James. Vf. 18.50, 7/7 ans.

La Poterie, 0033/8 92 68 00 39 **Cinés Voltaire**

GeX

Pirates des Caraïbes: la Fontaine de Jouvence - 3D (Pirates of the Caribbean: On Stranger Tides - 3D) de Rob Marshall. Avec Johnny Depp. Vf. 17.00, **12/12** ans.

Transformers 3 - 3D (Transformers: Dark of the Moon - 3D) de Michael Bay. Avec Shia LaBeouf. Vo. 21.00, **12/12** ans.

Av. de la Gare, 0033/4 50 41 89 49 **Cinéma-Club Le Patio**

Lausanne

6e Festival Cinémas d'Afrique

5 courts-métrages d'Afrique du SudSalle des fêtes Vo. 15.00 (Salle des fêtes), **14/14** ans.

An African Election de Jarreth Merz. Salle des fêtes. Vo. 17.00 (Salle des fêtes), **10/14** ans.

Benda Bibidi de Renaud Barret. Florent de La Tullaye. Avec Cubain Kabeya, Théâtre de verdure. Vo. 21.00 (Théâtre de verdure), 7/14 ans.

Reconciliation, Mandela's Miracle de Michael Henry Wilson, salle des fêtes. Vo. 13.00, 7/12 ans.

The Dream of Elibidi (Ndoto Za Elibidi) de Nick Reding. Kamau Wa Ndungu, en avant-programme: On ne mourra pas. Vo. 19.00 (en avant-programme: On ne mourra pas), **14/14** ans.

Allée Ernest-Ansermet 3, 021 315 21 53 **Casino de Montbenet**

Films de Fernand Gigon - Le temps des seigneurs de Fernand Gigon. Vf. 14.00, **10/14** ans.

Kafka au Congo de Marlène Rabaud, Arnaud Zajtmann, suivi de Basse-Cour. Vo. 20.30 (suivi de Basse-Cour), **12/14** ans.

Madame Brouette de Moussa Sène Absa. Avec Aboubacar Sadikh Bâ. Vo. 16.00, **12/14** ans.

Zombie: A qui profite le cuivre? d'Audrey Gallet, Alice Odiot, séance Amnesty International. Vf. 18.00 (séance Amnesty International), **14/14** ans.

Montbenon, 021 315 21 77 **Cinémathèque**

Tous les films

Le moine de Dominik Moll. Avec Vincent Cassel. Vf. 20.00, **14/16** ans. Aloys-Fauquez 4, 021 647 46 42 **Bellevaux**

Minuit à Paris (Midnight in Paris) de Woody Allen. Avec Owen Wilson. Vo. 15.45, 21.00, 7/12 ans.

Nicostratos le pélican d'Olivier Horlait. Avec Emir Kusturica. Vf. 13.30, 7/7 ans.

The Tree of Life de Terrence Malick. Avec Brad Pitt. Vo. 18.00, **10/16** ans.

Théâtre 6, 021 312 51 32 **Capitole**

Captain America: First Avenger - 3D (Captain America: The First Avenger - 3D) de Joe Johnston. Avec Chris Evans. Vf. 16.15, 18.45, 21.15, **12/12** ans.

Comment tuer son Boss? (Horrible Bosses) de Seth Gordon. Avec Jennifer Aniston. Vf. 20.30, **14/14** ans.

Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens) de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vf. 16.15, 18.30, 21.00, **12/12** ans.

La planète des singes: Les origines (Rise of the Planet of the Apes) de Rupert Wyatt. Avec Andy Serkis. Vf. 16.30, 18.45, 21.00, **12/14** ans.

Les Schtroumpfs - 3D (The Smurfs) de Raja Gosnell. Avec Georges Lopez. Vf. 16.00, 20.45, **0/5** ans.

Melancholia de Lars von Trier. Avec John Hurt. Vf. 18.15, **12/16** ans.

Super 8 de J. J. Abrams. Avec Elle Fanning. Vf. 17.15, **12/14** ans.

Un jour (One Day) de Lone Scherfig. Avec Anne Hathaway. Vf. 16.30, 18.45, 21.00, **12/14** ans. Viaduc 1, Prilly, 021 616 88 20 **Cinéoïtelle Malley Lumières**

Les perversions de Gilda + Soubrettes services spéciales + Tutti Frutti, 3 films X pour 1 entrée, permanent de 10.30 à 22.45 h, **18/18** ans. Av. Fraisee 2, 021 616 28 77 **Moderne**

Attack the Block (Attack The Block) de Joe Cornish. Avec Nick Frost. Vo. 23.50, **14/14** ans.

Captain America: First Avenger - 3D (Captain America: The First Avenger - 3D) de Joe Johnston. Avec Chris Evans. Vf. 12.50, 15.25, vo. 18.05, vf. 20.45, 23.20, **12/12** ans.

Comment tuer son Boss? (Horrible Bosses) de Seth Gordon. Avec Jennifer Aniston. Vf. 12.55, 15.05, 19.45, 22.00, 24.10, **14/14** ans.

Cowboys & envahisseurs (Cowboys & Aliens) de Jon Favreau. Avec Harrison Ford. Vf. 13.15, vo. 15.20, vf. 15.50, 18.25, vo. 20.30, vf. 21.00, 23.35, **12/12** ans.

Green Lantern - 3D (Green Lantern) de Martin Campbell. Avec Ryan Reynolds. Vf. 16.15, 21.25, **12/12** ans.

Harry Potter et les reliques de la mort - Partie 2 - 3D (Harry Potter and the Deathly Hallows - Part 2 - 3D) de David Yates. Avec Emma Watson. Vf. 18.45, **12/12** ans.

Insidious de James Wan. Avec Patrick Wilson. Vf. 23.00, **14/14** ans.

</

Livres virtuels: poursuite de la numérisation

> **Edition Google et La Martinière ont trouvé un accord**

Google pourra continuer à numériser et mettre à la disposition des internautes des milliers d'œuvres littéraires indisponibles sur le marché. Le géant américain et l'éditeur français La Martinière, qui contrôle les Editions du Seuil, ont en effet signé un accord pour numériser des œuvres qui ne sont plus en vente, mais encore protégées par des droits d'auteur.

Les termes financiers de l'entente n'ont pas été révélés, mais l'accord met fin aux actions juridiques entamées par la maison d'édition française en 2006. Celles-ci avaient mené, en 2009, à l'interdiction de poursuivre la numérisation d'ouvrages sans l'autorisation des ayants droit et au versement de 300000 euros en dommages et intérêts par Google.

Cet accord permet «de réaffirmer l'importance du droit d'auteur, tout en assurant une juste rémunération des auteurs et des ayants droit», précisent les deux groupes dans un communiqué commun publié jeudi. **AFP**

«**White Wedding**», l'un des films sélectionnés par le festival pour ce qu'il raconte d'une Afrique loin des clichés. CAPE TOWN

Panorama

Musique

Amy Winehouse au top
Un mois après la mort d'Amy Winehouse, son succès mondial *Back to Black* sorti en 2006 est devenu l'album le plus vendu du XXI^e siècle en Grande-Bretagne. Il a désormais été écoulé à 3 259 100 exemplaires. Les ventes ont repris de façon spectaculaire après le décès de la diva. (ATS)

Archéologie

Découverte d'une civilisation
L'Arabie saoudite a annoncé avoir découvert les traces d'une civilisation vieille de 9000 ans, capable de domestiquer les chevaux et qui pratiquait l'embaumement. La présence de l'homme moderne remonterait à 125 000 ans dans cette région. (ATS)



«L'Afrique peut se penser elle-même»

> **Ecrans** Le Festival Cinémas d'Afrique propose une image plus juste du continent

> **Le point avec l'initiateur du projet**

Antoine Duplan

Le 6e Festival Cinémas d'Afrique ouvre ses portes à Lausanne. Avec une trentaine de films, documentaires et fictions, mais aussi de la musique et des débats, il propose un éclairage sur l'Afrique d'aujourd'hui. Initiateur d'un projet qu'il codirige désormais avec Boubakar Samb, Alain Bottarelli évoque l'Afrique telle qu'elle se présente ces prochains jours à la Cinémathèque.

Le Temps: Comment Cinémas d'Afrique a-t-il démarré?

Alain Bottarelli: Je suis allé proposer l'idée d'une manifestation consacrée au cinéma africain, à la Cinémathèque; elle a tout de suite accepté. La commune, le canton, la Loterie nous ont soutenus. A la fin de la quatrième édition, Lausanne nous a alloué 20 000 francs qui nous ont permis de nous professionnaliser – même si nous restons tous bénévoles. On a amélioré la qualité du programme, de l'accueil. La fréquentation du public a augmenté. L'année passée, nous avons passé un palier, en réussissant à créer un esprit festivalier.

– Quel est le public de Cinémas d'Afrique?

– Des cinéphiles. Des gens séduits par les projections gratuites en plein air. Et des Africains. Lors des premières éditions, il y avait des couples mixtes qui pouvaient être directement concernés par la

nationalité d'un film présenté. A partir de la quatrième édition, nous avons accueilli des intellectuels et des bobos africains, étudiants à l'Université ou employés de multinationales.

– Comment élaborez-vous le programme?

– Nous cherchons des films dans les catalogues et dans les festivals qui présentent des films africains. Cette année, quelqu'un est allé à Ouagadougou. Comme nous sommes référencés sur le Web, des réalisateurs nous envoient directement leur DVD. Nous avons visionné une centaine de films, tous genres confondus.

– Chaque année, vous choisissez un thème.

– Oui, la ville l'année passée, le travail celle d'avant. Cette fois, c'est l'Ubuntu. Qui n'est pas un logiciel libre, comme on peut le croire en «googlisant» le mot, mais une philosophie africaine. Il

est temps d'accepter que l'Afrique peut se penser elle-même. Sans être nécessairement cartésienne... ou confucianiste – n'oublions pas que les Chinois y sont de plus en plus présents! Remise au goût du jour, notamment par les tribunaux de réconciliation en Afrique du Sud, cette philosophie pose pour principe que l'autre me complète. «Je suis parce que tu es. Tu es donc je suis.» Des films comme *Awra Amba-Utopia in Ethiopia* ou *White Wedding* illustrent parfaitement cette notion.

– Est-il difficile de trouver des films africains?

– Le Nigeria produit 2000 films par année. Des cassettes de Nollywood, on en trouve sur tous les rayons des magasins africains de Suisse romande. Sinon, le cinéma est en crise, surtout en Afrique de l'Ouest. Une ville comme Lagos n'a plus une salle de cinéma. Mais il y a un millier de chaînes de

télévision en Afrique... Alors, les professionnels font des séries, qui ne valent guère mieux que *Les Pique-Meurons*... Qui irait montrer *Les Pique-Meurons* en Afrique? L'Afrique du Sud, elle, a une vision politique. L'aide gouvernementale au cinéma a décuplé, des écoles de cinéma se sont ouvertes, une tendance panafricaine s'y développe. L'Afrique, comme la Suisse, dépend des hasards de la production: certaines années sont meilleures que d'autres.

– Ya-t-il une spécificité du cinéma africain?

– Il y a tellement de cultures, de couleurs, de paysages, de lumières, de musiques différentes en Afrique... Je dirais que le cinéma africain est celui qui emploie le plus de comédiens noirs.

6e Festival Cinémas d'Afrique. Lausanne. Cinémathèque suisse. Du 25 au 28 août. www.cinemasdafrique.ch

PUBLICITÉ



Vous découvrez le classicisme au musée. Vous trouvez le Private Banking classique chez nous.

Banquiers privés classiques dans la pure tradition, nous prenons le temps de comprendre vos objectifs et vos besoins personnels. Cette approche nous fournit la base nécessaire pour développer, ensemble, une stratégie de placement à long terme.

Parlons-en. Nous vous rencontrons avec plaisir.

LGT Bank (Suisse) SA
Genève, Tél. +41 22 318 65 00
Lausanne, Tél. +41 21 711 87 00

www.lgt.ch
Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Zurich et 22 autres sites dans le monde.



Wealth Management

Les viticulteurs kiwis jouent la carte écolo

> **Vendanges** Les moutons pygmées tondent entre les vignes, les faucons chassent les petits oiseaux dévoreurs

> **Inventaire à la Prévert** des nouveaux gestes de là-bas, à quinze jours des vendanges d'ici



C. RALPH TALMONT - AURORA - LAIF

La viticulture durable en Nouvelle-Zélande a trouvé de multiples solutions locales et futées pour produire plus proprement le vin. ARCHIVES

Frédéric Thérin,
NAPIER ET BLENHEIM

Courts sur pattes, ils ne peuvent pas dévorer le fruit défendu. Importés tout spécialement d'Australie, ces «moutons pygmées» font la fierté de Peter Yealands. Ce kiwi aux allures de baba cool vient d'investir plus de 65 millions de francs dans la création d'un vignoble de... 1000 hectares situé à Marlborough, une région réputée pour ses sauvignons blancs. Ses 3000 ruminants sont sa dernière trouvaille en matière de protection de l'environnement. «Ils nous servent de tondeuses entre les vignes et leur petite taille leur permet de manger les feuilles sur les ceps sans atteindre les grappes de raisin, explique Simon Kelly, le directeur international de ce vignoble qui produit chaque année 8,2 millions de bouteilles. Nous pouvons ainsi éviter d'utiliser des her-

bicides.» Ce type d'initiative est de plus en plus courant au «pays du long nuage blanc». Les viticulteurs néo-zélandais ont en effet été parmi les premiers à comprendre qu'ils devaient transformer leurs exploitations en sociétés «durables». Du travail de la vigne au transport des bouteilles en passant par la vinification, les producteurs ne manquent pas d'imagination pour sauvegarder leur environnement...

Afin de limiter l'utilisation de produits chimiques, les viticulteurs se sont vite aperçus que la faune locale pouvait leur venir en aide. «Pour chasser les petits oiseaux qui dévorent nos raisins, nous plaçons dans nos vignes des lapins morts que nous trouvons sur la route afin d'attirer les faucons de la région», explique Brittany Thompson, l'œnologue d'Elephant Hill Estate à Hawkes Bay. «Les nouveaux systèmes d'aspersion permettent quant à eux

de récupérer les produits qui n'ont pas été absorbés afin de les diffuser une seconde fois», se vante Lindsay Parkinson, le directeur de Wairau River Wines. Et pour réduire l'utilisation d'engrais, Yealands a eu l'idée de collecter 500 tonnes d'algues échouées sur les plages qui bordent ses vignobles afin de les disperser sur ses terres. Le marc de raisin de Villa Maria Estate sert, lui, d'alimentation pour le bétail. Les déchets organiques peuvent même représenter une nouvelle source d'énergie pour les viticulteurs. «Nous récol-

Contre les petits oiseaux dévoreurs de raisins? Des lapins morts pour attirer les faucons près des ceps

tons les sarments pour alimenter la chaudière que nous utilisons pour notre vinification», se vante Tamra Washington, l'œnologue de Yealands. Les producteurs ont aussi limité leur consommation de carburant. «Nos représentants circulent tous en voitures hybrides», clame Fabian Yukich, le directeur de Villa Maria Estate. «Nos tracteurs peuvent ramasser les branches mortes et couper l'herbe au même moment ce qui limite leurs passages dans les vignobles, souligne M. Parkinson. Et pour éviter d'utiliser des hélicoptères qui réchauffent l'air en le brassant lors des nuits de grand froid, nous avons acheté seize éoliennes à 60000 dollars pièce.» Les propriétaires de caves de vinification cherchent, eux aussi, à limiter leur consommation d'énergie. «Nous avons isolé nos hangars avec la laine de nos moutons et des ventilateurs dispersent

toutes les nuits dans nos bâtiments de l'air frais venant de l'extérieur», décrit Tamra Washington. Villa Maria a pour sa part acheté un logiciel de contrôle de son système de réfrigération qui lui permet d'économiser 125000 kW/h par an et son vin produit à Marlborough est acheminé vers son usine d'embouteillage à Auckland par bateau et non plus par camion.

Des recherches ont été lancées pour réduire le poids des bouteilles. «Nous avons découvert que notre principale source d'émission de dioxyde de carbone était la production et le transport du verre que nous utilisons, souligne M. Yukich. Nous avons donc diminué le poids de nos bouteilles de 495 à 450 grammes et nous testons actuellement un modèle de 407 grammes.» Yealands est prêt à aller encore plus loin en commercialisation des bouteilles biodégradables en... plastique (PET).

Toutes ces initiatives coûtent cher. «Nous dépensons des millions de dollars pour devenir un vignoble durable», avoue M. Kelly. Mais ces investissements représentent un argument commercial de plus en plus incitatif pour les distributeurs. «Notre volonté de protéger l'environnement nous a déjà permis de trouver de nouveaux clients», selon le patron de Wairau River Wines. «Certaines chaînes de supermarchés en Scandinavie et en Grande-Bretagne exigent même qu'un viticulteur prouve sa «durabilité» avant de commercialiser ses bouteilles», renchérit M. Kelly.

Cette tendance est appelée à se développer. «Vous allez voir que ce thème va prendre de l'ampleur même en France», promet Yannick Deroudele, le directeur pour la France des vins étrangers de Cap'Monde, une filiale des Grands Chais de France. Les Bordelais et les Bourguignons sont prévenus.

Retouches

Cinquante ans après



Sylvie Arsever

J'aime bien les commémorations. Elles sont éducatives. Prenez le mur de Berlin. Le cinquantième anniversaire de sa naissance nous rappelle qu'avant de la démolir dans la joie et la bonne humeur en 1989, il a d'abord fallu le construire. C'est un aspect de l'histoire qu'on avait un peu perdu de vue pendant les commémorations de 2009.

Ce qu'on avait également tendance à négliger, c'est que, question construction, ç'avait été une réussite: une nuit pour lancer et sécuriser le gros œuvre et des décennies d'améliorations

techniques ininterrompues: disposition de mines et de barbelés, adjonction de plaques de béton, rehaussement, fortification... Si je fais construire un jour, j'aimerais que mon architecte ait la même rigueur professionnelle.

Un soin tout particulier était apporté à combattre les effets pervers liés à l'existence même du mur. Pour éviter de démoraliser les populations qu'il enfermait, on lui a tout de suite donné un joli nom, donnant à penser qu'il servait en réalité à les protéger: «Rempart antifasciste». Et lorsqu'on l'a renforcé dans les années 1970 pour empêcher tout passage en force au moyen d'un véhicule, on y a aménagé des points moins résistants pour permettre aux chars de se frayer malgré tout une sortie en cas de coup dur.

Restait le problème principal: le mur tuait. Au moment où des populations convaincues des vertus du tourisme transfronta-

lier ont entrepris de le déglacifier, un projet visant à corriger ce détail désagréable était à l'étude. On l'avait appelé «Mur 2000» et il portait la marque d'un esprit hautement humanitaire. Equipé de rayons infrarouges, de détecteurs de mouvement, de senseurs électroniques et autres gadgets high-tech visant à en rendre totalement impossible l'accès incognito, c'était en quelque sorte un mur zéro mort. Ou, au moins, zéro emmerde pour un gouvernement est-allemand à la cote en baisse vertigineuse sur le marché des investissements étrangers. La vertu n'a pas besoin d'être désintéressée pour être vertueuse, sinon pourquoi aurait-on inventé le paradis?

Le mur était infiniment perfectible. Ça devait être très rassurant. Et en même temps, a posteriori, c'est un peu inquiétant. Toute cette ingéniosité dispensée, tous ces plans au 1/100e, toutes ces calculettes en

folie, tous ces cerveaux en ébullition, tous ces briefings ultra-secrets et personne pour y demander s'il ne serait pas, finalement, plus simple de raser le mur et de passer à autre chose. Je parle de ce qui se passait au sommet. En dessous, la cause était entendue depuis longtemps.

Ça amène forcément à se demander quel est le machin mal pensé, branlant et nuisible dont nos dirigeants s'efforcent aujourd'hui de faire tenir ensemble les briques branlantes en y ajoutant des dalles de béton aux zones de faiblesse savamment calculées. Oui, moi aussi, j'ai louché vers Wall Street. Mais j'ai bien vite détourné le regard: Wall Street n'est pas un mur, quoi qu'en dise son nom. C'est au contraire l'absence absolue de mur. Wall Street n'a ni dedans ni dehors, Wall Street est partout. Un peu comme dieu, en somme.

Ça ne m'a pas tranquillisée.

Quoi de neuf Parfum de rentrée (5/5)

Total look bûcheuse

Florence Duarte

Elles ont 12 ans, voire 13, peut-être 14. Lorsqu'elles vous fixent dans les yeux, elles ont le cil télescopique, la lippe boudeuse et offerte, la main manucurée tirant sur le décolleté, le jean moulant déhanché. Des garde-robes de divas hollywoodiennes, des postures de starlettes capricieuses, des allures d'escort girls mastercardisées. Elles sont partout: New York, Londres, Berlin, Paris, Genève, le Gros-de-Vaud, le Bas-Valais. Sur des classeurs (photo), des effaceurs d'encre, des feutres, des taille-crayons, des trousse, des sacs à bandoulière, des carnets de notes. Ces mini-bimbos dessinées, de la marque de gadgets Top Model, sont l'un des thèmes forts de la rentrée des filles, aux côtés de Barbie, Hello



Kitty ou Blanche-Neige. On l'a compris, les ligues de défense (féministe, protection de l'enfant, anorexie) vont encore s'étrangler. Car ces petites ont bien plus d'impact dans la vie des ados que la nouvelle pub Miu Miu, ses mannequins à peine pubères, et la timide polémique qui a suivi. Car «Top Model», c'est une déclinaison de produits sexy, en supermarché et sur Internet, mais aussi un site communautaire. On s'y inscrit, on y lit des infos mode, beauté, lifestyle, on joue les stylistes en créant des looks, et en se soumettant à la critique des autres internautes-copines, qui rêvent toutes de devenir Anna Wintour. La célèbre reine du «Voc».

Classeur Top Model, 17,90 fr., Coop-City et www.top-model.biz